



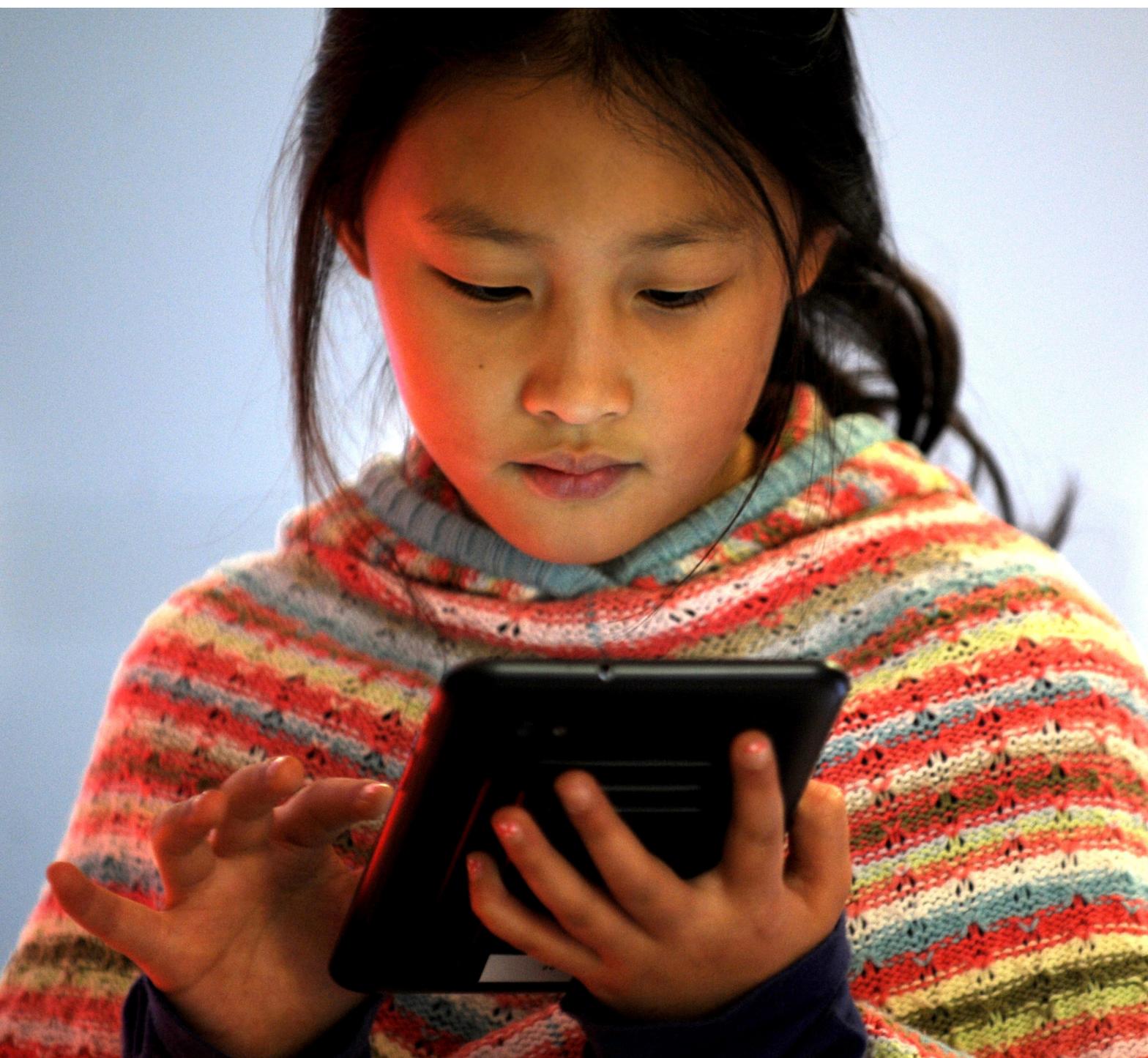
Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Forum
mondial sur
l'éducation
2015

Forum mondial sur l'éducation 2015

RAPPORT FINAL



Forum mondial sur l'éducation 2015

RAPPORT FINAL

Publié en 2016 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2016



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Titre original : *World Education Forum 2015 – Final Report*

Publié en 2015, par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Photo de couverture : © ITU/R.Farrell

Création graphique : UNESCO

Impression : UNESCO

Imprimé en France

ED-2015/ws/34

Table des matières

Avant-propos	5
Remerciements	7
Introduction	9
Organisateurs et participants	9
Format	9
Séance d'ouverture	9
Forum des ONG 2015	9
Structure du rapport	9
1 Redéfinir l'agenda mondial de l'éducation pour 2030	11
Contexte	11
Le développement durable commence par l'éducation	11
La Déclaration d'Incheon	11
Principes fondateurs	12
2 Tendances dans la définition de l'agenda Éducation 2030	13
Un développement spectaculaire de l'éducation formelle à tous les niveaux	13
Reprendre l'agenda inachevé de l'EPT et remédier à la persistance de la « crise mondiale de l'apprentissage »	13
L'importance croissante des compétences pour le travail, la vie courante et la citoyenneté	15
Reconnaissance croissante du besoin de systèmes flexibles d'apprentissage tout au long de la vie	16
Pressions accrues sur le financement public	17
La diversification des acteurs non étatiques dans l'éducation	17
3 Questions thématiques et recommandations.	18
Améliorer la qualité de l'éducation	18
La place centrale des programmes scolaires dans l'amélioration de la qualité et une plus grande pertinence de l'éducation	19
Des enseignants pour l'avenir que nous voulons	19
Transformer l'apprentissage et l'enseignement par la technologie	19
Développement des compétences professionnelles et techniques.	20
L'éducation et la protection de la petite enfance, fondements essentiels de l'apprentissage tout au long de la vie	20
Alphabétisation des jeunes et des adultes	21
Enseignement supérieur	21
Garantir l'équité et l'égalité des genres	21
L'éducation au service de la paix et de sociétés durables	22
Éducation et santé	22
Éducation à la sexualité complète.	23
Violence fondée sur le genre à l'intérieur et aux abords des établissements scolaires	23
Une éducation inclusive de qualité pour les enfants handicapés	24
Protéger l'éducation, les écoles et les universités contre les attaques et les utilisations à des fins militaires	24
Renforcer les réponses éducatives en situation de crise	25
Politiques et pratiques éducatives fondées sur des données factuelles.	25
4 Au-delà d'Incheon : relever les défis de mise en œuvre.	26
Le défi du renforcement du financement de l'éducation	26
Le défi de l'efficacité de la gouvernance et de l'obligation de rendre des comptes pour une responsabilité partagée	27
Le défi du suivi et de la coordination du futur agenda pour l'éducation mondiale.	28
Annexes	
Liste des participants au Forum mondial sur l'éducation 2015.	30
WEF 2015 - Programme détaillé	56
Déclaration d'Incheon	69
Déclaration du Forum des ONG 2015	73

Avant-propos

Le Forum mondial sur l'éducation qui s'est tenu à Incheon (République de Corée) en mai 2015 marquera l'histoire à plus d'un titre.

Tenu quatre mois avant l'adoption du *Programme de développement durable à l'horizon 2030* à l'ONU, le Forum organisé conjointement par l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale, le FNUAP, le PNUD et ONU-Femmes, a été l'occasion d'affirmer que l'éducation était la force de transformation la plus puissante au service de l'édification d'un avenir meilleur pour tous les enfants, les jeunes et les adultes, partout dans le monde.

C'est sur la foi de cette conviction que se sont réunis quelque 1 600 participants venus de 160 pays, dont 120 Ministres de l'éducation, le Secrétaire général de l'ONU, le Président de la République de Corée, des chefs de secrétariat du système des Nations Unies, des dirigeants du monde éducatif de renommée internationale et des défenseurs influents de l'éducation issus de la société civile, d'organisations non gouvernementales, d'organismes donateurs et du secteur privé.

Ensemble, cette communauté internationale dynamique et diverse s'est accordée sur un objectif unique et partagé : la promotion d'une éducation de qualité inclusive et équitable et de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.

Dans le droit fil des Forums de Jomtien (Thaïlande) et de Dakar (Sénégal), il a été réaffirmé que l'éducation était un droit humain fondamental et un bien public. De nouvelles orientations, adaptées à notre époque en proie à des changements rapides, ont été définies pour faire en sorte que tous les enfants, les jeunes et les adultes soient dotés des connaissances et des compétences dont ils auront besoin pour vivre dans la dignité et contribuer à leurs sociétés respectives, en tant que citoyens du monde responsables.

Le présent rapport reflète l'esprit d'Incheon – richesse des débats, partage des données d'expérience, innovation et partenariat, au gré de sessions très variées qui ont porté sur les enjeux essentiels qu'il est impératif de cerner pour maîtriser le progrès. En adoptant la Déclaration d'Incheon, « Éducation 2030 : Vers une éducation de qualité inclusive et équitable et un apprentissage tout au long de la vie pour tous », les États membres et la communauté mondiale ont donné la preuve de leur engagement envers un programme unique et marqué au sceau du renouvellement, qui soit à la fois intégré, ambitieux et source d'inspiration, et qui ne laisse personne de côté. L'objectif est d'obtenir que chacun puisse exercer son droit à l'éducation, car il s'agit là d'une dimension fondamentale du développement humain, social et économique.

Les données recueillies montrent qu'un pays ne peut consentir d'investissement plus significatif, ou aux répercussions plus durables, que dans l'éducation de ses citoyens. Celle-ci ouvre la voie à la durabilité – à l'atténuation de la pauvreté, à l'amélioration de l'état de santé de la population, à la protection de l'environnement et à l'égalité des genres. Il ne faut ménager aucun effort pour obtenir que l'objectif et les cibles définis soient atteints. Le Cadre d'action Éducation 2030 montre de quelle manière mettre en œuvre de façon coordonnée, financer et superviser l'action à mener pour atteindre ce but, de telle sorte que tous puissent bénéficier d'une éducation de qualité inclusive et équitable et de possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Nous devons agir pour y parvenir, sans délai et tous ensemble.



Irina Bokova
Directrice générale de l'UNESCO

Remerciements

Je souhaiterais remercier tous nos États membres, dont la représentation en nombre – quelque 120 ministres se trouvaient parmi les 1 600 participants venus échanger points de vue et idées pendant trois jours – a fait du Forum mondial sur l'éducation 2015 une grande étape, l'aboutissement de quinze années de travail au service de l'éducation. L'ampleur du soutien reçu par le Forum est une démonstration claire de la détermination des gouvernements à donner effet au nouveau Cadre d'action mondial pour l'éducation.

J'aimerais adresser mes remerciements les plus sincères au Gouvernement de la République de Corée pour son appui généreux, puisque son pays était l'hôte du Forum.

La portée et l'influence du Forum ont été très vastes grâce aux efforts menés conjointement par ses organisateurs, qui se sont engagés à apporter leur appui à la mise en œuvre du Cadre d'action pour l'éducation 2030. Ces deux dernières années, et durant le Forum lui-même, l'UNESCO, l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD, ONU-Femmes, le HCR et la Banque mondiale ont œuvré de concert pour apporter leur contribution – à la fois stratégique et technique.

Le Secteur de l'éducation de l'UNESCO, notamment les collègues du Siège, des bureaux régionaux, des instituts et des bureaux extérieurs, a été pleinement mobilisé pour cet événement remarquable. Sa détermination sans faille et son travail assidu ont fait de ce Forum mondial pour l'éducation 2015 un succès.

Enfin, je voudrais remercier la société civile, les nombreuses organisations intergouvernementales, le secteur privé, le monde universitaire et tous les autres participants pour leur implication dynamique, qui a permis de faire du Forum une manifestation historique, ambitieuse et dont les répercussions seront décisives.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Qian Tang', with a long horizontal flourish extending to the right.

Qian Tang,
Sous-Directeur général pour l'éducation

Introduction

Le présent rapport de synthèse est basé sur les travaux du Forum mondial de l'éducation organisé à Incheon, en République de Corée, du 19 au 22 mai 2015.

Organisateurs et participants

Organisé par l'UNESCO conjointement avec l'UNICEF, ONU-Femmes, l'UNFPA, l'UNHCR et la Banque mondiale, et accueilli par le Gouvernement coréen, le Forum mondial sur l'éducation (WEF) 2015 a réuni environ 1 600 participants, dont 120 ministres de l'éducation de 160 pays et des représentants d'institutions des Nations Unies, des bailleurs de fonds internationaux et d'organisations non gouvernementales (voir la liste des participants à l'annexe 1).

Format

Le Forum a constitué une occasion unique et historique de débattre, de partager des expériences ainsi que de présenter de nouvelles idées et des stratégies novatrices sur un ensemble de thèmes et d'enjeux, dans le cadre de quatre séances plénières, six débats thématiques, vingt séances parallèles de groupe et d'environ dix-huit manifestations parallèles organisées à l'heure du déjeuner (voir le programme à l'annexe 2).

Séance d'ouverture

Le Forum mondial sur l'éducation a été ouvert par une série d'interventions d'orateurs prestigieux, notamment Mme Park Geun-hye, Présidente de la République de Corée, M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, M. Jim Yong Kim, Président de la Banque mondiale, M. Anthony Lake, Directeur exécutif de l'UNICEF, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive d'ONU-Femmes, Son Altesse Sheikha Mozah Bint Nasser, Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'éducation de base et l'enseignement supérieur, et M. Kailash Satyarthi, lauréat du prix Nobel de la paix 2014.

Forum des ONG 2015

Le Forum proprement dit a été précédé du Forum des ONG 2015 (18-19 mai 2015), qui a fourni aux ONG un espace où elles ont pu se rencontrer et s'entendre sur une vision collective de la société civile pour l'éducation post-2015 et réfléchir à des stratégies de participation de la société civile au processus de finalisation et de mise en œuvre de l'agenda pour l'éducation post-2015¹. Ont participé au Forum des ONG 238 représentants accrédités de 149 organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales ainsi que des organisations de la société civile de toutes les régions du monde, dont la plupart sont membres de la Consultation collective des organisations non gouvernementales sur l'Éducation pour tous (CCONG/EPT) de l'UNESCO, ainsi que 45 observateurs. Des efforts particuliers ont été faits pour assurer la représentation des points de vue des jeunes dans tous les aspects du programme de l'Éducation pour tous (EPT).

Structure du rapport

La première section du présent rapport expose brièvement le contexte du Forum à l'occasion duquel la communauté internationale de l'éducation a adopté la Déclaration d'Incheon intitulée « Éducation 2030 : Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous ». La section suivante fournit un aperçu de certaines tendances en matière d'éducation, qui constituent la toile de fond des délibérations du WEF 2015 et qui définissent les contours d'Éducation 2030. La troisième section contient un résumé des questions thématiques et des recommandations issues des multiples débats et discussions tenus durant le Forum. La dernière section présente certains des principaux défis relatifs à la mise en œuvre du nouveau programme universel ambitieux de l'éducation pour 2030. Les éléments importants ressortis des différents débats, sessions et événements parallèles figurent dans des encadrés afin d'illustrer au mieux l'analyse présentée dans le rapport.

¹ Voir la page Web du Forum des ONG 2015 pour consulter la liste des objectifs, les résultats escomptés et la Déclaration finale.

1 Redéfinir l'agenda mondial de l'éducation pour 2030

Contexte

Le Forum mondial sur l'éducation (WEF) 2015 a été une occasion historique de reformuler l'agenda mondial de l'éducation, à l'heure où la communauté internationale définit et adopte les objectifs de développement durable (ODD) pour 2030. L'agenda mondial de l'éducation 2000-2015 a été défini en référence aux cadres à la fois des Objectifs du Millénaire pour le développement et de l'Éducation pour tous. En avril 2000, les participants au Forum mondial sur l'éducation à Dakar, au Sénégal, ont adopté le Cadre d'action de Dakar – L'Éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs. Le cadre de Dakar a réaffirmé la vision de la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous adoptée dix ans plus tôt en 1990 à Jomtien, en Thaïlande. Les participants se sont engagés à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux de tous les enfants, de tous les jeunes et de tous les adultes d'ici à 2015, par le biais de six objectifs allant du renforcement de l'éducation et de la protection de la petite enfance et de l'universalisation de l'enseignement primaire, à la réduction du taux d'analphabétisme des adultes, à la réalisation de l'égalité des genres dans l'éducation et à l'amélioration de la qualité de l'éducation. En septembre 2000, les dirigeants mondiaux se sont réunis à l'Organisation des Nations Unies à New York pour adopter la Déclaration du Millénaire, dans laquelle ils se sont engagés à réduire la pauvreté et à établir un ensemble de cibles appelées Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Inspirés des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT), les OMD comportaient deux cibles relatives à l'enseignement primaire universel et à l'égalité des genres dans l'éducation. S'appuyant sur cette expérience, le Forum mondial sur l'éducation 2015 a été une occasion unique de redéfinir l'agenda mondial de l'éducation dans le cadre global des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Le développement durable commence par l'éducation

L'éducation est essentielle au développement durable et ouvre la voie à une vie de dignité pour tous. Cette importance a été clairement réaffirmée lors de la séance plénière du WEF 2015 qui a examiné la contribution de l'éducation au développement

durable². Les solutions techniques, la réglementation ou les instruments financiers ne sauraient, à eux seuls, permettre d'atteindre le développement durable. On ne peut réellement parvenir au développement durable que par des efforts transsectoriels qui commencent par l'éducation – pas n'importe quelle éducation, mais une éducation qui tient compte de l'interdépendance de l'environnement, de l'économie et de la société, et qui encourage le changement en profondeur des mentalités qui est nécessaire pour déclencher une action en faveur du développement durable. Reconnaisant le rôle fondamental de l'éducation, les objectifs de développement durable (ODD) proposés intègrent l'éducation à la fois sous la forme d'un objectif autonome et de cibles relatives à l'éducation dans le cadre d'autres ODD. L'éducation ayant le potentiel d'accélérer les progrès en vue de la réalisation de *tous* les ODD, il a été avancé qu'elle devrait faire partie des stratégies visant à atteindre *chacun* d'entre eux. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, la santé et le changement climatique. En effet, l'éducation donne aux individus les compétences qui leur permettent d'accroître leurs revenus et de sortir de la pauvreté (ODD 1). Les personnes instruites sont mieux informées et sont plus à même d'accéder aux informations sur la santé, de les comprendre et de les appliquer, ce qui aide à réduire les maladies et contribue à l'amélioration des résultats dans ce domaine (ODD 3). L'éducation améliore la sensibilisation et le souci de l'environnement, et fournit aux individus les compétences et les valeurs nécessaires pour modifier les comportements et trouver des solutions aux défis environnementaux (ODD 12-15). Les participants au WEF 2015 ont appelé la communauté internationale à tirer pleinement parti du potentiel de l'éducation en tant que moteur du développement durable.

La Déclaration d'Incheon

Sur la base d'une évaluation de l'expérience dans la réalisation des objectifs et des cibles fixés dans les cadres de l'Éducation pour tous (EPT) et des OMD adoptés en 2000, le WEF 2015 a confirmé les contours du futur agenda de l'éducation proposé. Ce nouvel agenda est présenté dans la Déclaration d'Incheon « Éducation

² Séance plénière III : Comment l'éducation contribue-t-elle au développement durable après 2015 ?

2030 : Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous » qui a été adoptée lors de la Conférence (voir le texte de la Déclaration d'Incheon en annexe). Il réaffirme et soutient le quatrième objectif de développement durable (ODD 4) proposé sur l'éducation : « Assurer une éducation inclusive, équitable et de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». L'ODD proposé relatif à l'éducation et ses cibles correspondantes sont présentés plus en détail dans le projet de Cadre d'action Éducation 2030. Ce cadre comble également les lacunes identifiées dans les cibles ODD proposées relatives à l'éducation. Il propose en outre des options stratégiques indicatives pour chaque cible afin d'appuyer la mise en œuvre, ainsi que des processus et mécanismes de coordination, de financement et de suivi. La Déclaration d'Incheon est un agenda évolutif en faveur d'une éducation mondiale universellement pertinente à l'horizon 2030, qui s'appuie sur les progrès réalisés et propose des cibles plus ambitieuses tout en reconnaissant les défis persistants dans l'accès équitable à une éducation de base de qualité.

Reconnaissant le rôle important de l'éducation en tant que vecteur principal du développement et de la réalisation des autres objectifs de développement durable (ODD) proposés, notre vision est de transformer la vie grâce à l'éducation. Conscients de l'urgence, nous nous engageons en faveur d'un agenda pour l'éducation unique et renouvelé qui soit holistique, ambitieux et mobilisateur, en ne laissant personne de côté. Cette nouvelle vision trouve sa pleine expression dans l'ODD 4 proposé, « *Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité, et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous* », et dans les cibles correspondantes. Transformatrice et universelle, elle permet de s'atteler au « chantier inachevé » de l'agenda de l'EPT et des Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation, en relevant les défis de l'éducation aux niveaux mondial et national.

Déclaration d'Incheon, article 5

La Déclaration traduit l'engagement collectif de la communauté de l'éducation à mettre en œuvre Éducation 2030, et appelle à des initiatives audacieuses et novatrices. Elle prie également l'UNESCO de continuer à jouer le rôle qui lui incombe, en vertu de son mandat, à savoir conduire et coordonner l'agenda pour l'éducation 2030.

Principes fondateurs

La Déclaration d'Incheon de 2015 et l'objectif de développement durable 4 proposé sur l'éducation pour 2030 s'appuient sur des principes fondateurs établis de longue date. Il s'agit tout d'abord de **l'éducation en tant que droit humain fondamental** permettant la réalisation de tous les autres droits économiques, sociaux et culturels. La Déclaration d'Incheon réaffirme « la vision et la volonté politique reflétées dans de nombreux traités internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme qui consacrent le droit à l'éducation et ses liens réciproques avec d'autres droits fondamentaux »³. Cela vaut particulièrement pour l'éducation de base qui doit être considérée comme le fondement de l'apprentissage futur, du développement des compétences professionnelles, du travail ainsi que de la participation sociale, civique et politique dans une perspective d'éducation tout au long de la vie.

La vision d'Éducation 2030 réaffirme également que **l'éducation est un bien public**, ce qui signifie que l'État est le principal responsable de la protection et de la réalisation du droit à l'éducation. Elle souligne également la dimension collective de l'éducation en tant que cause commune, ce qui implique que la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques soient inclusives et participatives, et qu'elles donnent lieu à une responsabilité partagée et à un engagement solidaire aux niveaux local et mondial. Il est essentiel de réaffirmer ce principe dans le cadre de la multiplication et de la diversification de la participation des acteurs non étatiques à tous les niveaux de l'éducation, afin de renforcer le rôle de l'État dans la régulation des processus éducatifs et la protection du droit fondamental à l'éducation pour tous.

En résumé, la vision d'Éducation 2030 :

... est inspirée par une vision humaniste de l'éducation et du développement fondée sur les droits de l'homme et la dignité, la justice sociale, l'inclusion, la protection, la diversité culturelle, linguistique et ethnique, ainsi que sur une responsabilité et une obligation de rendre des comptes partagées. Nous réaffirmons que l'éducation est un bien public, un droit fondamental et un préalable à l'exercice d'autres droits. Elle est essentielle à la paix, à la tolérance, à l'épanouissement de l'individu et au développement durable.

Déclaration d'Incheon, article 5

³ Déclaration d'Incheon, article 2.

2 Tendances dans la définition de l'agenda Éducation 2030

Confirmant les contours proposés pour l'agenda Éducation 2030, les débats tenus lors du WEF ont été éclairés par un examen des progrès réalisés ainsi que des enseignements tirés du suivi du développement de l'éducation au cours des quinze dernières années, à la fois aux niveaux mondial et national. Les discussions ont été menées dans le contexte des tendances persistantes et émergentes en matière d'éducation.

Un développement spectaculaire de l'éducation formelle à tous les niveaux

Dans le monde entier, une amélioration remarquable et sans précédent de l'accès à l'éducation à tous les niveaux a été observée. De nombreux ministres ont fait part des progrès réalisés par leurs pays durant la séance plénière I, et ont fourni des exemples inspirants de mesures nationales. À l'échelle mondiale, le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement préprimaire a augmenté de près de deux tiers depuis le début du siècle. Le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire s'est élevé à plus de 90 %, et certains pays ont enregistré des progrès spectaculaires. Depuis 2000, l'amélioration du taux net de scolarisation dans le primaire a permis de réduire de près de la moitié le nombre d'enfants et d'adolescents non scolarisés. L'accès à l'enseignement secondaire s'est également amélioré au cours des dix dernières années, le taux de scolarisation s'élevant à près de 45 % dans les pays à faible revenu, et à près de 75 % dans les pays à revenu moyen. Globalement, le taux d'analphabétisme a chuté de pratiquement 25 %, et les progrès sont particulièrement remarquables dans la tranche d'âge ayant bénéficié d'un meilleur accès à l'éducation. Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a doublé depuis 2000. Aujourd'hui, on compte plus de 200 millions d'élèves dans le monde, dont la moitié sont de sexe féminin. Enfin, des progrès significatifs ont été enregistrés dans la réduction des écarts entre les sexes dans l'éducation à travers le monde depuis 2000, une part plus importante de filles et de femmes ayant accès aux différents niveaux de l'éducation formelle.

L'expérience accumulée depuis 2000 montre ce qui peut être accompli, et nous avons beaucoup de raisons de nous réjouir. Des progrès significatifs ont été réalisés pour garantir le droit à l'éducation de base, en partie grâce aux cadres de l'EPT et des OMD. Ces progrès ont inspiré les cibles plus ambitieuses proposées pour l'agenda Éducation 2030, qui visent désormais à garantir

l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire pour tous et qui sont reflétées dans la Déclaration d'Incheon :

Encouragés par les progrès considérables que nous avons réalisés dans l'élargissement de l'accès à l'éducation au cours des 15 dernières années, nous assurerons 12 années d'enseignement primaire et secondaire de qualité, gratuit et équitable, financé sur fonds publics, dont au moins 9 années obligatoires, débouchant sur des acquis pertinents. Nous encourageons également la mise en place d'au moins une année d'enseignement préprimaire de qualité, gratuit et obligatoire, et recommandons que tous les enfants aient accès à des services de développement, d'éducation et de protection de la petite enfance de qualité.

Déclaration d'Incheon, article 6

Reprendre l'agenda inachevé de l'EPT et remédier à la persistance de la « crise mondiale de l'apprentissage »

Toutefois, malgré cette formidable expansion de l'accès à l'éducation formelle, l'évaluation des progrès et des réalisations depuis 2000 fournie par les examens nationaux de l'EPT et le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 révèle clairement l'ampleur de notre échec collectif à atteindre les objectifs de l'EPT, ni même l'objectif beaucoup plus restreint de l'enseignement primaire universel. En effet, environ 58 millions d'enfants et 70 millions d'adolescents dans le monde ne sont pas scolarisés, et quelque 100 millions d'enfants, soit un enfant sur six dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, abandonnent l'école avant la fin du cycle primaire.

En outre, la mauvaise qualité de l'éducation conduit souvent à une acquisition incomplète des connaissances de base, même lorsque les enfants sont scolarisés. Des millions d'enfants quittent l'école sans avoir acquis les compétences de base. On estime que 130 millions d'enfants ne sont toujours pas capables de lire, d'écrire ou de compter correctement, même après avoir passé quatre ans et plus à l'école. Enfin, quelque 780 millions d'adultes, dont près des deux tiers de femmes, ne possèdent pas les compétences qui leur permettraient de participer pleinement à la société du XXI^e siècle. Suite à la reconnaissance progressive de la place préoccupante

que tient l'aspect qualitatif dans la « crise mondiale de l'apprentissage », la discussion globale, qui se concentrait d'habitude sur l'accès, s'est davantage tournée vers les résultats concrets de l'apprentissage.

Par ailleurs, les inégalités dans l'éducation ont progressé, les plus pauvres et les plus défavorisés ayant le moins de chances d'être scolarisés et, quand ils le sont, d'achever le cycle primaire et d'acquérir les compétences de base en lecture et en calcul. Les inégalités dans l'accès à l'éducation de base et les résultats d'apprentissage persistent et s'aggravent, tant entre les pays qu'à l'intérieur des pays – en effet, les moyennes nationales dans de nombreux pays masquent des inégalités criantes dans les niveaux d'éducation atteints et les résultats de l'éducation. Les facteurs traditionnels de marginalisation dans l'éducation, tels que le genre et le lieu de résidence urbain/rural, interagissent toujours avec le revenu, le contexte socioéconomique, la langue, l'origine ethnique, le VIH/SIDA, l'âge – en particulier en ce qui concerne les filles adolescentes – et le handicap, pour créer des désavantages qui se renforcent les uns les autres, notamment dans les pays à faible revenu et les pays touchés par des conflits.

Comme l'indique l'évaluation exhaustive des progrès accomplis par les pays dans la réalisation des six objectifs de l'EPT, qui figure dans le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 « *Éducation pour tous 2000-2015 : progrès et enjeux* » :

Au final, l'enseignement primaire universel lui-même n'a pas été atteint, sans parler des objectifs plus ambitieux de l'EPT, et les plus défavorisés sont toujours les derniers à bénéficier des avancées. Il convient néanmoins de ne pas sous-estimer certains des progrès réalisés. En 2015, le monde aura progressé bien davantage que si les tendances des années 1990 étaient restées inchangées.

Compte tenu de la persistance des inégalités et de l'exclusion, les groupes les plus marginalisés, défavorisés et difficiles à atteindre doivent être la priorité de l'agenda Éducation 2030. Les régions touchées par des conflits, où vit une proportion importante et grandissante d'enfants et de jeunes non scolarisés, doivent faire l'objet d'une attention particulière, tout comme les enfants qui travaillent, les apprenants handicapés et les autres groupes marginalisés. La réalisation de notre engagement collectif à « répondre aux besoins éducatifs fondamentaux de tous les enfants, tous les jeunes et tous les adultes » est une condition préalable au développement humain et social durable au XXI^e siècle.

Ce souci de l'inclusion et de l'équité est clairement reflété dans la Déclaration d'Incheon :

L'inclusion et l'équité, dans l'éducation et à travers elle, constituent la pierre angulaire d'un agenda pour l'éducation transformateur. C'est pourquoi nous nous engageons à lutter contre toutes les formes d'exclusion et de marginalisation, ainsi que contre les disparités et inégalités en matière d'accès, de participation et de résultats de l'apprentissage. Aucune cible relative à l'éducation ne saurait être considérée comme atteinte tant qu'elle ne l'est pas par tous. Nous prenons donc l'engagement d'apporter les changements nécessaires aux politiques éducatives et d'axer nos efforts sur les plus défavorisés, en particulier les personnes handicapées, afin que nul ne soit laissé pour compte.

Déclaration d'Incheon, article 7

Reprendre l'agenda inachevé de l'EPT

- D'importants progrès ont été accomplis depuis 2000, mais nous n'avons pas atteint l'objectif de l'Éducation pour tous. Un tiers seulement des pays ont réalisé la totalité des objectifs mesurables de l'EPT. À peine plus de la moitié des pays ont assuré l'enseignement primaire universel.
- L'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire devraient être obligatoires, de même qu'une année d'éducation préprimaire. Des mécanismes de financement réalistes et durables doivent être mis en place pour aider à couvrir les coûts.
- Les responsables politiques devraient identifier des niveaux de compétences à acquérir à chaque stade de l'éducation.
- Les gouvernements devraient s'assurer que les matériels d'apprentissage soient disponibles en nombre suffisant et dans les langues appropriées. Il conviendrait de s'orienter vers une pédagogie axée sur l'apprenant ainsi que vers des politiques multilingues renforcées.
- La qualité, la rigueur et l'adéquation des évaluations de l'apprentissage devraient être améliorées.
- Des mesures devraient être prises afin de remédier à la pénurie d'enseignants formés.

Source : Principaux extraits du débat de haut niveau « Définir le cadre », mardi 19 mai 2015

L'importance croissante des compétences pour le travail, la vie courante et la citoyenneté

Une fonction essentielle de l'éducation consiste à aider les apprenants à acquérir les aptitudes et les compétences leur permettant de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles, et de contribuer au développement économique durable des communautés auxquelles ils appartiennent. Une éducation bien conçue et organisée, et notamment l'enseignement et la formation techniques et professionnels, qui préparent les apprenants aux marchés du travail de demain, permettent d'accéder à un travail décent et à l'entrepreneuriat.

Nous reconnaissons que l'éducation est un facteur clé pour parvenir au plein emploi et éliminer la pauvreté.

Déclaration d'Incheon, article 5

En cette période de développement technologique rapide, de changements démographiques et de chômage élevé, l'approche étroitement centrée sur les compétences propres à un emploi réduit la capacité des diplômés à s'adapter aux demandes très évolutives des employeurs. Il convient de mettre davantage l'accent sur l'élaboration – et la reconnaissance au moyen de mécanismes de validation et d'accréditation – de compétences non techniques et transférables pouvant être utilisées dans plusieurs domaines professionnels, et de renforcer la capacité des apprenants à actualiser régulièrement leurs compétences par le biais de l'apprentissage tout au long de la vie. L'agenda Éducation 2030 souligne également la nécessité de créer des partenariats plus efficaces entre les prestataires d'éducation et de formation, les employeurs et les syndicats, afin de s'assurer que l'apprentissage dans les contextes formels, non formels et informels ne soit pas isolé des réalités du monde du travail.

En plus d'assurer l'acquisition efficace des compétences de base et professionnelles, une attention croissante est portée à la pertinence de l'apprentissage face aux défis actuels du développement humain et social durable. L'éducation doit être à la fois adaptative et transformative. À cet effet, la pertinence des contenus des programmes et des méthodes doit faire l'objet d'une attention accrue.

L'apprentissage doit favoriser l'acquisition des compétences nécessaires pour une citoyenneté responsable et active. Le fait de permettre aux individus et aux communautés de répondre de manière appropriée aux défis actuels et de créer les conditions d'un meilleur avenir pour tous doit être l'un des principaux objectifs de l'éducation. Cette attention renouvelée pour la finalité et la pertinence de l'apprentissage en vue du développement humain et social durable est l'une des principales caractéristiques de l'agenda Éducation 2030. Elle est reflétée dans la cible proposée qui vise à s'assurer que tous les élèves acquièrent les compétences nécessaires pour promouvoir le développement humain et social durable, grâce à une compréhension et une prise de conscience des enjeux tels que les modes de vie durables, les droits humains et la justice sociale, ainsi que l'identité dans un monde pluraliste et interconnecté.

Une éducation de qualité favorise la créativité et les connaissances, et garantit l'acquisition des compétences fondamentales en lecture, écriture et calcul, ainsi que des compétences en matière d'analyse et de résolution de problèmes, et d'autres aptitudes cognitives, interpersonnelles et sociales de haut niveau. Elle développe également les compétences, les valeurs et les attitudes qui permettent aux citoyens de mener une vie saine et épanouissante, de prendre des décisions éclairées et de relever les défis locaux et mondiaux, grâce à l'éducation en vue du développement durable (EDD) et à l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM). À cet égard, nous appuyons vigoureusement la mise en œuvre du Programme d'action global pour l'EDD qui a été lancé lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'EDD tenue à Aichi-Nagoya en 2014. Nous soulignons également l'importance de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme en vue de la réalisation du programme de développement durable pour l'après-2015.

Incheon Declaration, Article 9

Compétences pour le travail, la vie et la citoyenneté

- ➔ Les compétences professionnelles doivent être orientées vers l'emploi. Par conséquent, un engagement tripartite du gouvernement, des employeurs et des organisations syndicales doit être envisagé¹.
- ➔ L'apprentissage sur le lieu de travail est considéré comme un levier important pour améliorer la pertinence des compétences au regard du marché du travail, attirer des apprenants et réduire les coûts. Les domaines d'action politique devraient inclure la certification et la reconnaissance de l'apprentissage en milieu de travail, l'orientation et le conseil professionnels ou le renforcement de la transition de l'école à l'emploi¹.
- ➔ L'éducation en vue du développement durable (EDD) et l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) sont de nouveaux éléments transformateurs qui occupent une place essentielle dans l'agenda mondial de l'éducation. Elles vont au-delà des questions d'accès à l'éducation et rendent l'enseignement pertinent à la lumière des défis mondiaux actuels².

Sources :

1 Principaux extraits de la séance parallèle « Compétences pour le travail et l'entrepreneuriat », mercredi 20 mai 2015.

2 Principaux extraits de la séance parallèle « Éduquer et apprendre pour des sociétés pacifiques et durables », mercredi 20 mai 2015.

Reconnaissance croissante du besoin de systèmes flexibles d'apprentissage tout au long de la vie

Les développements technologiques, la croissance spectaculaire de la connectivité à l'internet et la pénétration des technologies mobiles ainsi que l'expansion du monde virtuel transforment radicalement les méthodes, les contenus et les espaces d'apprentissage. L'internet a transformé la façon dont les individus accèdent à l'information et au savoir, interagissent et participent aux activités sociales, civiques et économiques. La disponibilité accrue de différentes sources de connaissances et l'accès renforcé à ces dernières élargissent les opportunités d'apprentissage, qui peuvent être moins structurées et plus innovantes. Cette transformation du paysage éducatif a entraîné une prise de conscience croissante de l'importance et de la pertinence de l'apprentissage en dehors des institutions formelles. Nous avons besoin d'une approche plus fluide de l'apprentissage en tant que processus continu. Les changements dans les cadres spatiaux, temporels et relationnels de l'apprentissage ainsi que le brouillage des frontières entre l'éducation formelle et non formelle encouragent l'idée d'un réseau au sein duquel les espaces d'apprentissage non formels et informels seront appelés à opérer davantage en liaison avec les établissements

d'éducation et de formation formels et à les compléter, dès la petite enfance et tout au long de la vie. Pour mettre en place des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie ouverts et flexibles, nous avons besoin de mécanismes efficaces de reconnaissance, de validation et d'évaluation des compétences acquises, qu'elles l'aient été par des moyens formels, non formels ou informels.

C'est dans cet esprit que l'objectif proposé en matière d'éducation pour 2030 est formulé s'agissant de *l'apprentissage tout au long de la vie pour tous*. La Déclaration d'Incheon souligne en outre l'importance des possibilités d'apprentissage à long terme :

Nous nous engageons à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie de qualité pour tous, dans tous les contextes et à tous les niveaux de l'éducation, ce qui implique un accès équitable et élargi à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels, ainsi qu'à l'enseignement supérieur et à la recherche, avec une attention particulière portée à l'assurance qualité. En outre, il importe de mettre en place des parcours d'apprentissage flexibles, ainsi que la reconnaissance, la validation et l'accréditation des connaissances, aptitudes et compétences acquises dans le cadre de l'éducation formelle et informelle. Nous nous engageons par ailleurs à faire en sorte que tous les jeunes et tous les adultes, en particulier les filles et les femmes, atteignent un niveau pertinent et reconnu de maîtrise fonctionnelle de la lecture, de l'écriture et du calcul, et acquièrent des compétences nécessaires à la vie courante, et que des possibilités d'apprentissage, d'éducation et de formation des adultes leur soient offertes. Nous prenons enfin l'engagement de renforcer la science, la technologie et l'innovation.

Déclaration d'Incheon, article 10

Systèmes flexibles d'apprentissage tout au long de la vie

- ➔ Les principaux éléments de l'élaboration de politiques durables sont les suivants : un apprentissage initial et tout au long de la vie de qualité ; faire de l'apprentissage l'affaire de tous ; créer des liens efficaces entre l'apprentissage et le travail ; permettre aux employés d'adapter leur apprentissage à leur mode de vie ; améliorer la transparence ; apporter aux employeurs les conseils et l'aide nécessaires pour qu'ils puissent utiliser au mieux les compétences des travailleurs.

Source : Principaux extraits de la séance parallèle « Une vision élargie : l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie », mercredi 20 mai 2015.

Pressions accrues sur le financement public

L'élargissement de l'accès à l'éducation de base au cours des dix dernières années a entraîné une plus grande sollicitation de l'enseignement secondaire et tertiaire ainsi que de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels. Cette demande croissante exerce une pression accrue sur le financement public disponible pour l'éducation. Par conséquent, il est nécessaire d'assurer une utilisation plus efficace des ressources limitées et d'encourager une plus grande responsabilité dans l'investissement des ressources publiques pour l'éducation. Par ailleurs, il faut trouver des moyens de compléter les budgets publics alloués à l'éducation en augmentant les recettes fiscales, en créant de nouveaux partenariats avec des acteurs non étatiques, et en menant des actions de plaidoyer en vue de renforcer l'aide publique au développement. L'agenda mondial Éducation 2030 proposé – avec son ambition d'élargir l'accès à l'éducation et à la formation de qualité à tous les niveaux – exigera des financements plus élevés, plus sûrs et mieux ciblés. Il s'agira d'un défi majeur, étant donné que la plupart des gouvernements, en particulier dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, risquent de ne pas être en mesure d'accroître leur budget public pour l'éducation aux niveaux exigés. Si nous voulons combler ce manque de ressources, il faudra s'y prendre autrement. L'élaboration de systèmes efficaces de gouvernance, de suivi des performances et de responsabilisation faisant intervenir de multiples acteurs à différents niveaux peut aider à rendre l'allocation des ressources plus transparente et rationnelle, ainsi qu'à soulager la pression sur le financement public de l'éducation.

La diversification des acteurs non étatiques dans l'éducation

Bien que les services d'éducation relèvent en priorité de l'État, le niveau de participation des acteurs non étatiques s'accroît à tous les niveaux d'enseignement, et se diversifie de plus en plus. Cette situation est due en partie à la demande croissante d'exercice de la parole, de participation et de responsabilité dans les affaires publiques, mais il s'agit aussi d'une réponse à la nécessité de soulager les pressions sur le financement public, compte tenu de l'expansion spectaculaire de l'accès à tous les niveaux de l'éducation formelle que l'on a pu observer dans le monde entier ces vingt dernières années. En outre, la dynamique de la coopération internationale a considérablement évolué ces dix dernières années, avec une multiplication et une diversification des partenaires du développement, et l'apparition d'une multitude

d'organisations non gouvernementales, de fondations, de philanthropes, d'agences et de fonds d'aide multilatéraux, et de nouveaux donateurs introduisant des formes de coopération Sud-Sud et triangulaire nouvelles. La diversification des acteurs de l'éducation, tant à l'échelle mondiale que nationale, s'accompagne de nouveaux défis pour l'État en termes de coordination des partenariats au sein des secteurs et entre ces derniers, de suivi de l'éducation en tant que responsabilité partagée, et de réglementation de l'éducation en tant que bien commun.

Diversification des acteurs non étatiques dans l'éducation

- Les partenariats dans le secteur de l'éducation ont considérablement évolué, non seulement en termes de financement, mais aussi au niveau de la production des résultats de l'éducation¹.
- Le Brésil est un exemple de coopération Sud-Sud avec les pays lusophones. Entre autres, le pays fournit un appui technique au Cabo Verde dans le domaine de la formation des enseignants spécialisés dans la prise en charge des élèves ayant des handicaps visuels et auditifs¹.
- Les politiques devraient s'attacher davantage à diversifier les sources de financement, à améliorer son efficacité et à accroître la responsabilisation. La participation du secteur privé au financement, à la gouvernance et à la gestion des budgets de formation constitue un premier pas. Les établissements d'EFTP devraient pouvoir produire des revenus et diversifier leurs services afin de répondre aux besoins de différents groupes, entreprises et communautés cibles².
- Il est avéré que les organisations de la société civile ont la capacité de contribuer à mieux sensibiliser le public, de lancer et mener un dialogue stratégique essentiel et des actions de plaidoyer fondées sur des données probantes, de promouvoir des processus de prise de décision plus transparents et d'adopter des solutions novatrices en matière d'éducation, en particulier pour atteindre les groupes les plus marginalisés³.

Sources :

- 1 Principaux extraits de la séance parallèle « Au-delà de l'aide : transformer les systèmes éducatifs par le biais de partenariats », jeudi 21 mai 2015.
- 2 Principaux extraits de la séance parallèle « Compétences pour le travail et l'entrepreneuriat », mercredi 20 mai 2015.
- 3 Principaux extraits de la séance parallèle « Le rôle de la société civile en matière d'éducation », mercredi 20 mai 2015.

3

Questions thématiques et recommandations

Le Forum mondial sur l'éducation 2015 a constitué une occasion unique d'engager un débat mondial, de partager des connaissances et de présenter de nouvelles idées et des stratégies novatrices sur un ensemble de thèmes et d'enjeux, dans le cadre de quatre séances plénières, de six débats thématiques, de vingt séances parallèles de groupe et d'environ dix-huit manifestations parallèles organisées à l'heure du déjeuner (voir le programme à l'annexe 2). Cette section présente les principales idées et recommandations qui sont ressorties de ces diverses rencontres.

Améliorer la qualité de l'éducation

La qualité dans le domaine de l'éducation est un concept multidimensionnel et évolutif qui doit être adapté aux attentes et aux besoins locaux. En ce sens, elle ne peut jamais être considérée comme pleinement atteinte. Les définitions changeantes que l'on attribue à la qualité doivent à la fois tenir compte des conditions, des contextes et des langues locales et nationales, et anticiper ce que sera le monde de demain. L'éducation de qualité doit être considérée comme concourant à l'épanouissement personnel des apprenants, à leur sentiment de satisfaction ainsi qu'au bien-être des individus et de la société. Elle doit être analysée du point de vue de multiples parties prenantes – citoyens, apprenants, enseignants, parents et communautés. Il est primordial d'engager et d'entretenir un dialogue entre ces parties prenantes quant aux connaissances, compétences, attitudes et aptitudes indispensables pour réussir dans la vie et dans la société. Surtout, la voix des apprenants et celle des enseignants doit être entendue et doit alimenter le dialogue sur les politiques relatives à une éducation de qualité.

Pour acquérir une vision systémique de la qualité, certains avancent qu'il faudrait avoir une compréhension approfondie de l'évaluation dans le domaine de l'éducation. La qualité de l'éducation ne devrait pas être définie étroitement, en fonction des résultats de l'apprentissage qui se mesurent le plus facilement. Toute la complexité de la notion de qualité des systèmes éducatifs ne peut être rendue par un seul outil d'évaluation. Il est cependant vrai que les évaluations de l'apprentissage peuvent jouer un rôle déterminant dans la recherche d'une amélioration de la qualité de l'éducation, à la condition d'être bien conçus pour produire les résultats attendus de

l'éducation à certains niveaux du système et de prendre en compte la situation des apprenants. L'accent doit être mis sur des évaluations continues et formatives. Les enseignants doivent être clairs quant aux objectifs de ces évaluations, afin d'analyser et d'interpréter les résultats pour accompagner les apprenants dans leur progression.

Éducation de qualité

- Résoudre la « crise de l'apprentissage » et relever le défi d'assurer à tous une éducation de qualité équitable dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2030 exige de mobiliser des connaissances, mais aussi des ressources financières¹.
- Nous devons adopter une approche systémique – il n'existe pas de solution miracle. Nous devons évaluer la performance du système afin d'éclairer l'action des pouvoirs publics dans des domaines tels que la formation des enseignants, les programmes scolaires, les examens, etc. L'évaluation des résultats de l'apprentissage est un élément essentiel de la gestion et du renforcement des systèmes éducatifs. Cela nécessite des normes d'apprentissage minimales qui soient clairement définies afin de suivre les résultats des processus éducatifs¹.
- La qualité est un mouvement d'échelle mondiale, un état et un concept socialement déterminé qui devrait être facilité par le partage et le dialogue interculturel. C'est un concept progressif, temporel, appelé à évoluer dans le temps et en fonction de l'environnement².
- L'éducation doit être adaptée à son objet et aux contextes locaux et nationaux. Une approche systémique et holistique des réformes éducatives devrait reposer sur un ensemble de piliers : l'inclusion, l'équité et l'efficacité des ressources².

Sources :

- 1 Extraits de la séance parallèle intitulée « Éducation primaire et secondaire de qualité – une attention accrue portée à l'apprentissage », mercredi 20 mai 2015.
- 2 Extraits de la séance parallèle intitulée « Placer l'éducation de qualité au centre de l'apprentissage tout au long de la vie », mercredi 20 mai 2015.

La place centrale des programmes scolaires dans l'amélioration de la qualité et une plus grande pertinence de l'éducation

Les programmes scolaires devraient jouer un rôle décisif dans l'agenda pour l'éducation 2030 en tant que force de transformation qui guide les processus d'apprentissage, et en tant que mécanisme opérationnel qui donne effet aux aspirations et aux efforts en matière de développement. Ils doivent être pris en compte dans le dialogue sur l'élaboration d'une vision systémique de l'éducation de qualité et du système éducatif. Les principales fonctions de l'éducation et les questions curriculaires pertinentes ne transparaissent pas forcément dans les examens internationaux standards. Les enjeux curriculaires devraient occuper une place centrale dans le dialogue national sur l'éducation et la formulation des politiques. Il n'est pas possible de modifier les programmes sans la participation et le perfectionnement professionnel des enseignants. En outre, il faut des échanges plus productifs entre l'élaboration et l'évaluation des programmes scolaires. Sachant que les programmes scolaires occupent un espace contesté où interviennent diverses parties prenantes, apporter les points de vue et la voix des apprenants et y répondre est une priorité de premier plan. Les programmes scolaires devraient conduire à une société équitable et véritablement inclusive qui célèbre la diversité. Ils devraient favoriser l'équité, offrir des possibilités et des expériences d'apprentissage personnalisées, et posséder la souplesse nécessaire pour faciliter l'apprentissage tout au long de la vie.

Des enseignants pour l'avenir que nous voulons

La cible de l'éducation proposée pour 2030 relative aux enseignants est définie comme un moyen de mise en œuvre ciblant l'augmentation de l'offre d'enseignants qualifiés. Tout en prenant la pleine mesure de la pénurie d'enseignants dans le monde, cette cible ne suffira pas à relever le défi de la qualité. Il est impératif que les gouvernements élaborent et appliquent des politiques et des stratégies inclusives et équitables assorties de ressources suffisantes, en consultation avec d'autres acteurs concernés, en particulier les enseignants et leurs organisations. En outre, les organisations d'enseignants devraient entretenir un dialogue permanent sur les politiques avec les gouvernements, en vue d'améliorer

les conditions de travail et le bien-être des enseignants ainsi que leur statut professionnel. Le dialogue social doit être institutionnalisé et garanti par la législation. En outre, les enseignants à tous les niveaux et dans tous les types d'éducation devraient être autonomisés par un perfectionnement professionnel permanent, notamment un usage adapté de la technologie, l'apprentissage/l'évaluation par les pairs et des trajectoires de carrière claires et incitatives au plan intellectuel et financier, qui apportent reconnaissance sociale et autonomie professionnelle. Les enseignants qui exercent dans des situations de conflit et d'urgence devraient bénéficier d'une attention et d'un soutien particuliers pour répondre à leur besoins professionnels, psychosociaux et personnels. Enfin, la communauté internationale devrait fournir un appui technique et financier ainsi que des possibilités de partage des connaissances aux acteurs du monde de l'enseignement – décideurs, praticiens, organisations d'enseignants et enseignants – pour garantir à tous un apprentissage de qualité.

Transformer l'apprentissage et l'enseignement par la technologie

Dans le monde entier, les technologies numériques démontrent leur capacité à autonomiser les éducateurs dans leur mission de formation de la future génération d'apprenants tout au long de la vie, d'innovateurs et de citoyens responsables dans un monde globalisé. Avec un fondement technologique efficace et le soutien adéquat, les enseignants peuvent s'équiper d'outils puissants afin d'approfondir, d'accélérer et d'améliorer l'apprentissage des élèves. Ceux-ci peuvent effectuer des recherches, créer, communiquer et collaborer par des biais qui les préparent mieux à occuper leur place dans le monde, dans l'emploi ou dans l'enseignement supérieur. Les systèmes scolaires peuvent appuyer des décisions de planification clés sur une compréhension profonde et factuelle de la façon d'améliorer l'apprentissage et l'enseignement. Toutefois, réaliser les promesses de la technologie ne se borne pas à mettre en œuvre des équipements. Si les initiatives sont trop axées sur la technologie et pas assez sur les usages qui améliorent réellement l'apprentissage et l'enseignement, le résultat sera décevant. Il est important de souligner le besoin d'un modèle global qui partirait d'une vision de la réussite des élèves et engloberait toute la gamme des éléments nécessaires au déclenchement d'une transformation.

Transformer l'apprentissage et l'enseignement par la technologie

- ➡ Dans les prochaines années, la technologie va rester l'une des plus précieuses sources d'inspiration de l'innovation dans le domaine de l'éducation. Pour exploiter pleinement les opportunités actuelles et à venir, les gouvernements doivent fournir aux enseignants de solides capacités pédagogiques et veiller à ce que les équipements, les contenus et la connectivité évoluent avec leurs besoins.
- ➡ Il faut privilégier une approche pédagogique. Les innovations soutenues par la technologie ne peuvent avoir de pertinence, de sens et de pérennité que si elles apportent des solutions efficaces et pratiques à des besoins éducatifs réels.

Source : Extraits de la séance parallèle intitulée « Innover grâce à la technologie : façonner l'avenir de l'éducation », mercredi 20 mai 2015.

Développement des compétences professionnelles et techniques

Il convient de surmonter la fragmentation des politiques et de veiller à ce que les politiques de développement des compétences soient pleinement intégrées aux politiques de durabilité environnementale, économique et sociale. Il faut adopter une approche du développement des compétences qui soit l'affaire des gouvernements dans leur ensemble, avec la participation des partenaires sociaux. Les compétences pour le travail doivent être orientées vers l'emploi et reposer sur une collaboration tripartite des gouvernements, des employeurs et des organisations de personnel. Il est également indispensable d'améliorer l'image et l'attrait de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP). En effet, dans de nombreux pays, l'EFTP est perçu comme la moins attrayante des filières d'éducation et de formation. Les politiques d'éducation et de formation doivent réaffirmer le rôle central de l'EFTP et s'employer à rehausser son prestige, son attrait et la façon dont il est perçu dans la société. Les cadres de qualification, les articulations avec l'enseignement supérieur et les liens avec le monde du travail sont les principaux axes pour améliorer l'attrait de l'EFTP. En outre, il faut en augmenter et en diversifier le financement. Il convient d'accorder une plus grande attention politique à diversifier les sources de financement, à utiliser plus efficacement les fonds et à améliorer la reddition de comptes. Dans un premier temps, il convient de faire participer le secteur privé au financement, à la gouvernance et à la gestion des fonds de formation et d'autres dispositifs de financement. En outre, les établissements d'EFTP devraient pouvoir produire des revenus et diversifier leurs services à l'intention de différents groupes, entreprises et communautés ciblées. Enfin, il est important d'encourager l'apprentissage professionnel qui est considéré comme un facteur majeur d'amélioration de la pertinence pour le marché du travail, afin d'attirer des apprenants et de réduire les coûts. L'action politique pourrait, par exemple, porter sur la certification

et la reconnaissance de l'apprentissage professionnel, du conseil et de l'orientation professionnels ou le renforcement de l'entrée dans la vie active.

L'éducation et la protection de la petite enfance, fondements essentiels de l'apprentissage tout au long de la vie

L'apprentissage commence dès la naissance. L'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) est le premier stade de l'apprentissage et du développement ainsi que le plus décisif, parce qu'il correspond à une période sensible où le cerveau se développe et fonctionne vite. Le coût de l'inaction dans la petite enfance est élevé, car régler les problèmes à un stade ultérieur est plus coûteux et moins efficace. C'est pourquoi l'EPPE devrait être la première des dix cibles rattachées à l'objectif sur l'éducation globale et l'apprentissage tout au long de la vie pour 2030. En plus d'investir dans la petite enfance, les pays doivent donner la priorité aux interventions dans le domaine de l'EPPE visant les enfants les plus marginalisés et désavantagés, afin de transformer le cercle vicieux de la marginalisation en un cercle vertueux d'opportunités. L'éducation et la protection de la petite enfance est le principal facteur d'égalité qui permet à chaque enfant de commencer à chances égales dans la vie. En outre, l'expérience a démontré qu'un engagement fort et un investissement massif des gouvernements pouvait contribuer à mettre en œuvre avec succès des programmes intégrés d'EPPE à grande échelle. Ce faisant, il est essentiel d'investir à la fois dans l'accès à ces services et dans les résultats du développement et de l'apprentissage des enfants au niveau individuel et à celui du système ainsi que d'en assurer le suivi. Le concept de « préparation à l'école » associé aux programmes d'EPPE a deux implications. En premier lieu, les enfants doivent être prêts, en termes de développement physique, socio émotionnel, cognitif et linguistique. De plus, les familles, les établissements et les communautés doivent être à même de répondre aux divers besoins de développement et d'apprentissage des jeunes enfants, et soutenus dans ce sens.

Éducation et protection de la petite enfance

- ➡ Les programmes d'EPPE intégrés sont mis en œuvre avec succès dans les économies en croissance, grâce à un engagement fort et un investissement massif des gouvernements. Des exemples en Afrique du Sud et en Chine ont démontré la faisabilité des programmes d'EPPE à grande échelle.
- ➡ Investir pour obtenir des résultats : il est essentiel d'investir non seulement dans l'accès aux services d'EPPE, mais aussi dans les résultats du développement et de l'apprentissage des enfants au niveau individuel et au niveau du système, ainsi que d'en assurer le suivi.

Source : Extraits de la séance parallèle intitulée « Éducation et protection de la petite enfance – un investissement essentiel pour l'apprentissage tout au long de la vie et pour le développement », mercredi 20 mai 2015.

Alphabétisation des jeunes et des adultes

L'alphabétisation permet une autonomisation politique, économique et sociale, l'exercice effectif des droits de l'homme et la construction des fondements d'un développement juste, inclusif et durable. En dépit de ses atouts, l'alphabétisation n'a longtemps occupé qu'une place négligeable dans les programmes éducatifs internationaux et a été un maillon faible du mouvement de l'EPT, signe d'un engagement politique insuffisant aux niveaux mondial, national et local. Mais ce long désintérêt pour l'alphabétisation dans le programme international élargi du développement et de l'éducation est également dû à des facteurs tels que l'absence de mécanismes de coordination efficaces au niveau local, une attention insuffisante portée à l'enseignement de la langue maternelle dans la conception des programmes et une faible adaptation des programmes à l'évolution des conditions de vie. L'alphabétisation doit désormais être considérée comme un moteur et un catalyseur des 17 ODD. Pour trouver des arguments en sa faveur, il est essentiel de disposer de données et de preuves fiables capables de justifier un plus grand engagement politique et des investissements plus élevés. Le développement et la mesure des compétences en matière de traitement de l'information et de résolution des problèmes de nature à soutenir et à renforcer la productivité du travail devraient être au centre de stratégies efficaces de mobilisation. Enfin, les participants ont relevé que, si le fossé des générations en ce qui concerne les niveaux moyens de compétences de base en lecture et en écriture traduit un progrès dans l'accès à l'éducation de base, il signifie aussi que les générations plus âgées sont laissées dans une situation de plus grande vulnérabilité qui requiert une attention particulière.

L'alphabétisation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie

- Des environnements, des situations et des voies divers peuvent concourir à la promotion et à l'efficacité de l'apprentissage ; c'est pourquoi il est essentiel de prendre en compte les divers modes d'apprentissage et de les intégrer au système éducatif pour renforcer les programmes, les politiques et les stratégies d'alphabétisation.

Source : Extraits de la séance parallèle intitulée « Une vision élargie : l'alphabétisation des jeunes et des adultes dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie », mercredi 20 mai 2015.

Enseignement supérieur

Les participants au Forum ont fait valoir que l'accès à un enseignement supérieur de qualité pour tous était un point essentiel d'un programme transformateur pour le développement et l'éducation au niveau mondial. Ils

ont également affirmé qu'il ne pouvait être question de diviser les tâches dans l'éducation et qu'un enseignement supérieur de qualité devait être accessible à tous et dans tous les pays. Il est primordial que le milieu de l'enseignement supérieur soit fort, non seulement en raison de son rôle dans la préparation d'une main-d'œuvre qualifiée et dans la création de savoirs, mais aussi pour son importance dans le renforcement d'une éducation de qualité par le biais de la formation des enseignants. Dans le même temps, les participants ont reconnu que la mutation sociétale actuelle nécessitait de réinventer la structure de l'université et son rôle dans la société. Bien que l'éducation en ligne et à distance soit indispensable pour élargir l'accès à l'enseignement supérieur et le rendre plus équitable, il convient de réétudier la question de la rétention des étudiants et celle de l'employabilité des diplômés. Dans ce contexte, l'élaboration d'une convention mondiale pour la reconnaissance des titres de l'enseignement supérieur est nécessaire pour faire face à la mobilité grandissante des personnes et contribuer à améliorer l'accès à l'enseignement supérieur pour les réfugiés et les personnes déplacées.

Nouvelles tendances de l'enseignement supérieur

- L'internationalisation de l'apprentissage et de la recherche, de même que la mobilité des étudiants et des universitaires nécessitent de prêter une attention particulière à l'assurance de la qualité et à la reconnaissance transnationale des titres.
- La diversification des prestataires, des modalités d'exécution et des sources de financement est une tendance mondiale à relever dans le secteur de l'enseignement supérieur.
- Une plus grande attention est prêtée à l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur, en particulier des jeunes. En plus de faciliter une transition sans heurt entre l'enseignement supérieur et l'emploi, il convient de favoriser les compétences qui permettront aux diplômés de l'enseignement supérieur de prendre une part active au marché du travail tout au long de leur vie professionnelle.

Source : Highlights from 'Higher education – Preparing youth and adults for work and lifelong learning' parallel session, Wednesday 20 May 2015

Garantir l'équité et l'égalité des genres

L'égalité des genres dans le domaine de l'éducation est souvent réduite à la parité en termes de participation. Mais ce concept peut être envisagé dans une acception beaucoup plus large et considéré comme indissociable des réalités sociales, culturelles et politiques dans leur ensemble. L'éducation peut être une force égalisatrice et contribuer à mettre fin au cycle de la discrimination et

des inégalités dans la société. On dispose en nombre suffisant de données d'expérience et d'éléments probants quant à la meilleure manière de lutter contre l'injustice en matière d'accès à l'éducation. Toutefois, les systèmes éducatifs étant le reflet de relations de pouvoir au sein de la société, l'éducation ne peut être une force égalisatrice que s'il existe une volonté politique et si les responsables tentent sincèrement de lutter contre les inégalités. Pour y parvenir, il faut adopter une approche intégrée, car les manifestations diverses de l'inégalité sont étroitement corrélées. La discrimination fondée sur le genre, en particulier, va de pair avec la pauvreté, les différences ethniques et linguistiques, le handicap ou encore certains comportements traditionnels. Ces facteurs de discrimination combinés compromettent la capacité d'exercer le droit à l'éducation. Il faut donc s'attaquer à l'ensemble des multiples formes que prennent les inégalités et la discrimination. Cette approche intégrée est nécessaire en toute circonstance – analyse d'une situation locale, ou élaboration, exécution et suivi de politiques. Dans le cas contraire, seuls les symptômes seront traités. Il faut institutionnaliser la lutte contre les inégalités et l'action en faveur des groupes marginalisés au moyen de l'éducation – ce ne peut être l'affaire d'initiatives ou de projets spécifiques. Et ce sont les enseignants qui détiennent les solutions.

Garantir l'équité et l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation

- ➡ L'accès ne suffit pas : à lui seul, l'accroissement du taux de scolarisation des filles ne revient pas à instaurer l'égalité dans le domaine de l'éducation.
- ➡ Il est nécessaire d'adopter une approche intégrée : au même titre que les communautés locales, les enseignants doivent participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques éducatives, des programmes scolaires, etc.

Source : Principales conclusions de la séance parallèle tenue le mercredi 20 mai 2015 sur le thème « Assurer l'équité et l'égalité des genres dans l'éducation et la formation : les perspectives des populations vulnérables ».

L'éducation au service de la paix et de sociétés durables

Il est urgent d'édifier des sociétés pacifiques et durables et de modifier en profondeur la manière dont nous coexistons, les uns avec les autres, mais aussi avec notre planète. L'éducation en vue du développement durable (EDD) et l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) sont les deux pivots de cette entreprise et recèlent un pouvoir de transformation nouveau qui peut être mobilisé dans le cadre de l'agenda mondial pour l'éducation. Elles s'inscrivent dans une évolution radicale qui dépasse la seule question de l'accès, l'objectif étant désormais de faire

en sorte que le contenu et les méthodes d'enseignement soient en phase avec les défis planétaires à relever. Dans cette optique, l'éducation doit nécessairement promouvoir une réflexion critique susceptible de remettre en cause le *statu quo* au moyen de l'action et grâce à l'engagement dans le monde réel. Si l'éducation formelle recèle un grand potentiel en ce qu'elle s'adresse à tous les apprenants, l'éducation en vue de la promotion de la paix et de l'édification de sociétés durables ne peut être cantonnée dans le seul milieu scolaire. L'apprentissage doit se faire dans les établissements scolaires, mais aussi dans les familles et les communautés. Dans tous les environnements d'apprentissage, le recours aux TIC est tout à fait adapté au renforcement de l'éducation à la paix et au développement durable, non seulement parce qu'elles sont adaptées aux pédagogies centrées sur l'apprenant qu'elles favorisent, mais aussi parce qu'elles permettent d'ouvrir les salles de classe sur le monde extérieur et facilitent le dialogue à l'échelle mondiale.

Éducation pour la paix et des sociétés durables

- ➡ L'éducation en vue du développement durable (EDD) et l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) reposent sur l'action concrète et sur un engagement dans le monde réel. Elles ne peuvent se limiter au seul milieu scolaire : le type d'apprentissage qu'elles impliquent doit aussi prendre place dans les familles et les communautés. Pour cette raison, la coopération multipartite joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de l'EDD et de l'ECM.

Source : Principales conclusions de la séance parallèle tenue le mercredi 20 mai 2015 sur le thème « Éduquer et apprendre pour des sociétés pacifiques et durables ».

Éducation et santé

On comprend de mieux en mieux l'interaction entre éducation et santé. Des élèves en bonne santé apprennent mieux, et des individus instruits possèdent les compétences voulues pour rester en bonne santé. L'éducation est donc l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer la santé, ce qui a été affirmé avec force au cours du Forum. Elle sauve la vie de millions de personnes, en particulier des mères et des enfants, contribue à prévenir les maladies et à en contenir la propagation, et c'est une composante essentielle des efforts visant à réduire la malnutrition. Les individus instruits sont mieux informés au sujet des maladies, prennent des mesures préventives, reconnaissent tôt les signes de la maladie et ont tendance à utiliser plus fréquemment que les autres les services médicaux⁴. L'un des principaux objectifs de

4 Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2014. Enseigner et apprendre : atteindre la qualité pour tous, UNESCO, Paris (2014).

l'éducation est de permettre aux individus d'atteindre tout leur potentiel, et une bonne santé est une condition préalable essentielle pour y parvenir. Toutefois, il a été rappelé aux délégués présents lors du Forum que, dans les pays à faible revenu, entre 200 et 500 millions de journées d'école⁵ seraient perdues chaque année en raison de la mauvaise santé des élèves. Un certain nombre d'affections évitables ont des incidences sur l'éducation : à titre d'exemples, le paludisme et les infections parasitaires peuvent faire chuter le taux de scolarisation et entraîner une hausse de l'absentéisme ; quant à la faim et à l'anémie, elles ont des répercussions sur les fonctions cognitives et sur l'apprentissage⁶. Outre l'impact physique des problèmes de santé, un certain nombre d'affections s'accompagnent de pressions psychosociales (par exemple, celles dont l'individu fait l'expérience pendant la puberté), ce qui peut conduire à aggraver l'anxiété ou engendrer un état dépressif, entraînant des répercussions sur l'éducation car les apprenants sont alors tentés de s'en détourner. L'une des cibles de l'objectif de développement durable 3 consiste à « assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et reproductive, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux ».

Éducation à la sexualité complète

Pour que la transition vers l'âge adulte s'effectue sans risque, l'individu doit posséder des connaissances et des compétences relatives à la sexualité, à la santé sexuelle et à ses droits en la matière. Tous les enfants et les jeunes ont le droit de bénéficier d'une éducation à la santé, qui soit adaptée à leur mode de vie et les aide à se préparer à la puberté, puis à se protéger contre le VIH et la grossesse non désirée. Dans certaines régions du monde, seuls 40 % des jeunes possèdent une connaissance adéquate de l'infection à VIH, et une jeune femme sur cinq connaît sa première grossesse à l'âge de 17 ans.⁷ Une éducation à la sexualité fondée sur l'acquisition d'aptitudes pratiques fondamentales – compétences cognitives, comme l'aptitude à la réflexion critique et à l'évaluation des risques, compétences sociales, par exemple en matière de communication, et compétences psychiques, comme la faculté de se mettre à la place d'autrui – peut contribuer à prévenir l'infection à VIH et les autres infections sexuellement transmissibles, ainsi que les grossesses non désirées, et promouvoir l'égalité des genres, l'accès à la vie économique ou encore le développement durable.

5 *Rethinking school health: a key component of education for all*, D. Bundy, Banque mondiale, Washington (2011).

6 *SABER Working Paper Series, numéro 3 : What Matters most for School Health and School Feeding: A Framework Paper*, Banque mondiale, Washington (2012).

7 « Les Jeunes aujourd'hui : il est temps d'agir. *Pourquoi les adolescents et les jeunes d'Afrique orientale et australe ont besoin d'une éducation sexuelle complète et de services de santé sexuelle et reproductive* », UNESCO (2013).

Dans leurs exposés, les représentants de divers pays ont souligné que l'aptitude à faire des choix avisés ne dépendait pas seulement des connaissances acquises, mais aussi de l'environnement dans lequel vivaient les individus et d'autres facteurs tels que le genre, la culture et la situation socio-économique. L'éducation est une base solide et sûre pour l'apprentissage des compétences et des connaissances dont les jeunes ont besoin pour se préparer à la vie adulte, devenir des parents et des citoyens du monde, accéder au monde du travail et se préparer à la vie au XXI^e siècle.

Violence fondée sur le genre à l'intérieur et aux abords des établissements scolaires

Depuis peu, la violence liée au genre en milieu scolaire (VGMS) est devenue une préoccupation de portée mondiale, puisqu'on estime que 245 millions d'enfants en sont victimes chaque année et qu'elle limite les possibilités offertes de parvenir à l'égalité des sexes dans les établissements scolaires. Il s'agit à la fois d'une violation des droits de l'homme et d'un obstacle de taille à l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles. Elle englobe les actes de violence sexuelle, physique et psychologique susceptibles d'être perpétrés sur le chemin de l'école ou au sein des établissements, qui résultent de normes et de pratiques discriminatoires à l'égard du sexe opposé et de structures de pouvoir fondées sur l'inégalité, et elle est alimentée par les inégalités de genres dans la société au sens large. Si la VGMS peut prendre diverses formes et être le fait de différents auteurs, ce n'en est pas moins un phénomène mondial auquel des réponses doivent être apportées d'urgence par toutes les parties prenantes et tous ceux qui exercent des responsabilités – ministères compétents, éducateurs et administrateurs du système éducatif, collectivités, enfants et jeunes eux-mêmes. La vulnérabilité des enfants à la VGMS peut être aggravée par une mauvaise application de la législation, des politiques de protection de l'enfant inadéquates et des mécanismes d'alerte mal adaptés ou inexistantes. Les participants au Forum ont recommandé que les pays élaborent des plans d'action nationaux intégrés et multisectoriels pour faire face à la VGMS et que les politiques et les plans mis en œuvre dans le secteur éducatif prennent en compte les problèmes spécifiques aux filles et aux femmes. Ils ont également observé que les enseignants et les syndicats d'enseignants devaient être sollicités, car ils constituent une partie de la solution. Les systèmes éducatifs doivent reposer sur une approche plus intégrée : élaboration de codes de conduite, application de sanctions lorsque cela est nécessaire, prestation d'une formation appropriée et octroi d'un statut professionnel aux enseignants, adoption de mesures garantissant que les espaces d'apprentissage sont sûrs et qu'ils prennent en compte les besoins liés au genre, et création de modèles d'éducation pour la paix. À l'échelle mondiale, les partenaires concernés doivent faire œuvre de sensibilisation, développer la

collaboration et susciter des actions concrètes, notamment en investissant dans des recherches rigoureuses afin de mieux comprendre la nature et la portée du problème.

Une éducation inclusive de qualité pour les enfants handicapés

Bien que des progrès substantiels aient été enregistrés ces quinze dernières années en ce qui concerne le développement de l'accès à l'enseignement primaire et secondaire, dans la plupart des pays à revenu faible et à revenu moyen, les enfants handicapés demeurent moins susceptibles d'être scolarisés, plus enclins à abandonner leurs études précocement et moins en position d'apprendre des compétences aussi essentielles que la lecture, l'écriture et le calcul, que les enfants non handicapés. L'absence de structure globale et d'enseignants en nombre suffisant pour mettre en œuvre une éducation inclusive, des établissements scolaires inaccessibles et l'absence de matériel d'apprentissage, une attitude négative à l'égard du handicap, le manque de données et l'insuffisance des investissements sont autant d'obstacles insurmontables qui empêchent les enfants handicapés d'accéder à une éducation inclusive. L'échec est patent, non seulement du point de vue du droit à l'éducation, mais aussi du point de vue de la logique de l'investissement dans le capital humain. Pourtant, les données dont on dispose indiquent que le rendement des investissements dans l'éducation des personnes handicapées est deux à trois fois plus élevé que celui des investissements consentis en faveur de personnes non handicapées. Malgré l'existence de plusieurs entraves à la mise en place de structures éducatives inclusives dans les pays en développement, les participants se sont accordés sur un point : l'éducation inclusive figure parmi les principales approches susceptibles de permettre la réalisation du quatrième des objectifs de développement durable. L'investissement systématique dans le renforcement des moyens en enseignants, l'amélioration de l'accessibilité des établissements scolaires (tant du point de vue physique qu'en ce qui concerne l'environnement d'apprentissage) et la production de données et d'éléments factuels relatifs aux enfants handicapés dans l'optique de l'éducation inclusive ont été considérés comme essentiels pour l'instauration d'un système éducatif inclusif qui soit efficace. La collaboration intersectorielle (entre divers ministères, comme ceux de la santé, de l'éducation, des transports, des services sociaux ou de la protection sociale), l'application des dispositions de la Convention relative aux droits des personnes handicapées par les gouvernements, ainsi que la participation de personnes handicapées et des communautés locales ont également été présentées comme essentielles pour garantir l'accès des enfants handicapés à une éducation inclusive de qualité.

Éducation inclusive de qualité

- ▮ L'équité est au cœur de l'éducation et doit être prise en compte dans les objectifs de développement durable.
- ▮ Si l'on souhaite que tous les apprenants potentiels puissent bénéficier d'une éducation, il faut consentir des efforts non seulement sur le plan de l'offre, mais aussi sur celui de la demande.
- ▮ Il est essentiel de disposer de meilleures données sur les personnes qui n'ont pas accès à l'éducation et de mieux en assurer le suivi, afin que les efforts déployés puissent être ciblés, et de faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.
- ▮ Les médias sociaux sont un outil primordial pour aller au contact des individus non scolarisés.

Source : Principales conclusions de la séance parallèle tenue le mercredi 20 mai 2015 sur le thème « Équité et inclusion – Que personne ne soit laissé de côté ».

Protéger l'éducation, les écoles et les universités contre les attaques et les utilisations à des fins militaires

Durant la réunion organisée sur ce thème en marge du Forum, il a été débattu des graves conséquences que peut avoir à long terme – sur les individus, les familles et les communautés – la multiplication des conflits et des attaques portés contre l'éducation. Les filles sont souvent directement ciblées et, en raison du risque que cela implique, leurs parents hésitent à les envoyer à l'école, ce qui les prive d'éducation. Plus fréquemment, en cas de guerre, les forces armées transforment des salles de classe en bases militaires. Des vies sont perdues, des écoles ferment, enseignants et élèves étant trop traumatisés pour se rendre dans leur établissement scolaire et la qualité de l'éducation en pâtit. Le panel a recommandé que les États et la communauté internationale appliquent les Lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaire durant les conflits armés, et œuvrent de concert à l'instauration de mécanismes de prévention et d'intervention. La Conférence d'Oslo, des 28 et 29 mai 2015, a été présentée comme l'occasion d'amener les États à signer la Déclaration sur la sécurité des écoles, à adopter les Lignes directrices et à s'engager à prendre des mesures pratiques pour prévenir les attaques et y répondre. Les participants ont également noté qu'il fallait parer, au niveau intergouvernemental, à l'intensification de la radicalisation et du terrorisme, qui menacent l'éducation, les enseignants et les

apprenants. À cet égard, il conviendrait de se concentrer sur les causes profondes de ces phénomènes, et d'œuvrer parallèlement au renforcement de la démocratie ; de plaider pour des établissements scolaires sûrs et à l'abri de la violence, et de créer des environnements propices à l'apprentissage ; d'élargir le champ de l'action menée en faveur d'une culture de paix, de tolérance et de respect, de la promouvoir dans les établissements scolaires et de l'incorporer aux programmes scolaires. Enfin, il devrait être reconnu, dans le cadre défini pour l'après-2015, qu'il est impératif de s'employer à faire cesser les attaques portées contre l'éducation et à promouvoir la sécurité des établissements scolaires.

Renforcer les réponses éducatives en situation de crise

Les crises, d'ampleur et de complexité toujours grandissantes, ont de graves conséquences sur l'accès à l'éducation de qualité pour les millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes qui, partout dans le monde, sont frappés de plein fouet par ces bouleversements. L'une des fonctions de l'éducation est la protection, c'est pourquoi il ne faut pas la considérer uniquement comme un secteur à inclure dans les interventions humanitaires, mais comme la riposte à donner aux déplacements de population, aux conflits, aux maladies. Devant les effets catastrophiques des crises, l'éducation doit aussi être vue comme un vecteur de transformation, capable à la fois d'atténuer les effets d'une crise et d'entraîner une réhabilitation dans son sillage. Les participants au Forum ont estimé qu'il est urgent d'instaurer une planification de l'éducation qui tienne compte des crises si l'on veut atteindre les cibles fixées à l'échéance 2030. Il faut repenser notre approche de la prestation des services éducatifs en mettant en place une préparation à l'échelle du système et des mécanismes d'intervention pour les situations d'urgence et de crise. En outre, les déficits existants en matière de financement, de données et de coordination doivent être comblés pour mener des programmes éducatifs efficaces dans ce type de contexte. L'absence de consensus parmi les acteurs humanitaires et du développement locaux et internationaux intéressés concernant les principes fondamentaux de la mise en œuvre et du caractère prioritaire de l'éducation pose également problème. Malgré l'existence de normes techniques de mise en œuvre, les Normes minimales de l'INEE, celles-ci n'orientent pas toujours la coordination de la riposte globale et des flux de ressources humaines et financières. Il est donc indispensable de créer une plate-forme « commune » ou « de liaison » dédiée à

l'éducation en situation de crise, afin de repérer et de résoudre les blocages dans l'architecture de l'aide qui recouvrent les niveaux mondial et national. Pour ce faire, il faudrait s'entendre sur un ensemble de principes communs et les appliquer, et définir une approche commune de la collecte de données, de l'évaluation et de la planification de l'éducation. Il faudrait en outre établir un fonds ou un organisme de financement mondial dédié à l'éducation en situation de crise.

L'éducation en situation de crise

- Il faudrait créer une plate-forme « commune » ou « de liaison » dédiée à l'éducation en situation de crise, afin de repérer et de résoudre les blocages dans l'architecture de l'aide qui recouvrent les niveaux mondial et national.

Source : Extrait de la manifestation parallèle « Éducation et crise : vers une riposte renforcée », mercredi 20 mai 2015.

Politiques et pratiques éducatives fondées sur des données factuelles

L'un des messages qui ressort clairement des débats tenus lors du Forum est l'importance des données factuelles issues de la recherche pour l'efficacité des politiques et des pratiques éducatives. Les données factuelles ont été jugées, d'abord et avant tout, essentielles pour améliorer l'accès, le maintien et la qualité de l'éducation, mais elles peuvent aussi servir à renforcer l'efficacité en termes de coût de la fourniture d'une éducation de qualité. Devant la demande croissante d'éducation et la pression accrue exercée sur des ressources financières limitées, les données factuelles permettent de faire des investissements efficaces et judicieux. En outre, il est possible d'exploiter des données factuelles solides pour plaider en faveur du renforcement de l'engagement politique et de la mobilisation de ressources aux niveaux tant national qu'international. Les données factuelles sur l'impact des programmes éducatifs dans des situations d'urgence, par exemple, peuvent aider à mettre en évidence les bénéfices de l'éducation pour sauver/protéger des vies en situation d'urgence, ainsi qu'à appeler à augmenter la part de l'aide humanitaire consacrée à l'éducation. Enfin, sur le plan de la gouvernance, les données factuelles sont essentielles en tant qu'outil de responsabilité, principalement pour les autorités éducatives nationales vis-à-vis de la population.

4 Au-delà d'Incheon : relever les défis de mise en œuvre

L'un des principaux enseignements qui ressort des 15 dernières années est que, si les solutions techniques sont essentielles, il est plus important encore de parvenir à influencer et à peser sur le plan politique. L'engagement politique est primordial si nous voulons réaliser le vaste ensemble de réformes et d'actions indispensables pour assurer à tous une éducation de base au niveau national. La Déclaration d'Incheon témoigne d'un fort engagement international en faveur de l'éducation et de la place centrale qu'elle occupe dans le programme de développement durable à l'horizon 2030. La traduction de cet engagement politique ambitieux en une mise en œuvre effective de l'agenda Éducation 2030 pose trois grands défis, qui ont trait au financement, à la gouvernance et à la responsabilité, ainsi qu'au suivi et à la coordination. Ces défis sont résumés ci-après, sur la base des discussions tenues par les participants au Forum lors des débats plénières et des séances parallèles.

(i) Le défi du renforcement du financement de l'éducation

Le caractère large et ambitieux de l'ODD relatif à l'éducation proposé pour 2030 constitue, d'abord et avant tout, un défi de taille sur le plan du financement. En effet, le financement de l'éducation doit être bien supérieur et beaucoup plus efficace pour assurer une plus grande équité et améliorer la qualité de l'éducation. Les participants au Forum ont fermement soutenu que toutes les ressources possibles en faveur de l'éducation devront être débloquées, tant au niveau international que national, dans les secteurs public et privé.

Cela dit, il a été réaffirmé que le financement de l'éducation dépend en premier lieu des **ressources publiques nationales**. Or nombre de gouvernements ont accru leurs dépenses, mais ils ont rarement donné la priorité à l'éducation dans les budgets nationaux, et la plupart d'entre eux n'alloue pas à l'éducation le taux international de référence de 20 % des dépenses publiques recommandé comme étant nécessaire pour combler les déficits du financement. Il faut donc accroître et améliorer le financement public national de l'éducation. Outre l'augmentation de la part des fonds publics consacrés à l'éducation, les ressources publiques allouées au secteur peuvent être augmentées en élargissant l'assiette fiscale et en luttant contre l'évasion

fiscale. Ces 15 prochaines années, le financement du développement dépendra essentiellement de la mobilisation de ressources nationales, mais l'aide publique au développement (APD) continuera de jouer un rôle important, notamment dans les pays qui connaissent un grave déficit de financement et sont les plus éloignés de la réalisation des cibles.

Outre l'importance capitale des fonds publics nationaux, il sera de plus en plus nécessaire de mobiliser des fonds extérieurs provenant de sources diverses pour élargir l'accès à une éducation de meilleure qualité. Les gouvernements supporteront la majorité des coûts, toutefois la communauté internationale doit accroître, maintenir et augmenter l'**aide à l'éducation**, surtout dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur, qui ont les plus grands besoins. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. En effet, après avoir augmenté initialement les budgets d'aide à partir de 2000, de nombreux donateurs ont réduit l'aide à l'éducation depuis 2010 et n'ont pas donné un degré de priorité suffisamment élevé aux pays qui en ont le plus besoin. Cela est particulièrement vrai pour les pays touchés par un conflit, qui comptent quelque 34 millions d'enfants et d'adolescents non scolarisés. Selon de récentes estimations, le coût de la prestation de services éducatifs pour ces enfants et adolescents s'élèverait à environ 2,3 milliards de dollars, soit un montant dix fois supérieur au niveau d'aide humanitaire actuellement consacré à l'éducation⁸. Les participants au Forum ont lancé des appels répétés en faveur de la création d'un fonds mondial pour l'éducation, sur la base de l'expérience du Partenariat mondial pour l'éducation. Cependant, ils ont également noté que les liens historiques et culturels restent déterminants pour les domaines dans lesquels les pays décident de partager les enseignements tirés et de se soutenir mutuellement. La coopération Sud-Sud est essentielle et doit être encouragée.

8 EFA GMR, document d'orientation n° 21 (juin 2015), l'aide humanitaire pour l'éducation : les raisons de son importance, pourquoi il faut l'intensifier. Voir également EFA GMR, document d'orientation n° 18 (mis à jour en juillet 2015), Chiffrer le droit à l'éducation : le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030.

Financement de l'éducation

- ➡ En moyenne, les pays ont augmenté les dépenses consacrées à l'éducation entre 2000 et 2012, mais cela s'explique principalement par une hausse des recettes, et non par le degré de priorité donné à l'éducation¹.
- ➡ L'aide à l'éducation a diminué de 1,3 milliard de dollars entre 2010 et 2012¹.
- ➡ Offrir à tous les enfants des pays à revenu faible et à revenu intermédiaire inférieur une éducation de base étendue de qualité fera passer le coût annuel de 100 à 239 milliards de dollars entre 2015 et 2030¹.
- ➡ Même si les gouvernements consacrent près de 20 % de leur budget à l'éducation, un déficit de financement annuel de 22 milliards de dollars subsiste, et devra être comblé essentiellement par des sources extérieures, ce qui suppose de multiplier l'aide par 4¹.
- ➡ Pour l'heure, les objectifs de développement durable ne prévoient aucune cible relative au financement de l'éducation¹.
- ➡ Il apparaît de plus en plus nécessaire de trouver de nouvelles approches, les partenariats verticaux classiques (donateurs/bénéficiaires) n'étant pas tous concluants. D'autres modes et types de financement doivent être explorés².
- ➡ Depuis l'expérience acquise dans le secteur de la santé en 2009, de plus en plus d'éléments tendent à prouver que le financement axé sur les résultats fonctionne. Il est désormais appliqué dans 32 pays, avec l'appui des donateurs. Au cours des cinq prochaines années, la Banque mondiale doublera le financement axé sur les résultats, qui atteindra 5 milliards de dollars³.

Sources:

- 1 Extrait du débat de haut niveau « Définir le cadre », mardi 19 mai 2015.
- 2 Extrait de la séance parallèle « Au-delà de l'aide : transformer les systèmes éducatifs par le biais de partenariats », jeudi 21 mai 2015.
- 3 Extrait de la séance parallèle « Un financement axé sur les résultats peut-il nous aider à réaliser l'apprentissage pour tous ? », mercredi 20 mai 2015.

Pour mettre en œuvre le vaste et ambitieux agenda Éducation 2030, il faudra également trouver de **nouvelles modalités de financement**, notamment en tirant parti des possibilités qu'offrent les investissements privés pour compléter les ressources publiques. Les pays utilisent divers modèles de financement que l'on peut considérer comme novateurs, en particulier dans les cadres économiques, sociaux et politiques, et institutionnels. Le financement axé sur les résultats fait partie de ces nouvelles modalités, et comprend des

dispositifs tels que des contrats fondés sur les résultats, une gestion axée sur l'école, et un décaissement lié aux indicateurs. La production et l'utilisation de données inhérentes à cette approche permettraient d'améliorer la transparence et la responsabilité, en augmentant la pression exercée pour faire respecter les engagements pris, et ainsi d'obtenir un meilleur alignement des donateurs sur les programmes. Le fait que le financement axé sur les résultats puisse contribuer à démontrer l'impact des programmes éducatifs est jugé particulièrement important pour le secteur de l'éducation dans le contexte de la concurrence pour l'obtention de ressources avec d'autres secteurs, en particulier celui de la santé, dans lequel les résultats des investissements réalisés sont souvent bien plus faciles à mettre en évidence. Le secteur de la santé est ainsi parvenu à mobiliser des ressources privées, tandis que d'importants déficits de financement subsistent dans le domaine de l'éducation. La mise en place d'incitations en faveur du financement de l'éducation est problématique, car les résultats se mesurent à l'échelle d'une génération et sont difficiles à évaluer.

(ii) Le défi de l'efficacité de la gouvernance et de l'obligation de rendre des comptes pour une responsabilité partagée

Bien que la responsabilité première de la prestation des services éducatifs incombe aux gouvernements, il est indispensable d'établir des partenariats avec diverses parties prenantes. Les partenaires non gouvernementaux, tels qu'organisations de la société civile, fondations, universités et entreprises, sont des acteurs de premier plan concernés par les résultats de l'éducation. L'idée selon laquelle les entreprises peuvent apporter des contributions essentielles (y compris financières, sans toutefois s'y limiter) pour aider les gouvernements et d'autres partenaires à offrir à tous des possibilités d'apprentissage est de plus en plus largement acceptée. En combinant ressources et savoir-faire, l'impact des investissements dans l'éducation peut être maximisé.

Toutefois, les participants au Forum ont également souligné que certains partenaires de l'éducation ont des appréhensions et des craintes quant aux motivations des entreprises à investir dans ce secteur. La tendance en rapide expansion à la privatisation et la commercialisation de l'enseignement est perçue par beaucoup comme une menace pour le droit universel à l'éducation. Le développement d'activités et d'initiatives « commerciales » et à but lucratif dans ce secteur, et plus particulièrement l'enseignement et l'apprentissage, pourrait avoir des conséquences négatives sur l'équité dans l'éducation et, plus largement, sur la justice sociale. Certains font valoir que les données factuelles ne corroborent pas nécessairement l'idée selon laquelle les partenariats public-privé et les écoles privées peu coûteuses constituent des moyens efficaces pour résoudre les problèmes des systèmes éducatifs. En revanche,

les adversaires de la participation des entreprises à l'éducation soutiennent que des données concrètes prouvent que la privatisation porte atteinte au principe de l'éducation en tant que droit humain fondamental.

Une meilleure communication entre les acteurs de l'éducation, y compris les entreprises privées, pourrait renforcer la confiance et permettre de mener des interventions plus efficaces et durables. Les instances multipartites telles que le Forum mondial sur l'éducation, qui rassemblent gouvernements, société civile, universités, donateurs et entreprises, constituent des cadres précieux pour mener ce dialogue à l'échelon international. La contribution du secteur privé peut être renforcée en augmentant la part de l'éducation dans les initiatives de responsabilité sociale des entreprises, qui n'est actuellement que de 13 %. Il apparaît de plus en plus nécessaire de changer d'approche, de travailler selon de nouvelles modalités dans le cadre de partenariats, de cibler les causes sous-jacentes de la pauvreté et d'évoluer vers des changements économiques, sociaux et politiques progressifs et de plus grande envergure.

Il a été reconnu qu'une **gouvernance efficace** sera la clé de la participation réussie de ces différentes parties prenantes à la prestation de services éducatifs après 2015. Il faut assurer une gouvernance efficace en impliquant l'ensemble des acteurs à plusieurs niveaux, par le biais de processus de consultation transparents. Pour ce faire, il faudrait établir des cadres de gouvernance réglementaires et collaboratifs afin que les différentes parties prenantes, notamment les prestataires de services éducatifs du secteur non public/privé et les organisations internationales, contribuent à la vision de l'éducation du pays concerné, s'alignent sur les politiques publiques nationales et complètent les efforts du gouvernement afin d'utiliser efficacement les ressources limitées disponibles. Le secteur non public/privé ne doit ni remplacer le gouvernement ni assumer la responsabilité de ce dernier d'assurer à tous une éducation gratuite et de qualité.

La confiance, l'ouverture et la responsabilité mutuelle à tous les niveaux sont indispensables à l'efficacité des partenariats, ainsi qu'à un accès effectif, systématique et transparent à l'information sur l'éducation pour l'ensemble des acteurs, notamment les enseignants, les parents et les élèves, afin qu'ils prennent véritablement part à une gouvernance efficace. Une bonne gouvernance faisant intervenir divers acteurs à plusieurs niveaux nécessite d'établir des mécanismes de responsabilité bien définis, en fonction de la partie prenante concernée. Pour mettre en place des systèmes éducatifs équitables et de qualité, ces mécanismes doivent tenir compte des deux aspects de la responsabilité en matière d'éducation, à savoir la responsabilité indirecte et la responsabilité professionnelle. Cela exige en outre de renforcer le rôle de réglementation et de suivi de l'éducation assuré par l'État.

(iii) Le défi du suivi et de la coordination du futur agenda pour l'éducation mondiale

L'élargissement de l'agenda pour l'éducation mondiale requiert un cadre de suivi plus large que celui qui était en place pendant la période fixée pour l'EPT et incluant la collecte, l'analyse et la diffusion de données, afin d'assurer une gestion efficace des systèmes et la responsabilité des parties prenantes. Le projet de cadre d'action comprend la proposition du Groupe consultatif technique concernant des indicateurs de l'éducation pour l'après-2015, et décrit les différentes étapes de la finalisation de cette proposition d'ici à novembre 2015. Les principaux éléments de la proposition et les principes qui sous-tendent les recommandations qu'elle contient ont été présentés lors d'une séance parallèle relative aux indicateurs, ouvrant un débat sur les priorités et les défis.

Cette séance a également été l'occasion d'exposer de grandes idées qui contribueront à harmoniser l'approche de quelques importants défis liés au suivi, notamment des mesures visant à établir : (i) une métrique des apprentissages commune, qui aidera à fournir des données internationales comparables sur le nombre d'enfants et de jeunes achevant leur scolarité, mais aussi à satisfaire aux normes d'apprentissage attendues ; (ii) un groupe interinstitutions chargé de ventiler les indicateurs de l'éducation issus d'enquêtes et de fournir des mesures comparables des inégalités en matière d'éducation ; et (iii) une approche des comptes de l'éducation nationale qui donnera une vue d'ensemble des dépenses des gouvernements, des donateurs et des ménages.

S'entendre sur un cadre de suivi n'est que la première étape vers sa mise en œuvre et vers l'adaptation des activités à ses conclusions. La séance parallèle sur les mécanismes de coordination et de suivi mondiaux et régionaux a fourni des indications sur les défis auxquels nous faisons face pour mettre en œuvre ce nouvel agenda, qui se démarque sur le plan tant des modalités que du contenu.

Au niveau mondial, le suivi des progrès réalisés dans le secteur de l'éducation fera partie intégrante de l'architecture générale des objectifs de développement durable. Cela impliquera les institutions intersectorielles suprêmes, comme le Forum politique de haut niveau et les dispositifs de suivi et d'examen qui y sont associés, ainsi que des mécanismes thématiques déjà en place tels que le Rapport mondial de suivi sur l'éducation.

Ces mécanismes doivent répondre aux défis complexes que pose le suivi d'un ensemble plus large de cibles liées à l'éducation, notamment le suivi d'un plus grand nombre de niveaux d'enseignement selon différentes modalités pédagogiques et de vastes notions relatives à la pertinence des contenus d'apprentissage. La collaboration au sein et entre les secteurs sera donc primordiale, d'autant que le rôle central de l'éducation pour l'obtention de résultats dans tous les autres objectifs de développement durable est mis en avant. Bien que les données comparables au

niveau international soient essentielles pour effectuer un suivi mondial, l'un des principaux défis auxquels les pays font face réside dans le renforcement des capacités des systèmes locaux et nationaux qui s'impose en matière de collecte, d'analyse et d'exploitation de données quantitatives et qualitatives. Un appui est nécessaire pour renforcer les capacités des pays à faible revenu.

Outre le renforcement des capacités, l'Organisation des Nations Unies a pour responsabilité spécifique, sur un plan collectif, de coordonner le programme de développement pour l'après-2015 à l'échelle mondiale, sous la supervision de ses États membres et selon les orientations qu'ils imprimeront. Les institutions partenaires se sont engagées à apporter un appui collectif aux pays pour la mise en œuvre d'Éducation 2030. Le défi consiste donc à établir un mécanisme de coordination mondiale solide pour soutenir efficacement la mise en œuvre de cet ambitieux agenda, tâche qui a été confiée à l'UNESCO.

La question de l'équilibre entre aspirations mondiales, régionales et nationales/locales subsiste, et a des incidences sur le suivi et la coordination. À cet égard, il convient de souligner une nouvelle fois l'importance d'utiliser les mécanismes de suivi et de coordination qui existent déjà à plusieurs niveaux – mondial, régional et national. Il faut tenir compte des mécanismes de suivi régionaux et apprendre de leur expérience, tout en assurant une plus grande cohérence par le biais d'approches simplifiées et plus systémiques, en évitant de créer des niveaux hiérarchiques supplémentaires. Il est donc nécessaire d'harmoniser les cadres à plusieurs niveaux, en particulier régional et national, en s'assurant que des cadres intersectoriels intégrés sont en place. Il faut en outre collaborer avec le secteur non public par le biais de partenariats public-privé ainsi qu'avec d'autres secteurs publics, au-delà de l'éducation, comme la finance, les affaires sociales, etc. Ce processus doit permettre un dialogue sectoriel impliquant divers acteurs, et établir des liens entre coordination, suivi et formulation des politiques.

Bien que les données factuelles soient de plus en plus utilisées pour élaborer les programmes et les politiques d'éducation, elles restent insuffisamment exploitées, alors que leur diversité et leur qualité se sont améliorées ces dernières années. Les données factuelles aident à mieux comprendre où, pourquoi et comment les élèves apprennent, ainsi qu'à évaluer la pertinence des contenus d'apprentissage. Un nombre croissant de pays procèdent à des évaluations nationales à grande échelle ou participent à des évaluations régionales et internationales, et utilisent les résultats obtenus pour éclairer les débats et les décisions relatifs aux politiques éducatives. Cependant, il faudrait sans doute disposer de davantage de données factuelles sur les systèmes éducatifs et les aspects complexes liés à leur efficacité. Il importe donc

de réaliser des exercices de diagnostic et des travaux de recherche fondés sur les réalités des pays pour mieux comprendre les systèmes éducatifs.

La mise en œuvre de l'agenda mondial Éducation 2030 doit mettre davantage l'accent sur l'échelon national, à travers des processus et des mécanismes d'examen et de suivi axés sur les pays. Les cibles doivent donc pouvoir être adaptées au niveau national. Il faut voir le Cadre d'action Éducation 2030 comme une méthode de mise en œuvre plutôt que comme un ensemble prescriptif de stratégies. L'objectif d'Éducation 2030 et de son projet de cadre d'action est de permettre aux pays de mettre en place une stratégie adaptée au contexte et fondée sur les priorités nationales, les possibilités de mobilisation de ressources et les défis locaux, et de répondre progressivement aux critères mondiaux. L'agenda Éducation 2030 est universel, car il contient des critères pour tous les pays, aussi bien de l'hémisphère Nord que de l'hémisphère Sud, tout en tenant compte de la diversité des contextes de développement locaux.

Mécanismes de suivi et de coordination mondiaux et régionaux

- L'expérience des mécanismes de coordination et de suivi régionaux a été partagée et évoquée pendant la séance, notamment des exemples concernant la structure de coordination et de suivi de l'Union africaine sur l'éducation, la science et la technologie, la structure de coordination de l'EPT en Amérique latine et dans les Caraïbes (PRELAC), la structure de coordination de l'EPT en Asie et dans le Pacifique, en se fondant sur des examens des politiques, ainsi que la méthode ouverte de coordination de l'Union européenne pour l'éducation et ses deux grandes stratégies, la stratégie pour la croissance et l'emploi 2020 et la stratégie pour l'éducation et la formation 2020.
- Le principal exemple de mécanisme de suivi thématique mondial utilisé par la communauté internationale de l'éducation est le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, qui continuera d'exister en tant que Rapport mondial de suivi sur l'éducation et sera doté d'un mandat renouvelé.
- À l'échelle internationale, le Forum politique de haut niveau, principale instance des Nations Unies pour le développement durable, examine les questions intersectorielles – tous les quatre ans sous les auspices de l'Assemblée générale, et tous les ans sous les auspices du Conseil économique et social.

Source : Extrait de la séance parallèle « Mécanismes de coordination et de suivi mondiaux et régionaux », jeudi 21 mai 2015.

World Education Forum 2015

Incheon, Republic of Korea

19-21 May 2015

List of Participants / Liste des Participants

MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES

Afghanistan

H.E. Mr HANIF BALKHI Assadullah
Minister of Education

H.E. Mr SAYEB Mohammad Saleem
*Ambassador, Embassy of Afghanistan to
the Republic of Korea*

Mr ARIAN Abdul Wassay
*Director General, Planning and
Evaluation Department,
Ministry of Education*

Mr HABIBYAR Mohammad Shakir
*M&R Senior Specialist and Assistant
to the Minister*

Algeria / Algérie

S.Exc. M. EL AMINE DERRAGUI
Mohamed
*Ambassadeur d'Algérie en République
de Corée*

M. HEDOUAS Abdelmadjid
Chef de Cabinet

M. MESSEGUEM Nedjadi
Inspecteur général du MEN

Mme NADJEM Adlane
Chargée du Protocole

M. SAHTOUT Ahcene
*Attaché des Affaires étrangères,
Ambassade d'Algérie en République de
Corée*

Angola

S.Exc. Mme MARTINS Maria Augusta
da Silva
*Secrétaire d'État chargée de
l'Enseignement supérieur et de
l'Innovation*

S.Exc. M. MALUNGO Albino
*Ambassadeur de l'Angola en République
de Corée*

S.Exc. M. DIEKUMPUNA SITA
NSADISI José
*Ambassadeur, Délégué permanent de
l'Angola auprès de l' UNESCO*

M. FULA Afonso Dala Coxi
*Directeur général de l'Institut national
de l'évaluation, accréditation et
reconnaissance des études du ministère
de l'Enseignement supérieur*

M. CAFUQUENA João Cristovão Diogo
*Directeur national de l'Enseignement
général au ministère de l'Éducation*

Mme FIGUEIREDO Irène Cristina Neto de
*Directrice du Bureau d'Études
Planifications et Statistiques au ministère
de l'Éducation*

M. DOMINGOS Francisco
*Consultant et point focal de l'EPT au
ministère de l'Éducation*

M. MBEMBA Valeriano Valodia
*Conseiller à la Délégation permanente
de l'Angola auprès de l'UNESCO*

M. DA CONCEICAO Adolfo
*Premier secrétaire à l'Ambassade de
l'Angola en République de Corée*

M. MANUEL José Carlos
*Attaché de presse à l'Ambassade de
l'Angola en République de Corée*

M. HAN Hun Joo
*Interprète officiel de l'Ambassade de
l'Angola en République de Corée*

Mr MANUEL Antonio Canoa
Officiel

Antigua and Barbuda / Antigua-et- Barbuda

Hon. BROWNE Michael S.
Minister of Education

Ms BROWNE Clare
Ag. Director of Education

Ms GREENAWAY Rosa
Ag. Permanent Secretary

Dr. GEORGE-BENFIELD Patricia
Education Officer Research

Argentina / Argentine

Mr PERCZYK Jaime
Secretario de Educación

H.E. Mr ROBALLO Jorge Alberto
Embajador

Mr URQUIZA Pablo
Jefe de Gabinete del ministro

Ms BURTON Juliana
Secretaria Adjunta de la CONAPLU

Mr LACUNZA Juan Ignacio
Segundo Secretario

Armenia / Arménie

Mr STEPANYAN Robert
*Head of Development Programs and
Monitoring Department
Ministry of Education and Science*

Australia / Australie

Mr TINNING Chris
Minister Counsellor

Ms ELLERTON Louise
Senior Policy Officer

Mr FOGARTY Richard
Counsellor

Ms GRAVES Sue
Director

Austria / Autriche

Ms KATZENSTEINER Irene
Head of Unit for UNESCO Affairs

Mr WINTERSTEINER Werner
*Professor / Head of 'Centre of Peace
Research and Peace Education'*

Azerbaijan / Azerbaïdjan

H.E. Mr JABBAROV Mikayil
Minister of Education

H.E. Mr TEYMUROV Ramzi
*Ambassador of the Republic of
Azerbaijan to the Republic of Korea*

Mr ISMAYILOV Seymour
Advisor to the Minister

Mr RZAYEV Fariz
*Director of International Cooperation
Department*

Mr AMRULLAYEV Emin
*Deputy Director of Education
Development Programs Department*

Mr JUMAYEV Farrukh
First Secretary

Bahamas

The Hon. FITZGERALD Jerome Kennedy
Minister of Education, Science and Technology

Mr TAYLOR Marcellus C.
Deputy Director of Education (Planning)

Bahrain / Bahreïn

H.E. Dr. AL NOAIMI Majeed Bin Ali
Minister of Education

Ms AL-KHATER Nawal Ebrahim
Assistant Under Secretary for Planning and Information

Ms ALDOSERI Dhawaa Naser
First Media Specialist

Mr MATTAR Fahad
Teacher

Mr ABDULRAHIM Talal
Senior Planning Management Specialist

Ms SHEHAB Fatema
Head of Educational Planning

Bangladesh

H.E. Mr NAHID Nurul Islam
Minister of Education

Mr KHAN Nazrul Islam
Secretary

Mr KHAN Nazrul Islam
Joint-Secretary at Ministry of Primary and Mass Education

Mr HOSSAIN Monjur
Secretary at BCNU

Ms CHOWDURY Rasheda Khatoon
Executive Director at Campaign for Popular Education

Mr AHMED Manzoor
Professor Emeritus and Senior Adviser

Dr KAMAL Abuhenia Mostafa
Additional Director General

Mr ALAM Khandaker Masudul
Chargé d'affaires Embassy of Bangladesh, Republic of Korea

Barbados / Barbade

Mr RUDDER Roderick
Senior Education Officer

Belgium / Belgique

S.Exc. M. BONTEMPS François
Ambassadeur

M. BARTHÉLÉMY Dominique
*Directeur général
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles*

M. GILLIARD Étienne
*Directeur, Relations extérieures
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles*

M. PREUD'HOMME Laurent
Attaché d'Ambassade

Benin / Bénin

M. ADJEVI Coleman Christophe
Secrétaire général du Ministère

S.Exc. M. CHABI OROU Bio Jean
Ambassadeur, Délégué permanent du Bénin auprès de l'UNESCO

M. OYAH N'dah Marcel
Secrétaire général Commission nationale du Bénin pour l'UNESCO

M. MIGAN Gilbert G.
Conseiller technique du Ministre

Bhutan / Bouthan

H.E. Mr DUKPA Mingbo
Minister of Education

Mr YESHEY Karma
Director General, Dept. of School Education

Bolivia / Bolivie

Excmo. Sr. D. AGUILAR GOMEZ Roberto Ivan
Ministro de Educación

Ms POSTIGO DE SPADA Susana Mabel
Directora de Relaciones Internacionales

Ms MAMANI ESPEJO Pamela Inés
Segundo Secretario

Botswana

Mr GOYA Moiseraele Master
Assistant Minister of Education and Skills Development

Ms MODIMAKWANE Dineo Bosa
Programme Officer

Ms MOILWA Kholeka

Ms SOMOLEKAE Gloria
Candidate for Executive Board

Brazil / Brésil

H.E. Mr JANINE RIBEIRO Renato
Minister of Education

Mr PALACIOS DA CUNHA E MELO Manuel Fernandes
Secretary of Basic Education

Mr DODWORTH MAGNAVITA DE CARVALHO Alexey
Advisor to the Minister

Mr SOARES José Francisco
President of INEP

Ms DAMASCENO FERREIRA SCHLEICHER Aline
Head of International Affairs Office

Ms RODRIGUES REPULHO Cleuza
Chairwoman, Municipal Education Managers Union-Undime

Ms SOARES DA SILVA Rossieli
Secretary of Education for Amazonas State, representative for the Consed

Mr CARA Daniel
Coordinator, National Campaign People's Right to Education- CNDE

Ms E SILVA BETTEGA FILIZOLA Paula Rezende
Press Advisor, Ministry of Education

H.E. Ms ZUGAIB Eliana
Ambassador, Permanent Delegate to UNESCO

Mr MENDES MARZANO Fabio
Minister-Counsellor to UNESCO

Ms CARVALHO Almerinda Augusta de Freitas
Head of the Division for Education Affairs of the Ministry of External Relations

Mr VIEIRA Ronaldo Lima
First-Secretary to UNESCO

Brunei Darussalam / Brunéi Darussalam

Mr RAHMAN Junaidi
Permanent Secretary

Mr MAHMOOD Abdul Kalid
Head of International Affairs Unit

Ms CHEK Marina
Senior special duties officer

Bulgaria / Bulgarie

H.E. Mr ANDONOV Petar
Ambassador of Bulgaria to the Republic of Korea

Mr PANOV Panko
Deputy head of Mission

Burkina Faso

S.Exc. M. COULIBALY Samadou
Ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation

M. OUATTARA Francis Paul
Directeur général des études statistiques

M. DEMBELE Samuel
Président du conseil d'administration de la Coalition nationale pour l'éducation pour tous

M. HIEN Lucien
Directeur du développement de l'éducation préscolaire

M. BOUDO Athanase
Directeur des Études et des Statistiques sectorielles

M. KABORE Ibrahim
Secrétaire permanent du Programme de développement stratégique

Cabo Verde

S.Exc. Mme PINTO Fernanda Maria de Brito Leitao
Ministre de l'Éducation et des Sports

Mme SILVA SANTOS Margarida Maria
Directrice nationale

M. MORENO BRITO Pedro
Directeur général

Cambodia / Cambodge

H.E. Dr HANG Chuon Naron
Minister of Education, Youth and Sport

H.E. Dr NATH Bunroeun
Secretary of State

Mr LIM Sothea
Director of Department of Planning

Mr TEP Phyorith
Deputy Director of Department of Finance

Mr LAY Vutha
*Non-Formal Educational Coordinator,
NGO Education Partnership (NEP)*

Ms LEMAISTRE Anne
*UNESCO Representative and Chair of
the Education Sector Working Group*

Cameroon / Cameroun

S. Exc. Mme YOUSOUF Hadidja Alim
Ministre de l'Éducation de base

M. SALLY Maraiga
Point focal COMEDA/ADEA

M. MVOGO Michel
Coordonnateur national EPT

M. FOUA Simon Pierre
Correspondant national CONFEMEN

Canada

H.E. Mr WALSH Eric
*Ambassador of Canada to the Republic
of Korea*

H.E. Mr JACKMAN Clyde
*Minister of Advanced Education and
Skills, Newfoundland and Labrador*

H.E. Ms DOOLING Geneviève
*Deputy Minister, Department of
Advanced Education and Skills,
Newfoundland and Labrador*

Ms MANCA-MANGOFF Antonella
*Coordinator, Council of Ministers of
Education, CMEC*

Ms SHOULDICE Julie
*Director, Education, Child Protection and
Gender Equality Division (MGS), Foreign
Affairs, Trade and Development*

Mr LEVASSEUR Dominique
*Senior Programme Officer
Permanent Delegation of Canada to
UNESCO*

Central African Republic / République centrafricaine

S. Exc. M. AGUIMATE Elois
*Ministre de l'Éducation nationale et de
l'Enseignement technique*

Mme KOYT-DEBALLE Georgette Florence
*Secrétaire générale
Commission nationale centrafricaine
pour l'UNESCO*

M. NGOAKA Clément
Directeur général des Enseignements

M. GUEZEWANE PIKI Jonas
*Coordonnateur du Secrétariat Technique
Permanent EPT*

Mme BEHOROU Amélie Jeannine
Directrice des Affaires financières

M. RAMADAN Noël
*Secrétaire général du Syndicat des
enseignants*

Mme SERVICE Marie Annick
*Vice-présidente de l'Organisation des
femmes de Centrafrique*

Chad / Tchad

M. KOKO Abderamane
Conseiller technique à l'éducation

M. BAHAR Abdelkerim Adoum
Secrétaire général

M. DABOULAYE Djimoudjebaye
Secrétaire général

M. NGAKOUTOU Timothée
*Premier Conseiller
Délégation permanente du Tchad auprès
de l'UNESCO*

Chile / Chili

Mr MUNOZ Gonzalo
*Jefe de la División de Educación General
de MINEDUC*

Ms TELLEZ Claudia
*Secretaria Ejecutiva Adjunta Comisión
Nacional UNESCO*

Ms ARADENA Paulina
Asesora MINEDUC

Ms ARRATIA Alejandra
Asesora MINEDUC

China / Chine

H.E. Mr HAO Ping
*Vice-Minister of Education, President of
the UNESCO General Conference*

Mr DU Yue
*Secretary-General, Chinese National
Commission for UNESCO*

Mr WANG Dinghua
*Director General, Department of Basic
Education I, Ministry of Education*

Mr ZHAN Tao
*Director General, Education
Management Information Centre,
Ministry of Education*

Mr HAN Min
*Deputy Director-General of the National
Centre for Education Development
Research, Ministry of Education*

Ms YU Xiaoping
*Director of Education Division, Chinese
National Commission for UNESCO*

Mr SHEN Yubiao
*Deputy Director of Division, General
Office of the Ministry of Education*

Mr LI Kejian
*Associate Professor, Zhejiang Normal
University*

Ms CHEN Xuefeng
Expert

Ms ZONG Huawei
*Programme Officer, Chinese National
Commission for UNESCO*

Colombia / Colombie

H.E. Mr PINILLA Tito
*Ambassador of Colombia to the Republic
of Korea*

Ms MUNOZ Paola
*Chief of International Affairs Office,
Ministry of Education*

Ms FIGUEROA Maria
Adviser

Congo

M. MIALOUNDAMA Fidele
*Conseiller à l'Alphabétisation et
à la Réforme*

M. MALONGA Albert
Conseiller administratif et juridique

M. NGOULOU Boniface
*Conseiller aux Finances, chargé de
la coordination des budgets et projets*

Cook Islands / Îles Cook

Hon. BROWN Mark
*Minister of Finance and Economic
Management*

Ms TOWNSEND Gail
*Executive Director
Education Commissioner, National
Commission for UNESCO*

Costa Rica

Excma. Sra. Da. MORA ESCALANTE
Sonia Marta
Ministra de Educación Pública

Côte d'Ivoire

S. Exc. Mme CAMARA Kandia
Ministre de l'Éducation nationale

S. Exc. M. BILE Sylvestre Kouassi
*Ambassadeur de Côte d'Ivoire en
République de Corée*

Mme OUATARRA Maman
Directeur de l'Alphabétisation et de l'ENF

Cuba

Excma. Sra. Da. PINERO ALONSO
Cira
Viceministra Primera de Educación

Ms DE ARMAS GARCIA Mercedes
Ministra Consejera

Cyprus / Chypre

Dr KASOULLIDES Andreas
*Head of Cyprus Minister of Education
and Culture Office*

Dr ZACHARIOU Aravella
*General Coordinator of Environmental
Education and Education for Sustainable
Development Unit*

Czech Republic / République tchèque

S. Exc. M. HUSAK Tomas
*Ambassadeur de la République tchèque
en République de Corée*

Mme CHALOUPKOVA Jana
Conseillère

Denmark / Danemark

H.E. Ms FEINBERG Nathalia
Ambassador, Head of Department

Mr GRAFF Bent
Senior Adviser, Minister Counsellor

Mr DALSGAARD Jens
Chief Advisor Secretary-General of the Danish National Commission for UNESCO

Democratic Republic of the Congo / République démocratique du Congo

S.Exc. M. MWANGU FAMBA Maker
Ministre de l'Enseignement primaire et secondaire

M. MUKADI TSANGALA Jovin
Conseiller du Ministre

M. MANDA Kizabi
Délégué permanent adjoint, Délégation permanente de la République démocratique du Congo auprès de l'UNESCO

M. MBUYAMBA Jean-Paul
Chargé de Mission

M. KITA Masandi
Conseiller technique du Premier ministre

Djibouti

M. ADEN Aroum Omar
Secrétaire général

M. MAHYOUB Mohamed Abdallah
Conseiller technique du ministre

Dominica / Dominique

Hon. SAINT-JEAN Peter
Minister of Education

Dominican Republic / République dominicaine

Excma. Sra. Da. MELO DE CARDONA Ligia Amada
Ministra de Educación

Excmo. Sr. MATOS DE LA ROSA Luis Enrique
Viceministro

Excmo. Sr. GONZALEZ Rafael Antonio
Viceministro

Mr CARDONA MELO Jose Amado
Traductor acompañante

Mr LOZADA Juan Luis
Assistant du Ministre de l'Éducation supérieure

S.Exc. Ms PICHARDO POLANCO Grezia Fiordaliza
Ambassadeur de la République dominicaine en République de Corée

Ecuador / Équateur

Excmo. Sr. Don ESPINOSA ANDRADE Augusto Xavier
Ministro de Educación

Ms HASSAN Alia
Directora de Cooperación Internacional

Ms MOREIRA Maria Elena
Deputy Permanent Delegate of Ecuador to UNESCO

Mr RODRIGUEZ Ivan Dario
Asesor de despacho - MINEDUC

Mr ICAZA Jorge
Deputy Chief of Mission, Consul General

Mr QUINONES Isis
Knowledge Transfer and Technology Analyst

Mr LOACHAMIN Felipe
Intern

Egypt / Égypte

H.E. Dr AMR Mohamed Sameh
Ambassador and Permanent Representative of Egypt to UNESCO President of UNESCO's Executive Board

Dr. ABD EL WAHAB GHONEIM Salah El Din
Professor of Educational Planning

Prof. RAGHEB Mohammed Abdul-Salam Mohammed
Senior International Education Reform Expert

El Salvador

Excmo. Sr. CASTANEDA MONTERROSA Francisco Humberto
Viceministro de Educación

Ms RODRIGUEZ ORTIZ Nelly Guadalupe
Gerente de cooperación externa

Equatorial Guinea / Guinée équatoriale

Excmo. Sr. Don NDONG Jesus Engonga
Ministro Delegado de Educación y Ciencia

Excmo. Sr. Don EBANG ANGUESOMO Mariano Ebang
Delegado Permanente

Mr BIVINI MANGUE Santiago
Secretario General Comisión Nacional para la UNESCO

Mr OBAMA ABEM Robustiano-Nculu
Coordinador Adjunto E.P.T.

Eritrea / Érythrée

Mr NAIB Musa Hussein
Director General of General Education

Mr MARE Alem Habte
Director of Information and Communications Technology

Mr FOTO Hailu Asfaha
Director of Research and Statistics

Estonia / Estonie

Mr LAIDMETS Mart
Deputy Secretary General for General and Vocational Education

Ms KAARLOP-NANI Hanna-Liis
Coodinator of Education Programmes

Ethiopia / Éthiopie

H.E. Mr OMER Fuad Ibrahim
State Minister of Education

Mr GIZAW Afework Kassu
Professor

Fiji / Fidji

Hon. Dr REDDY Mahendra
Minister of Education

Mr FUA Seu'ula
Director of Institute of Education

Finland / Finlande

Ms PALOJARVI Jaana
Director for International Relations

Mr KARAKOSKI Jussi
Senior Education Adviser

Mr KALENIUS Aleksis
Counsellor, Permanent Delegation of Finland to the OECD and UNESCO

Ms VOLMARI Kristiina
Senior Adviser National Board of Education

Mr LAPPALAINEN Rilli
Secretary General-Kehys – The Finnish NGDO Platform to the EU

H.E. Mr HEIMONEN Matti
Ambassador of Finland

Ms SAILA Melissa
Deputy Head of Mission-Embassy of Finland

Ms KORHONEN Heini
Second Secretary -Embassy of Finland to the Republic of Korea

France

S. Exc. Mme GIRARDIN Annick
Secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie

M. PARENT Martin
Conseiller de la Secrétaire d'État

Mme GAZAGNE Fanny
Chargée de mission Éducation et Développement

Mme PROST Nadine
Chargée de mission pour la Francophonie et l'UNESCO (DREIC)

Mme TEHIO Valérie
Responsable adjointe de la division Éducation-Formation-Emploi

Mme ROBINE Florence
Directrice générale de l'Enseignement Scolaire (DGESCO)

Mme SUSINI Anna-Livia
Chef du département des Affaires Européennes et internationales (DGESCO)

Mme COUPEZ Carole
Déléguée aux actions d'éducation à la solidarité – Solidarité laïque

M. ASSOULINE Daniel
Directeur du Centre International d'Études Pédagogiques (CIEP)

S.Exc. M. PASQUIER Jérôme
Ambassadeur de France en République de Corée

M. OLLIVIER Daniel
Directeur de l'Institut français, Conseiller de coopération et d'action culturelle

M. BELOT Luc
Député, Membre du Parlement

M. SANSON Eric
Conseiller Politique, Ambassade de France en République de Corée

M. PANNIER Arnaud
Attaché de coopération pour le français

Gabon

S.Exc. M. NSIE EDANG Calixte Isidore
Ministre délégué chargé de l'Enseignement technique et professionnel

M. TINDY-POATY Juste Joris
Secrétaire général de la Commission nationale du Gabon pour l'UNESCO

M. NGABA Luc
Conseiller

M. MOMBO Sylvestre
Directeur de l'Enseignement professionnel

M. MBIGUINAULT MENDANE Rops
Aide de camp

Gambia / Gambie

H.E. Ms FAYE Fatou Lamine
Minister of Basic and Secondary Education

Mr SANNEH Momodou
Secretary General, National Commission of Gambia for UNESCO

Mr SISAWO Ebrima
Deputy Permanent Secretary, National Commission of Gambia for UNESCO

Mr SENGHOR Ousmane
Principal Programme Officer for Education

Mr GAYE Siyat
Ag. National Coordinator EFAnet

Mr TOURAY Momodu Katim
Deputy Permanent Secretary

Mr TOURAY Yusupha
Director of Planning, Budgeting and Policies

Mr SONKO JILENG Maja F.
Executive Chairman for Sonko Jileng

Germany / Allemagne

H.E. Mr MAFAEL Rolf
Ambassador to the Republic Korea

Prof. Dr. WULF Christoph
Vice-President, German National Commission for UNESCO

Mr LINDENTHAL Roland
Chief of Division, Education and the digital world, German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development

Dr HOLLANDER Michael
Project Leader Sector Programme Education GIZ

Dr RYBERG Birgitta
Head of Division IVB – European and Multilateral Co-operation, Standing Conference of the Ministers of Education and Cultural Affairs of the Länder

Mr AHRENS Michael
Counsellor, German Embassy

Ms JESAITIS Maren
Global Campaign for Education Germany

Mr DIEBEL Erfan
German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development

Ms KOSTLER Alice
German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development

Ghana

H.E. Ms OPOKU-AGYEMAN Naana Jane
Minister of Education

Mr COBBINAH Enoch
Chief Director

Mr WELLINGTON Riche-Mike
AG. Secretary-General

Mr ANKOMAH Yaw
Director of the Institute of Educational Planning

Mr MAABOBR KOR Jacob
Director General Education Service

H.E. Ms Elizabeth NICOL
Ambassador of Ghana to the Republic of Korea

Mr. AMPRATWUM Pephrah
Minister Councillor

Mr EWUSU MENSAH Ato Kumanu
First Secretary/Consular

Greece / Grèce

H.E. Mr SOURVANOS Dionisios
Ambassador of the Hellenic Republic to the Republic of Korea

Mr PENTARVANI Stavroula
Deputy Head of Mission, Greek Embassy to the Republic of Korea

Guinea / Guinée

M. DIAKITÉ Abdoulaye
Secrétaire général

M. BÉRÉTÉ Harouna
Conseiller à l'éducation

M. YOULA Famo
Directeur des TIC

M. DIALLO Mamadou Saliou
Directeur général Institut supérieur de formation à distance

M BAYO Mohamed Lamine
Directeur général Institut supérieur des sciences de l'éducation

Guinea-Bissau / Guinée-Bissau

M. DJASSI Mamadu Saliu
Directeur général de planification et évaluation de l'éducation

M. INDEQUE Geraldo
Directeur général de l'Enseignement

Mme DA SILVA BARBOSA Maria de Fatima
Directrice générale de l'Institut national du développement de l'éducation

M. GUERRERO Horas
Consultant ADPP

Haiti / Haïti

S.Exc. M. MANIGAT Nesmy
Ministre de l'Éducation nationale

Mme. LHÉRISSON LAMOTHE Farah-Martine
Conseillère du Ministre

M. LEVELT Joseph-Charles
Conseiller du Ministre

M. MERISIER Georges
Consultant

Mme GEORGES Magalie
Secrétaire Général a.i

M. DUVAL Frantz
Journaliste

Honduras

Ms MUNOZ TABORA Hilda Mercedes
Secretaria Permanente de la Comisión Hondureña por UNESCO

Ms MENJIVAR VIDES Gloria Udelfa
Directoria General de Servicios Estudiantiles

Hungary / Hongrie

Dr. MARUZSA Zoltan
Deputy Minister of State for Higher Education

India / Inde

H.E. Ms ZUBIN IRANI Smriti
Minister of Human Resource Development

Ms SARUP Vrinda
Secretary, Department of School Education and Literacy

H.E. Ms KAMBOJ Ruchira
Ambassador, Permanent Delegate to UNESCO

Ms S.PACHOURI Suparna
Director, Department of School, Education and Literacy

Mr RANJAN Rakesh
Joint Secretary (ICC), Ministry of Human Resource Development

Indonesia / Indonésie

H.E. Mr BASWEDAN Anies
Minister of Education and Culture

Ms YULAELOWATI Ella
Deputy Director General of Early Childhood, Non Formal and Informal Education, Ministry of Education and Culture

Ms RACHMAN Arief
Executive Chairman, Indonesian National Commission for UNESCO

H.E. Mr SOELAIMAN Fauzi
Ambassador/ Alternate Permanent Delegate

Ms GASIM Hasnah
National Coordinator of ASPnet of Indonesia

Ms ROMPIS Veronica
Second Secretary

Mr SETA Ananto Kusuma
*Bureau of Planning and International Cooperation,
Ministry of Education and Culture*

Mr NIZAM Nizam
*Director Center for Educational Assessment,
Ministry of Education and Culture*

Ms PANTJASTUTI Sri Renani
Director

Mr PRAPTONO Praptono
Head of Sub-directorate

Mr ADITYA Kreshna
Special Staff Office of the Minister of Education and Culture

Mr AMIN Mustaghfirin
Director

Mr AKBAR Winner Jihad
Head of TVE Programme Division, DTVE, MONE

Mr SIMANGUNSONG junus
Head of Curriculum Division, DTVE, MONE

Mr WARTANTO Wartanto
Director

Mr SURYANA Cecep
Secretary

Mr AFRIZAL Afrizal
Assistant of the Minister

Mr AMIYANTO Nurhadi
Head of the Educational Office

Iran (Islamic Republic of) / Iran (République islamique d')

H.E. Dr. FANI Aliasghar
Minister of Education

H.E. Mr BABALOO Khalilollah
Vice Minister of Education for International Affairs

H.E. Mr DEYMEHVAR Mohammad
Deputy Minister of Education for Primary Education

H.E. Mr TAHERIAN Hassan
Iranian Ambassador to the Republic of Korea

Mr FAYAZI Abdolvahid
Member of Parliament

Ms SHIMOHAMMADI Zahra
School Principal and the Minister's Spouse

Mr HAJILARI Ali
Senior Expert, Ministry of Foreign Affairs

Mr HOSSEINI Seyed Javad
D.G, Provincial Department of Education of Khorasan Razavi

Mr JAFAR Amir Hossein
Expert, Minister's Office

Mr SOLTANAHMADI Kazem
Cultural attaché, Iranian Embassy to the Republic of Korea

Iraq

H.E. Mr ABDULLA Pshtiwan
Minister of Education

Mr BAKZADA Amanj
Minister's office manager

Ms AL-LAMI Jameelah
Director

Ireland / Irlande

H.E. Ms O'DONOGHUE Aingeal
Ambassador of Ireland to the Republic of Korea

Mr TICHELMANN Thomas
*Assistant Principal Officer
Department of Foreign Affairs and Trade*

Japan / Japon

H.E. Mr MAEKAWA Kihei
Deputy Minister of Education, Culture, Sports, Science and Technology

Mr TAMURA Masami
Director, Global Issues Cooperation Division, Ministry of Foreign Affairs

Mr SATO Yoshiaki
Director for Overseas Cooperation, International Affairs Division, Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology

Mr MOTOMURA Hiroaki Deputy
Director, International Affairs Division, Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology

Mr NODA Akihiko
Assistant Director-General for International Affairs, Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology

Ms YOSHIHASHI Asuka
Economic Development Researcher, Global Issues Cooperation Division, Ministry of Foreign Affairs

Mr YOSHIDA Kazuhiro
Professor at Hiroshima University

Mr ISHIHARA Shinichi
Deputy Director General, Human Development Department, Japan International Cooperation Agency

Mr TANAKA Shinichiro
Senior Advisor (Education), Japan International Cooperation Agency

Mr SHINODA Satoshi
First Secretary, Embassy of Japan to the Republic of Korea

Jordan / Jordanie

H.E. Mr AL NAHAR Omar
Ambassador of Jordan to the Republic of Korea

Mr MASALMEH Emad
Deputy at Embassy of Jordan to the Republic of Korea

Dr AL-SHARA'H Nayel
Dean of the Faculty of Educational Sciences

Kenya

H.E. Prof. KAIMENYI Jacob
Minister of Education, Science and Technology

H.E. Mr GELLO Mohamed
Ambassador of Kenya to the Republic of Korea

H.E. Mr GODIA George
Ambassador and Permanent Delegate, Permanent Delegation of Kenya to UNESCO

Mr KIPSANG Belio
Principal Secretary

Mr KIMINZA Onesmus
Ag. Director Policy

Ms EKIRAPA Martha
EFA Desk Officer

Ms NJOKA Evangeline
Secretary General National Commission of Kenya for UNESCO

Mr SOO Victor
Senior Research Assistant, Permanent Delegation of Kenya to UNESCO

Mr ARAIGUA Francis
Personal Assistant to Cabinet Secretary

Hon. Ms CHEGE Sabina Wanjiru
Member of Parliament (MP), Chair of Education Committee of National Assembly

Hon. Mr. MAKENGA Richard Katemi
Member of Parliament (MP), Chair of Education Committee of National Assembly

Hon. Dr CHEBET Susan
Member of Parliament (MP), Chair of Education Committee of National Assembly

Mr MOHAMED Jimale
Secretariat, Education Committee of National Assembly

Dr MWIRIA Kilemi
Education Adviser to the Presidency

Ms AYISI Guadencia
Embassy of Kenya to the Republic of Korea

Kiribati

Hon Ms TEKANENE Maere
Minister of Education

Mr TOKATAAM Timoa
Deputy Secretary

Mr TAAWETIAT Ebatoki
Senior Education Officer

Ms TIOTI Eustelle
Executive Assistant

Kuwait / Koweït

H.E. Dr AL ESSA Bader
Minister of Education & Higher Education

Dr AL ZAABI Ali
Chairman of Sociology and Social Work
Department

Dr AL SEDERAWI Mana'a
Research Scientist KISR

Dr AL THAFEERI Wadha
Senior Statistical Specialist/Head of
Educational Development Unit

Ms AL QALLAF Athari
Administrative Coordinator

Mr AI AWADHI Anwar
Director of Education and Administrative
Office of the Minister

Kyrgyzstan / Kirghizistan

H.E. Ms OTUNBAYEVA Roza
Former President of the Kyrgyz Republic
Bishkek

H.E. Mr CHOTONOV Duishonkul
Ambassador of Kyrgyzstan to the
Republic of Korea

Mr MAMADALIEV Melis
Counsellor, Kyrgyzstan Republic Embassy
to the Republic of Korea

Lao People's Democratic Republic / République démocratique populaire lao

H.E. Ms LACHANTHABOUNE
Sengdeuane
Deputy Minister of Education and Sports

Mr MASOUVAHN Somboun
Secretary General

Mr DIDARAVONG Somkhanh
Deputy Director-General

Latvia / Lettonie

H.E. Ms PAPULE Evija
State Secretary for Education and Science

Ms MOLNIKA Baiba
Secretary General,
National Commission for UNESCO

Lebanon / Liban

M. YARAK Fadi
General Director

M. EL JAMAL Mohammad
Head of Beirut Regional Office

Mme KHOURY Sonia
Director of Orientation and Counselling

Lesotho

Hon. Dr PHAMOTSE Mahali
Honourable Minister of Education
and Training

Mr MAJARA Ratsiu
Chief Education Officer

Ms MONTSI Palesa Lilly
Secretary General

Liberia / Libéria

H.E. Mr NIMELY Anthony
Deputy Minister of Planning, Research
and Development

Mr COLEMAN Albert
Policy Advisor

Lithuania / Lituanie

Ms STRUMSKIENE Jurga
Director of International Cooperation and
European Integration Department

Mr NUMGAUDIS Dainius
Chancellor of the Ministry of Education
and Science

Macao, China / Macao, Chine

Mr WONG Kin Mou
Head of Department Education and
Youth Affairs Bureau of Macao (DSEJ)

Mr VONG Iat Hang
Head of Division Education and Youth
Affairs Bureau of Macao (DSEJ)

Mr TANG Wai Keong
Functional Chief Education and Youth
Affairs Bureau of Macao (DSEJ)

Mr WONG Kin Leung
Senior Officer Education and Youth
Affairs Bureau of Macao (DSEJ)

Madagascar

S.Exc. M. ANDRIANIAINA Paul Rabary
Ministre de l'Éducation nationale

S.Exc. Mme RASOZANANERA
Monique
Ministre de l'Enseignement supérieur

Mme RABOANARY Ranarison Hanta
Secrétaire Générale de la Commission
nationale de Madagascar pour
l'UNESCO

Mme RATSIMISSETRA Felamboahangy
Directrice du Patrimoine foncier et
des Infrastructures
Ministère de l'Éducation nationale

Mme RANDRIANARISON Hamintsoa
Prisca
Directeur de l'Encadrement et
de l'Inspection pédagogique de
l'Enseignement secondaire

M. RAVELONJANAHARY Arthur
Mananjaona
Directeur de l'Éducation préscolaire et de
l'Alphabétisation

M. RAHERIVOLOLONA Yves Dafy
Directeur des Affaires administratives
et financières

Malawi

Mr CHIMUZU BANDA Thokozile
Principal Secretary for Basic and
Secondary Education

Mr MUGHANDIRA Wathando
Principal Economist

Mr MULERA David
Assistant Executive Secretary

Malaysia / Malaisie

Rt. Hon. MOHD YASSIN Muhyiddin
Deputy Prime Minister, Minister of
Education

Mr ABDUL RASHID Raslan Haniff
Special Officer to the Minister of
Education

Dr MOHAMAD YUSOF Khair
Director General of Education

Dr MD. NOOR Amir
Director General, Department of College

Mr SULAIMAN Nazri
Director, Educational Planning and
Research Division (Higher Education)

Dr TENGKU ABDULLAH Azian
Director, Educational Planning and
Research Division (School Section)

Maldives

H.E. Mr NAZEER Abdulla
Minister of State for Education

Ms NAMZA Aminath
Head of foreign Relations

Mali

S.Exc. M. TALL Mountaga
Ministre de l'Enseignement supérieur et
de la recherche scientifique

M. DOUMBIA Baba Diabe
Conseiller Technique

Mme TOURE Sangare Coumba
Secrétaire Générale de la Commission
nationale pour l'UNESCO

Marshall Islands / Îles Marshall

Hon. Dr HEINE Hilda C.
Minister of Education

Ms HOSIA Kanchi
Acting Commissioner RMI Public Schools
System

Ms KONOU Evelyn
High School Principal RMI Public Schools
System

Mauritania / Mauritanie

Mme BA Fatimata
Directrice de Cabinet du Ministre de
l'Éducation Nationale

M. DIALLO Harouna
Chargé de mission

Mme CHEIKH Oumou Seleme
Directrice des S.P.C

M. SIDINE Abderrahmane
Directeur des Ressources pédagogiques
et Didactiques

Mauritius / Maurice

Hon. Dr DOOKUN-LUCHOOMUN
Leela Devi
Minister of Education and Human
Resources, Tertiary Education and
Scientific Research

Mr RAMLUGUN Ram Prakash
Supervising Officer

Dr TAHER Amode Khan
Chief Technical Officer

Mexico / Mexique

H.E. Mr TUIRAN GUTIERREZ Rodolfo
Viceministro de Educación Media Superior

Ms FRANCO REZA Susana
Consejera, Encargada del Sector Cultura y del Sector Educación

H.E. Mr MUÑOZ LEDO Porfirio Thierry
Embajador, Representante Permanente

H.E. Mr BERNAL RODRIGUEZ José Luis
Embajador de México en la República de Corea

Mr HERNANDEZ FRANCO Daniel
Coordinador Sectorial de Monitoreo y Desarrollo

Mr DIAZ DE LA TORRE Juan
President of Labor Teacher Union

Mr FRANCO HERNANDEZ Luz Mireya
Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación

Ms GOMEZ BANDA María Olivia
Asesora del Consejo General Sindical

Micronesia (Federated States of) / Micronésie (États fédérés de)

Mr VILLAZON Joseph
Director Pohnpei Department of Education

Dr WAGUK Tulensru
Director Kosrae Department of Education

Mr PARREN Vincent
Acting Director Yap Department of Education

Mr ENLET Graceful
Acting Director Chuuk Department of Education

Mr WEITAL Weison
Data Management Specialist

Mongolia / Mongolie

H.E Mr YADMAA Tumurbaatar
Vice-Minister of Education

Mr YADAV Chitrallekha
Director of Strategic Policy

Mr KHUJUU Tamir
Director of Academic Affairs

Mr GANBOLD Azzaya
Director Education Evaluation Center

Mr ENKHTAIVAN Enkhpurev
Director of Institute of Education

Mr BAATARTSOL Enkhbayar
Officer, External Cooperation Division

Ms CHULTEMJAMTS Enkhbayar

H.E. Mr BAASANJAV Ganbold
Ambassador of Mongolia to the Republic of Korea

Morocco / Maroc

S.Exc. M. CHRAIBI Mohammed
Ambassador of Morocco to the Republic of Korea

M. RHAZOUI Lhoucine
Deputy Head of Mission of the Moroccan Embassy to the Republic of Korea

M. LAMAACKEL Rachid
Chef de Division de Suivi des Plans de scolarisation

Mozambique

H.E. Mr FERRAO Luis
Minister of Education and Human Development

H.E. Mr HUGO Leda
Vice-Minister of Science and Technology and Higher Education

Mr REGO Manuel
Director of Planning and Cooperation

Ms BILA Elia
Secretary General

Mr MAGANLAL Kauxique
Minister Advisor

Myanmar

H.E. Dr Ms YEE Khine San
Minister of Education

Dr Mr MYE Khin
Director-General of Myanmar Education Research Bureau

Ms SOE Lwin Lwin
Secretary General

Dr Mr AUNG Min
Pro-Rector of Applied Geology Department

Namibia / Namibie

H.E. Ms HANSE-HIMARWA Katrina
Minister of Education, Arts and Culture

H.E. Ms HITETE Frieda Nangula
Ambassador

Mr VAN KENT Alfred
Deputy Permanent Secretary

Mr SHIVUTE Mocks
Executive Director

Ms AMUKANA Hileni Mushisheni
Chief Inspector of Education

Mr NGATJIZEKO Beans
Director, Adult Education Life Long Learning

Mr APRIL Roderick
Director, Adult Education Life Long Learning

Mr AMPORO Samuel Felix
First Secretary

Nauru

The Hon. SCOTTY Chairmaine
Minister for Education/Home Affairs/Land Management

Mr TAUMEA Rozalio
Principal of Nauru College

Nepal / Népal

H.E. Ms YADAV Chitrallekha
Minister of Education

Mr SHARMA Deepak
Under Secretary, Ministry of Education

Dr YADAV Srikrishna
Member, Nepal National Commission

Mr RAJA RAM Bartaula
Counselor, Embassy of Nepal to the Republic of Korea

Mr RIMAL Dilli Ram
Director general

Dr. SINHA Kamleshwar Kumar
Deputy Secretary General, Nepal National Commission for UNESCO

Netherlands / Pays-Bas

Mr SIEBES Ronald
Head Education and Research Division

New Zealand / Nouvelle-Zélande

H.E. Mrs FEARNLEY Clare
Ambassador of New Zealand to the Republic of Korea

Ms LEE Onnuri
Education Counsellor

Nicaragua

Mr DE CASTILLA Miguel
Ministro Asesor del Presidente en Educación y Cultura

H.E. ARNESTO José Ramon
Ambassador of Nicaragua to the Republic of Korea

Niger

S.Exc. Mme ELHADJ IBRAHIM Ali Mariam
Ministre de l'Enseignement Primaire

M. IDI Manou
Secrétaire général des Enseignements Professionnel et Technique

M. YACOUBA Ahmed
Directeur de l'Enseignement Supérieur Public

M. NAMATA Issa
Secrétaire exécutif de la Commission nationale pour l'UNESCO

M. GALY Abdoukader
Directeur général, Institut de formation en alphabétisation et éducation

M. MALAM MOUSSA Laouali
Conseiller technique

M. ILLIASS Alhousseini
President Coalition ASO-EPT-Niger

Nigeria

H.E. Ms KATAGUM Mariam Yalwaji
Ambassador/Permanent Delegate Permanent Delegation of Nigeria to UNESCO

Ms OMOTOWA Elizabeth E.
*Director, Department of Planning,
Research and Development*

Dr. DIKKO Suleiman
*Executive Secretary Universal Basic
Education Commission, Nigeria*

Mr KEHINDE Ayotunde Adewale
Senior Counselor

*Permanent Delegation of Nigeria to
UNESCO*

Prof. ADERINOYE Rashid
*Executive Secretary, National Mass
Education Commission, Nigeria*

Mr MAIYAKI Christopher J.
*Director, Special Duties, National
Universities Commission, Nigeria*

Mr EBIPADOR John-Anthony
*Embassy of Nigeria to the Republic of
Korea*

Niue / Nioué

Ms JACOBSEN O'Love
High Commissioner to New Zealand

Ms MORRIS-TAFATU Cherie
*Assistant Director at Ministry of Social
Services*

Norway / Norvège

H.E. Mr HAUGSTAD Bjorn
*State Secretary for Education and
Research,
Ministry of Education and Research*

H.E. Mr BRAUTASET Tarald O.
*Special Representative for Education,
Ministry of Foreign Affairs*

Mr HEDER Eivind
*Director General
Ministry of Foreign Affairs*

Mr VEDELER Dankert
*Deputy Director General
Ministry of Foreign Affairs*

Mr BALL Thomas Lid
*Senior Advisor
Ministry of Foreign Affairs*

Ms ULVERUD Gry Hoeg
Deputy Permanent Delegate to UNESCO

Ms DAMHAUG Marianne
*Embassy of Norway to the Republic of
Korea*

Mr SEIM Olav
*Director
Ministry of Foreign Affairs*

Ms FOSEN Gerd Hanne
*Senior Adviser
NORAD*

Oman

H.E. Ms Al MOOSA Samira
*Permanent Delegate of Oman,
Permanent Delegation of Oman to
UNESCO*

H.E. Mr AL HARTY Mohamed
*Ambassador of Oman to the Republic of
Korea*

Mr AL YAQOUBI Mohamed
*Secretary General, Omani National
Commission for Education, Culture and
Science*

Mr AL HARTY Bader
*Director, Department of Education –
Omani National Commission*

Palestine

H.E. Ms SHAKHSHEER Khawla
*Minister of Education and Higher
Education*

Ms FAHROUD Nidaa'
Advisor of Minister of Higher Education

Pakistan

H.E. Mr BALIGH-UR-REHMAN
Muhammad
Minister of State for Education

Dr. BAKHSH MALIK Allah
Additional Secretary

Mr AHMAD Ashfaq
Director to Minister for Education

Mr FARID Adnan
Member of the Provincial Assembly

Panama

Excmo. Sr. STAFF Carlos
Viceministro de Educación

Ms PINZON Liza
*Director of International Cooperation
and National Commission of Panama for
UNESCO*

Mr ESBRI Miguel Angel
*Executive Secretary for Economic Affairs
and Competitiveness*

Ms BUSTAMANTE DE AVILES
Migdalia
*Dean, Education Department, University
of Panama*

Mr LAU CORTES Enrique
*Director, University Planning and
Evaluation, University of Panama*

Ms ATHANASADIS Athenas
Congresswoman

Mr RIOS Juan Miguel
*Asamblea de Diputados de Panama
(Congressman)*

Mr DE LA CRUZ Octavio
Secretario de Competitividad y Logistica

Mrs GARCES Gina
Professor, Director of Evaluation

Paraguay

Excma. Sra. Da. LAFUENTE Marta
Ministra de Educación y Cultura

Ms WEISS DE BOGARIN Andrea
*Directora General de Relaciones
Internacionales y Enlaces
Interinstitucionales*

H.E. Ms GARCIA Perla
*Embajador de Paraguay en la Republica
de Corea*

Peru / Pérou

Excmo. Sr. SAAVEDRA CHANDUVI
Jaime
Minister of Education

H.E. Mr RODRIGUEZ CUADROS Jose
Manuel
*Ambassador, Permanent Delegation of
Peru to UNESCO*

H.E. Mr POMAREDA MONTENEGRO
Jaime Antonio
*Ambassador of Peru to the Republic of
Korea*

Mr VALENCIA-DONGO QUINTANILLA
Felipe
Advisor

Mr CASTAÑEDA GARAYCOCHEA
Eduardo Fernando
*Conseiller auprès de l'Ambassade du
Pérou en Corée*

Philippines

Mr MATEO Jesus L.
Assistant Secretary

Mr UY Elvin Ivan
*Assistant Secretary, Department of
Education*

Mr MARQUEZ Jerome Arnold Janssen
*Executive Director at Catholic Mission
Foundation, Inc.*

Mr WALPOLE Pedro
*Executive Director Apu Palamguwan
Cultural Education Center*

Ms BINUYA Pilar Melizza Presina T.
*Desk Officer
Office of United Nations and
International Organizations*

Ms MIRALAO Virginia A.
*Secretary General, National Commission
for UNESCO*

Mr UBAC Rex Jr
Programme Officer for Education

Rev. Mr BEN BELTRAN Benigno
*Program Coordinator International
Theatre Institute*

Ms BARRIENTOS Lindsay A.
Deputy Executive Director

Ms JETOMO Ruby Chandra J.
Executive Assistant

Poland / Pologne

H.E. Mr MAJKA Krzysztof
*Ambassador of Poland to the Republic
of Korea*

Ms WASIEWSKA Joanna
Second Secretary

Qatar

H.E. Dr. AL-HAMMADI Mohamed
*Minister of Education and Higher
Education*

Dr. AL-SULAITI Hamda
Secretary General of Qatari National Committee for Education, Culture and Science

Ms AL-MOHANNADI Maryam
Policies Analysis Specialist

Mr AL-DEHAIMI Mohamed Abdulla
Embassy of State of Qatar to the Republic of Korea

Mr AL-MOFTAH Jassim Mofteh
2nd Secretary at Embassy of State of Qatar to the Republic of Korea

Ms AL-OBAIDAN Aina
Administrative Consultant

Mr MARAFI Ali
Assistant Director of International Education Affairs

Mr AL-MAZROEI khalil
1st Public Relations Officer

Mr ALBUHADDOD Ali
Assistant Director of the Office of the Minister for Public Relations

Republic of Moldova / République de Moldova

H.E. Mr GROSU Igor
Deputy Minister of Education

Republic of Korea / République de Corée

H.E. Ms PARK Geun-hye
President of the Republic of Korea

H.E. Mr HWANG Woo-Yea
Deputy Prime Minister of the Republic of Korea and Minister of Education

H.E. Mr YUN Byung-se
Minister of Foreign Affairs

H.E. Ms KIM Heejung
Minister of Gender Equality and Family

Mr PARK Namchun
Parliamentarian

Mr PARK Changsik
Parliamentarian

Mr SEO Yong Gyo
Parliamentarian

Mr SHIN Hakyong
Parliamentarian

Mr YOUN Kwansuk
Parliamentarian

Mr YUN Jae Ok
Parliamentarian

H.E. Mr GIM Chaechun
Vice Minister, Ministry of Education

Mr YOO Jeong-bok
Mayor, Incheon Metropolitan city

Mr NO Kyung Soo
Chair, Incheon Metropolitan City Council

Mr CHO Heeyeon
Superintendent, Seoul Metropolitan Office of Education

Mr WOO Tongki
Superintendent, Daegu Metropolitan Office of Education

Mr LEE Cheongyeon
Superintendent, Incheon Metropolitan city office of Education

Mr JANG Hui-Guk
Superintendent, Gwangju Metropolitan Office of Education

Mr KIM Bok-Man
Superintendent, Ulsan Metropolitan Office of Education

Mr CHANG Manchai
Superintendent, Jeonllanamdo Office of Education

Mr LEE Young-Woo
Superintendent, Gyeongsangbuk-do Office of Education

Mr JO Myung-woo
Vice Mayor for Administrative Affairs, Incheon Metropolitan city

Mr KIM Kwanbok
Deputy Minister, Office of Planning and Coordination, Ministry of Education

Mr KIM Dongwon
Deputy Minister, School Policy Office

Mr HAN Suksu
Deputy Minister, University Policy Office

Mr PARK Baeg Bum
Vice Superintendent, Seoul Metropolitan Office of Education

Mr PARK Yoong Soo
Vice Superintendent, Incheon Metropolitan Office of Education

H.E. Mr LEE Byung-hyun
Ambassador and Permanent Delegate, of the Republic of Korea to UNESCO

Mr KIM Yonghi
Secretary General, National Election Commission

Mr KEE Younghwa
President, National Institute for Lifelong Education

Mr WOO Namhee
President, Korea Institute of Child Care and Education

Mr BAEK Sun Geun
President, Korean Educational Development Institute

Mr LEE Yong-Soon
President, Korea Research Institute for Vocational Education & Training

Mr LIM Sungbin
President, Korea Education and Research Information Service

Mr KIM Yongsoo
President, Korea Institute for Curriculum and Evaluation

Mr KIM Young-mok
President, Korea International Cooperation Agency (KOICA)

Mr CHOI Yongdeok
President, Incheon Metropolitan City Council

Mr KWAK Byong-Sun
Chairman, Korea Student Aid Foundation

Mr KIM Seung-hwan
President, Korea Foundation for the Advancement of Science & Creativity

Mr JI Yongteak
Saeul Foundation of Culture

Mr Ki Oh Jeong
Professor, Korea National University of Education

Mr HONG Eun-Pyo
Professor, Sangmyung University

Mr JIN Dongseop
President, Korean Educational Research Association

Mr IHM Chonsun
President, Korea Higher Education Association

Mr MIN Dongseok
Secretary-General, National Commission of Korea for UNESCO

Mr KIM Young-gil
Chairman, The United Nations Academic Impact Korea

Mr KIM Steve J (Sung Jin KIM)
CEO, i-KAIST

Mr CHOI Yu Kang
CEO, Dream Touch for All

Mr KIM Si-Ho
General Manager, Korea Electric Power Corporation

Mr SUN Seung Gi
General Manager, NongHyup Financial Group

Ms Minkyong KIM
Head Teacher, Incheon Cheongryang Elementary School

Mr KWAK Byoungnam
Teacher, Yeongdong Elementary School

Mr HWANG Hyokyung
Teacher, Haksan Girl's Middle School

Ms KIM Hyekyoung
Teacher, Incheon International High School

Ms SHIN Young Ok
Teacher, Seoul Shinyongsan Elementary School

Mr BU Gu-Wuck
Chairman, Korean Council for University Education

Mr LEE Seung Woo
Chairman, Korea Council for University College Education

Mr CHOI Hyunkyo
Chairman, Korea Association of Private School Foundation

Ms LEE Gil Ya
President, Gachon University

Mr Lee Jaihee
President, Gyeongin National University of Education

Mr CHOI Sung-eul
President, Incheon National University

Mr LEE Gi Woo
President, Incheon JEL University

Ms CHOE Soonja
President, Inha University

Mr KIM In Chul
President, Hankuk University of Foreign Studies

Mr YEOM Jaeho
President, Korea University

Mr KIM Young Do
President, Dong-Eui Institute of Technology

Mr KIM Kiseok
Professor, Seoul National University

Mr KIM Youngok
Professor, Chonnam National University

Mr KIM Daehyun
Professor, Pusan National University

Mr KANG Sungbo
Professor, Korea University

Mr KIM Boo Yuel
Professor, KDI School

Mr CHUNG Bong Gun
Professor, Seoul National University

Mr KWAK Jae-sung
Professor, Kyung Hee University

Romania / Roumanie

H.E. Mr CÎMPEANU Sorin Mihai
Minister of Education and Scientific Research

H.E. Mr PARASCHIV Gigel
Secretary of State for Higher Education

H.E. Ms PREOTEASA Liliana
Undersecretary of State for School Education

Ms DOBRE Paraschiva
Director for International Relations and European Affairs

Ms ȚIU Veronica
Personal adviser to the Minister

Russian Federation / Fédération de Russie

H.E. Ms TRETYAK Natalia
First Deputy Minister of Education and Science

Mr BILALITDINOV Amir
Deputy Secretary-General National Commission of the Russian Federation for UNESCO, Ministry of Foreign Affairs

Mr ZHELEZOV Boris
Deputy Director of the International Department of the Ministry of Education and Science

Ms GAVERDOVSKAYA Ksenia
Expert in Education, National Commission of the Russian Federation for UNESCO, Ministry of Foreign Affairs

Mr FILIPPOV Vladimir
Rector Peoples' Friendship University of Russia

Rwanda

H.E. Prof. LWAKABAMBA Silas
Minister of Education

H.E. Ms ISUMBIGABO Emma-Francoise
Ambassador of Rwanda to the Republic of Korea

Ms MUKARIYANGA Solange
Director General of Education Planning

Mr MUVUNYI Emmanuel
Deputy Director General in Charge of Examination and Accreditation

Dr. BAGUMA Abdallah
Ag. Director of Academic Quality

Mr GASANA Janvier Ismael
Director General of Rwanda Education Board

Mr UWIZEYE Michael
First Secretary

Ms CHUN Hae Keyung
Executive Assistant to the Ambassador

Saint Kitts and Nevis / Saint-Kitts-et-Nevis

The Hon RICHARDS Shawn K.
Deputy Prime Minister and Minister of Education, Youth, Sports and Culture

H.E. Mr DOYLE David
Permanent Delegate to UNESCO

Saint-Lucia / Sainte-Lucie

The Hon Mr LEWIS Robert
Minister of Education, HRD and Labour

Ms BRATHWAITE Esther
Permanent Secretary

Mr EDWARD Marcus
Chief Education Officer

Samoa

H.E. Ms MAGELE Magele Mauiliu
Minister of Education, Sports & Culture

Mr AIAFI Tanielu
Chief Executive Officer

Sao Tome and Principe / Sao Tomé-et-Principe

S.Exc. Mr DA SILVA E SOUSA DAIO Olinto
Ministre de l'Éducation, Culture et Science

Mme VERA CRUZ Ana Maria
Coordinatrice de l'Éducation pour Tous

M. FREITAS SOARES DOS RAMOS Fernando
Cooperation

Mme BARROS DOS SANTOS VARELA Ana Maria
Directrice de l'Éducation de base

Saudi Arabia / Arabie saoudite

H.E. Mr ALBARRAK Abdul Alrahman
Deputy Minister for Education

H.E. Dr ALDREES Ziad
Ambassador, Permanent Delegate to UNESCO

Mr ALGHAMEDI Mohammad
UNESCO representative

Mr ALGHAMDI Gharmallah
Secretary General for National Committee

Dr AL-ALMAEY Ali
Director General of Planning & Policy

Dr ALOSAIMI Mansour
Educational Consultant, Delegation of Saudi Arabia

Mr ALSUKER Foziah
Director General of Adult Education

Mr ALDEBAS Husah
Director General of Early Childhood Education

Dr ALGHAYADH Rashid
Deputy of Minister for Planning and Development

Mr ALMUTAIRI Fahad
Chargé d'Affaires

Mr ALGAFFIS Khaled
Second Secretary

Senegal / Sénégal

S.Exc. M. THIAM Serigne Mbaye
Ministre de l'Éducation Nationale

S.Exc. M. TOURE Youssou
Secrétaire d'État à l'Alphabétisation

S.Exc. Mme GUEYE Mame Fatim
Députée Permanente auprès de l'UNESCO

S.Exc. M. NDIAYE Mamadou
Ambassadeur en République de Corée

M. DIOUF Djibril N'diaye
Directeur de la Planification et de la Réforme de l'Éducation

M. NDOYE Moussa
Premier Conseiller de l'Ambassade du Sénégal en République de Corée

Serbia / Serbie

H.E. Mr VERBIC Srdjan
Minister of Education, Science and Technological Development

Ms MILANOVIC Mirjana
Head of Group for Adult Education

Seychelles

Ms DELCY Merida
Principal Secretary-Early Childhood, Primary and Secondary Schools

Ms DE COMMARMOND Odile
Director General, Centre for
Curriculum / Assessment / Teacher
Support

Sierra Leone

H.E. Dr BAH Minkailu
Minister of Education, Science and
Technology

Singapore / Singapour

Ms YU Stella
Senior Officer, International Relations

Slovakia / Slovaquie

H.E. Mr LAJCIK Milan
Ambassador of Slovakia to the Republic
of Korea

Mr Maxian Robert
Deputy Head of Mission of Embassy to
the Republic of Korea

Solomon Islands / Îles Salomon

Hon. Dr SIKUA Derek
Minister of Education / Chair SI
National Commission for UNESCO

Dr RODIE Franco
Permanent Secretary SI National
Commission for UNESCO

Ms BAKOLO Christina Victoria
Victoria Secretary SI National
Commission for UNESCO

Ms NASI Constance Havi
Undersecretary National Education
Services

Hon. Mr GIRO Nestor
Member of Parliament

Mr FAKANI Silas
Logistics and Liaison Officer

South Africa / Afrique du Sud

H.E. Mr NZIMANDE Bonginkosi
Emmanuel
Minister of Higher Education and
Training

H.E. Mr SURTY Mohamed Enver
Deputy Minister, MP

Mr PAMPALLIS John
Minister's Special Advisor

Ms VUKUZA-LINDA Nolitha
Higher Education and Training
Representative to UNESCO (Attaché)

Mr JEPPIE Ghaleeb
Chief Director-International Relations

Ms MNCWABE Sibongile
Acting Chief of Staff

Ms NARSEE Hersheela
Director for Research Coordination
Monitoring and evaluation

Mr MACIKAMA Mvuyisi
Chief Director for National Skills Funds

Mr ZUNGU Richard
Director for Security Management

Ms VAN WYK Carmen Charmaine
Deputy Director, Parliamentary Officer

Mr MOLEPO Legohu George
Education, Communication Sector
Coordinator National Commission

South Sudan / Soudan du Sud

H.E. Dr YOH John
Minister of Education

Mr LOTYAM Michael
Under Secretary General Education
Services, Ministry of Education

Mr DENG Bol
Undersecretary Higher Education,
Ministry of Education

Mr STEVEN George
Director, Ministry of Education

Mr WIW Stephen
Executive director, Ministry of Education

H.E. Dr DENG Francis
Ambassador, Permanent Representative
to the UN

H.E. Mr AKON Andrew
Ambassador, Permanent Representative
to UNESCO

H.E. MALUAL Akuei
Ambassador, Permanent Representative
to AU

Spain / Espagne

Mr GUTIÉRREZ SOTO Francisco
Jefe de Educación (Ministerio de Asuntos
Exteriores y de Cooperación)

Ms RODRIGUEZ ARTEAGA Carmen
Jefe de servicio educación

Sri Lanka

Mr PREMATHIAKE Hemantha
Udayakumara
Additional Secretary of Education
Quality Development

Ms WITHANAGE Badra Padmakanthi
Director of Education

Ms WIJAYASINGHE Samaramannage
Lalani Dhammika Kumari
Secretary General, National Commission
of Sri Lanka for UNESCO

Mr HEWAVITHANA Tissa
Commissioner General

H.E. Ms WIJEARTNE Tissa
Ambassador

Ms KUMARASIRI Theshantha
First Secretary

Ms OH Song
Interpreter

Sudan / Soudan

H.E. Ms ABDELRAZIG Souad
Minister of Education

H.E. Mr WALI Nasreldin
Ambassador, Permanent Delegate

Mr NOUREDDIN Abdulgadir
Secretary General, National Commission
of Sudan for UNESCO

Mr ABDELHADI Mohammed Elbashir
Professor

Mr EIJAZOULY Hamid
Undersecretary, Deputy permanent
Delegate

Mr BADRI Atifa
Education for all Coordinator

Mr ABDELBAGI Azari
Undersecretary

Mr ELHAG Omer
Ministry of Finance

H.E. Mr HAYDOOB Elraih
Ambassador of Sudan to the Republic of
Korea

H.E. Mr ABDELAAL Mohamed
Ambassador

Mr ELDEI ALI Mohamed
Councillor

Mr BAYOUME Ahmed
Councillor

Swaziland

Hon. Mr MAGALULA Phineas
Minister of Education and Training

Mr MTSHALI-DLAMINI Sibongile
Director of Education

Ms ZUNGU Hazel
Secretary General

Mr SHONGWE Nonhlanhla
Senior Planning officer / EFA Coordinator

Sweden / Suède

Mr MAGNUSSON Per
Deputy Director National Commission of
Sweden for UNESCO

H.E. Mr DANIELSSON Lars Gunnar
Swedish Ambassador to the Republic of
Korea

Mr ARVIDSSON HYVING Stellan
Senior Policy Specialist

Ms BACKTEMAN Linda Anna Kristina
Counsellor

Switzerland / Suisse

Mme NICOD Chantal
Chef Division Afrique de l'Ouest DDC

M. HAUSER Benedikt
Chef suppléant Projets Internationaux en
Formation

Mme LIECHTHI Valérie
Conseillère Politique en Éducation

Mme BRUNING Marie
Chargée de Programme en Éducation

Mme BLANK Léa
Coordinatrice de Programmes

M. AKKARI Abdeljalil
Membre Commission Suisse pour
l'UNESCO

M. SCHLAFLI André
Membre du Comité Réseau Suisse
Education et Coopération Internationale

Tajikistan / Tadjikistan

H.E. Mr MIRBOBOYEV Rakhmatullo
First deputy Minister of Education

Thailand / Thaïlande

Ms TATIYAKAVEE Kamjorn
Permanent Secretary

Ms AMATAVIVAT Duriya
Director, Bureau of International Cooperation

Ms NAMFA Benjalug
Special Expert in Learning Process Development

Mrs PONGUDOM Ratchanin
Foreign Relations Officer

Mr OWATCHAIYAPONG Nongnuch
Policy and Planning Analyst

Mrs WONGPRASONG Thantida
International Affairs Officer

Mr KOCHASENA Prapanrat
Program Coordinator

Ms SUWANSIRI Wongduan
Educational Officer

Ms WONGPRAMOTE Ruangrat
Director, Foreign Cooperation Policy Bureau

Ms KRITSADAJINDARUNG Patcharapan
Educator, Professional level

The former Yugoslav Republic of Macedonia / ex-République yougoslave de Macédoine

Mr TUSHI Bardhyl
State Advisor for Ministry of Education

Ms DUKOVSKA-ATOV Olga
Advisor at the Ministry of Education and Science

Timor-Leste

H.E. Mr XIMENES Abel
Vice-Minister of Education

Mr SALEM Albano
General Director of Secondary and Technical-Vocational Education

Mr RAIMUNDO David
Advisor for the Vice-Minister of Education

Mr MARQUES RICARDO Francisco
Journalist

Ms SANTOS Elda
Chargé d'Affaires

Togo

S.Exc. M. BROOHM Octave Nicoué K.
Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

S.Exc. M. MAGANAWÉ Yao Florent
Ministre des Enseignements Primaire et Secondaire

M. AGBOH Koffi Michel
Administrateur Civil à la Commission Nationale

M. KUDJO Ayayi A.
Secrétaire Général

Mme GAMETI Ama Dzifa
Directrice de Cabinet

Tonga

Mr TAUNISILA Ponepate
Deputy Chief Executive Officer (Quality Assurance) & National EFA Coordinator

Tunisia / Tunisie

S.Exc. M. ALI NAFTI Mohamed
Ambassador of Tunisia to the Republic of Korea

Mme BEN ZOUBAIEF Rouissi
First Secretary, Embassy of Tunisia to the Republic of Korea

Turkey / Turquie

Mr YEDIYILDIZ Yusuf Ziya
Director General

Prof. BOYACI Adnan
President of the Education Committee UNESCO

Tuvalu

The Hon Mr MAANI Fauoa
Minister of Education, Youth and Sports

Mr IONA Talavai
Permanent Secretary & Chief Executive Officer

Ms TALOKA Katalina Pasiale
Director of Education

Mr TINILAU Tofiga
Program Officer, Tuvalu National Commission for UNESCO

Uganda / Ouganda

H.E. Ms ALUPO EPEL Jessica Rose
Minister of Education, Science, Technology and Sports

Ms OMARE OKURUT Augustine
Secretary General, National Commission of Uganda for UNESCO

Mr DHATEMWA Arnold Godfrey
Commissioner Education Planning and policy Analysis, Ministry of Education

Mr WAMANI BAGAMBA Godfrey
Personal assistant, Ministry of Education

Ms AGOI Rosie
Assistant Secretary General, National Commission

Ms NSEREKO NANSASI Magaret
Commissioner, Teacher Instructor, Education Training

Ms BIRUNGI MAYANJA Teopista
Deputy Director of Education Services

Mr KWEMARA NGABO William
Vice Chairperson of Education and Sports Committee, Parliament of Uganda

United Arab Emirates / Émirats arabes unis

H.E. AL HAMMADI Hussain Ibrahim
Minister of Education

H.E. AL KOOS Amal
Under Secretary Assistant, Secretary General, National Commission of United Arab Emirates for UNESCO

H.E. AL DHAHERI Hamad
Executive Director Abu Dhabi Education Council

Ms AL MUTAIWEI Mahra
Regional Center for Education Planning

H.E. ALNEAIMI Abdulla Mussabah
Educational Advisor

Mr TAMIM Mohammad
Manager, Ministry of Education

Ms ALHULA Alya
Supervisor Science Laboratory

Dr. AL SHAMSI Abdullatif
Vice-chancellor, Higher College of Technology

Mr BAMADHAF Saif
Chief Technology Officer

Dr. ODHABI Hamad
Executive Dean

Mr AL MANSOORI Ali
Director of External relations

United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland / Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Ms FRENCH Anna
Head, Education Policy Team, DFID

Mr BARNETT Ed
Education Adviser, Education Policy Team, DFID

Dr HINTON Rachel
Head, Education Research Team, DFID

Dr SAVAGE Laura
Education Adviser, Education Research Team, DFID

Mr BROWN Donal
Director and Head, Global Funds Department, DFID

Ms SARCH Terri
Deputy Head, Global Funds Department, DFID

Ms WOOD Grace
Deputy Programme Manager, Global Funds Department, DFID

H.E. Mr HAY Charles
Ambassador to the Republic of Korea

United Republic of Tanzania / République-Unie de Tanzanie

H.E. Dr. KAWAMBWA Shukuru
Minister for Education and Vocational Training

Prof. MCHOME Sifuni E.
Permanent Secretary

Mr SAGINI Jumanne A.
Permanent Secretary

Mr ABDULLAH Abdullah Mzee
*Deputy Permanent Secretary of the
Ministry of Education and Vocational
Training Zanzibar*

Ms BHALALUSESA Eustella
Commissioner for Education

Prof. MGAYA Yunus
*Executive Secretary, Tanzania
Commission for Universities*

Dr. NKWERA Primus
*Executive Secretary, National Council for
Technical Education*

Mr NYATEGA Georges
*Executive Director of Higher Education
Loans Board*

Mr ISRAEL-KILASI Alfred
Private Secretary to the Minister

Mr LAURENT Joel Deogratius
Director of Tanzania Education Authority

Mr MHANDHO Martin Samwel
Assistant to Permanent Secretary

Mr MLIGO Pius Laurent
Senior Education Officer

United States of America / États-Unis d'Amérique

Ms MCLAUGHLIN Maureen
*Director International Affairs, Office of
the Secretary*

Ms BLONDER Lisa
*Senior Education Officer – Co-Chair
U.S. Post-2015 Working Group*

Mr NORTH Charles
Deputy Assistant Administrator USAID

Ms DE MARCKEN Natasha
Director of Education USAID

Ms BENDER Penelope
Senior Technical Officer USAID

Mr LEONARD JR. Joe
Assistant Secretary for Civil Rights

Ms SEMAAN Jillian
Senior Advisor

Ms KEARNEY Emily
Education Officer Research

Ms VAVARKA Christine
*Team Lead, Co-chair U.S Post-2015
Working Group*

Mr COLLINS Patrick
Senior Education Advisor USAID

Ms HAWLEY Margaret
Embassy Cultural Attaché

Ms KIM Su Nam
*Director of American Center Korea
(ACK), U.S. Embassy to the Republic of
Korea*

Ms LEE Jin Young
*Public Affairs staff, U.S. Embassy to the
Republic of Korea*

Ms HONG Suyean
*Public Affairs staff, U.S. Embassy to the
Republic of Korea*

Uruguay

H.E. Mr FILGUEIRA Fernando
Vice-Minister of Education and Culture

Uzbekistan / Ouzbékistan

Mr YULDASHEV Maksudjan
Rector (Head) of the Central Institute

Venezuela (Bolivarian Republic of) / Venezuela (République bolivarienne du)

Excmo. Sr. GONZALEZ Humberto
Viceministro de Educación Media

Sr. BONILLA MOLINA Luis Francisco
*Presidente Sociedad Venezolana de
Educación Comparada*

Sr. PENALVER Luis
*Director General de Desarrollo
Académico del Ministerio del Poder
Popular*

Viet Nam

H.E. Mr NGUYEN Vinh Hien
Vice Minister of Education and Training

Mr LE Trong Hung
*Deputy Director General, Department of
Science, Technology and Environment*

Mr TRAN Huong Ly
*Officer at Department of International
Cooperation*

Mr NGUYEN Thi Bao Lan
*Education Team Officer Vietnam
National Commission for UNESCO*

Yemen / Yémen

H.E. Dr. AL-HAMEDI Abdullah Abdo
Saeed
Vice-Minister of Education

Zambia / Zambie

Hon. Mr MABUMBA David
Deputy Minister of Education

Mr MGEMEZULU Owen
Director, Planning and Information

Ms CHILONGA Nondo
*Chief Programmes Officer National
Commission of Zambia for UNESCO*

Mr MUTALE Lancelot
Principal Planning Officer

Mr CHILUFYA James
Chief Curriculum Specialist

Mrs MANYONGA Grace B.
Executive Director Zanec

Ms MWALE Elly
*Director Peri-urban & Rural Women
Entrepreneurship Development*

Mr MAKALA Andrew
Director Public & Internal Relations

Mr BUBALA Newman
*Secretary-General of the Zambia
National Union of Teachers (ZNUT)*

Zimbabwe

H.E. Mr MUCHINGURI Oppah Charm
Zvipange

*Minister of Higher and Tertiary
Education, Science and Technology
Development*

H.E. Mr DOKORA Lazarus
*Minister of Primary and Secondary
Education*

Ms UTETE-MASANGO Sylvia Janet
Permanent Secretary

Mr SISIMAYI Rogers
Principal Director

Mr MARUME Sebastain
Director

Mr MAPURANGA Machivenyika
Tobias
Permanent Secretary

Mr MUTINHIMA George
Minister's Aide

Saint-Siege

S.Exc. Mgr. PADILLA Osvaldo
Nonce apostolique en Corée

Rév. Père CHOI JUN-GUI Michael
*Professeur de Pédagogie à l'Université
catholique d'Incheon*

INTERNATIONAL INTERGOVERNMENTAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES

United Nations / Nations Unies

Mr BAN Ki-moon
UN Secretary General

Ms MOHAMMED Amina J.
*UN Secretary General's Special Advisor
on Post-2015 Development Planning*

H.E. Mr OH Joon
*Permanent Representative of the Republic
of Korea to the United Nations*

Mr SACHS Jeffrey
*Director, Earth Institute, Columbia
University and Special Advisor to the UN
Secretary-General*

UN AGENCIES / INSTITUTIONS DES NATIONS UNIES

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization / Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Ms BOKOVA Irina
Director-General

Mr TANG Qian
Assistant Director-General for Education

Ms NDONG JATTA Ann Therese
Director, UNESCO Dakar Office

Mr KIM Gwang Jo
Director, UNESCO Bangkok Office

Mr SEQUEIRA Jorge
Director, UNESCO Santiago Office

Mr AL HAMMAMI Hamed
Director, UNESCO Beirut Office

Mr ATCHOARENA David
Director, Division for Policies and Lifelong Learning Systems

Ms CHOI Soo
Director for Teaching, Learning and Content

Mr BENAVIDES Aaron
Director, Education for All Global Monitoring Report

Mr CARLSEN Arne
Director, UNESCO Institute for Lifelong Learning

Ms GRANT LEWIS Suzanne
Director, UNESCO International Institute for Educational Planning

Ms MAROPE Mmantseta
Director, UNESCO International Bureau of Education

Ms MONTOYA Silvia
Director, UNESCO Institute for Statistics

Ms CORAT Saniye Gülser
Director, Division for Gender Equality

Mr FORD Neil
Director, Division of Public Information

Mr AOYAGI Shigeru
Director, UNESCO New Delhi Office

Mr DJELID Mohamed
Director, UNESCO Nairobi Office

Mr FONTANI Paolo
Director, UNESCO Kabul Office

Ms MULLER-MARIN Katherine
Director, UNESCO Hanoi Office

Mr MUNOZ Lucien
Director, UNESCO Brasilia Office

Mr ADUBRA Edem
Head of the Secretariat, International Task Force on Teachers for Education for All

Mr CASTLE Chris
Chief of the Section for Health and Global Citizenship Education

Mr CHAKROUN Borhene
Chief of the Technical and Vocational Education and Training Section

Mr FRANCESC Pedro
Chief of the Education Policy Section

Ms HAYASHIKAWA Maki
Chief of the Section of Learning and Teachers

Mr LEICHT Alexander
Chief of the Section of Education for Sustainable Development

Mr MOTIVANS Albert
Chief of section, UNESCO Institute for Statistics

Mr ANTONINIS Manos
Programme specialist, Education for All Global Monitoring Report

Mr KATAYAMA Hiromichi
Project Officer, Secretariat of the International Task Force on Teachers for Education for All

Mr OPERTTI Renato
Programme specialist, UNESCO International Bureau of Education

Ms Umayahara Mami
Programme specialist, UNESCO Bangkok Office

Mr RETNASINGAM Shantha
Chief of section, Bureau for Strategic Planning

Ms GUTTMAN Cynthia
Liaison Officer, Office of the Director-General

Ms OTERO GOMES Maria
Programme specialist, UNESCO Brasilia Office

United Nations Population Fund (UNFPA)/ Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)

Ms KAIDBEY Mona
Deputy Director, Technical Division

Mr ERKEN Arthur
Director Division for Communication and Strategic Partnership

Mr CABALLERO Esteban
Deputy Director, UNFPA Latin America and Caribbean Regional Office

Mr MAERIEN Jozef
UNFPA Representative, Rwanda

Mr WRIGHT Eddie
Communication Officer

Ms SAUVARIN Josephine
Adolescent and Youth Advisor, UNFPA Asia and Pacific Regional Office

Mr ZHUKOV Ilya
Technical Analyst
Young People/Key Population HIV/AIDS Branch

Ms ANYANGO ODOUR Maureen
African Peace Ambassadors Tanzania

Ms CHANG Yu Jin
Rice University

Ms LEE Kristi
New York University

Ms CHO MoonSun
Yonsei University

Ms WOO Seung Yeon
Yonsei University

United Nations Children's Fund (UNICEF)/ Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Mr LAKE Anthony
Executive Director

Ms GUPTA Geeta Rao
Deputy Executive Director

Ms BOURNE Josephine
Associate Director of Education NYHQ

Ms BRITTO Pia
Senior Adviser Early Childhood Development NYHQ

Mr MITRA Gopal
Programme Specialist- Children with Disabilities

Mr KUMAR DEBNATH Kalyan
Assistant

Ms VOJVODA Rudina
Communication Specialist, Public Advocacy NYHQ

Ms JOBSON Elissa
Consultant, Media Section NYHQ

Ms STRECKER Morgan
Education Specialist, Education Section NYHQ

Ms BENDER Lisa
Education Specialist, Education Section

Ms MILLAR Branwen
Division of Communication
Public Advocacy, Education and Gender Equality

Mr KIM Sae-Ryo
Public Partnership Specialist

Mr HIRABAYASHI Chris
Director, PPD, Tokyo

Mr KIM Taehyun
Consultant, PPD Tokyo

Ms LEE Sang-Mi
Donor Relations Specialist, PPD, Republic of Korea

Ms O'SULLIVAN Margo
Chief of Education, China

Mr ACKERS Jim
Regional Adviser Education, Bangkok

Mr BENAVIDES Francisco
Regional Adviser Education, Panama

Ms BLOMME Amy
Programme Officer, Education Section

Mr DEBNATH Kalyan
Assistant

Mr SINGH KOHLI Rabijot
St. Mary's School

Mr SINGH KOHLI Amarjit
Kirpal Motors

Ms GODEFA Hanna
Unicef Youth Ambassador

Mr GODEFA Asegahagn
Accompanying parent

United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN Women) / Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)

Ms MLAMBO-NGCUKA Phumzile
Executive Director

Mr GLEMAREC Yannick
Assistant Secretary-General/Deputy Executive Director

Ms STEPHENS Patience
Director/Special Adviser on Education

Ms OLESEN Marianne
Adviser to the Executive Director on the Post-2015 Agenda and Education

Ms JOHN Marie-Elena
Special Assistant to the Executive Director

Ms DAS Mitushi
Senior Partnerships Specialist

World Bank / Banque mondiale

Dr KIM Jim Yong
President

Mr HANSEN Keith
Vice President

Ms COSTIN Claudia
Senior Director

Mr DAR Amit
Director

Mr BENVENISTE Luis
Practice Manager

Ms GRIGERA Veronica
Sr. Education Officer

Ms WATSA Kavita
Senior Communications Officer

Ms ELICANO Anne
Online Communications Officer

Ms REYNOLDS Carolyn
Communications Advisor

Ms CROSS Jessica
Junior Professional

Ms LEE Jessica
Education Specialist

Mr CHOI Jung-Hwan
KM Officer

Mr ROGERS Halsey
Lead Economist

Mr PATRINOS Harry
Practice Manager

Mr BASHIR Sajitha
Practice Manager

Mr AEDO Cristian
Practice Manager

Mr MATERU Peter
Practice Manager

Ms EL-KOGALI Safaa
Practice Manager

Ms MSUYA Joyce
Special Representative, Republic of Korea

Ms MIWA Keiko
Practice Manager

Ms NAYAR Reema
Practice Manager

UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Mr TURK Volker
Assistant High Commissioner

Mr ENDRES Daniel
Director, Division of External Relations

Mr HEBECKER Dirk
Representative, Republic of Korea

Ms SHEEHY Ita
Senior Education Advisor

Ms GOMEZ Sonia
Education Specialist

Ms CHEON Hye Jung
UNHCR Republic of Korea

Ms CHO Moon Kyoung
UNHCR Republic of Korea

Ms STRECKER Jacqueline
Learn Lab Coordinator, UNHCR Innovation

Ms AKINYI Christine Margaret
Youth ambassador

Ms MUGOGWA SHIRWATZO Julie
Youth ambassador/Windle Trust Kenya

Mr LYNCH James
UNHCR Regional Representative, Bangkok

Mr JANG Heesu
UNHCR Republic of Korea

International Labour Organization (ILO) / Organisation internationale du Travail (OIT)

Mr NISHIMOTO Tomoko
Assistant Director-General and Regional Director for Asia and the Pacific

Ms VAN LEUR Alette
Director, Sectoral Policies Department

Mr LIANG Oliver
Sectoral specialist for education, media and culture

Ms WIWAATCHANON Chanitda
Regional Librarian and Head of Knowledge Management Team in Bangkok

World Food Programme (WFP) / Programme alimentaire mondial (PAM)

Mr YANGA Thomas
Director ADD

Ms KAARIA Wanja
Deputy Director ADD

Mr THIRY Benoit
Country Director Niger

Mr LIM Hyung-Joon
Head of WFP Korea office

Ms KOBOLAR Constance
Programme Advisor Dakar

Ms ISSIAKA Nafiou
Programm officer Niger

Food and Agriculture organization of the United Nations (FAO) / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Dr KONOMA Hiroyuki
Assistant Director-General and Regional Representative

World Tourism Organization (UNWTO) / Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Mr DHO Young-Shim
Special Advisor to the UNWTO Secretary-General and Chairperson of the STEP Foundation

United Nations Environment Programme (UNEP) / Programme des Nations Unies pour l'environnement

Mr PRADHAN Mahesh
Chief Environmental Education and Training Unit

United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR) / Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies

Mr BHATI Sanjaya
Head of Office, UNISDR Office in the Republic of Korea

UN Global Compact Office / Bureau du Pacte mondial des Nations Unies

Mr KELL Georg
Executive Director

Ms CHUNG Da Woon
Head, Industry Engagement

Ms KIMURA Naoko
Relationship Manager

OTHER INTERNATIONAL ORGANIZATIONS / AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Global Partnership for Education (GPE) / Partenariat mondial pour l'éducation

Ms GILLARD Julia
Chairperson

Ms ALBRIGHT Alice
Chief Executive Officer

Ms MUNDY Karen
Chief Technical Officer

Mr BERNARD Jean-Marc
Deputy Chief Technical Officer

Ms FOCAS-LICHT Margarita
Education Specialist

Ms HENFRY Sally-Anne
Special Assistant to the Board Chair

Mr TAPP Charles
Partnerships and External Relations Manager

Ms BEECHING Sarah
Strategic Policy Consultant

Ms SCHROH Karen
Senior Donor Relations Specialist

Ms GOLDEN April
Donor Relations Officer

Ms BARTON Livia
Communications/Social media

Mr ANDERSEN Jesper
Education in conflict and crisis

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) / Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE)

Mr SCHLEICHER Andreas
Director, Directorate for Education and Skills

Ms FORDHAM Elizabeth
Senior Adviser Global Relations

Mr WARD Michael
Senior Policy Analyst

Ms CHUNG Ji Eun
Analyst, Skills Beyond Schools

Commonwealth Secretariat

Mr KAZMI Nasir
Education Adviser

Commonwealth of Learning

Ms KANWAR Asha
President

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Mme JEAN Michaëlle
Secrétaire générale de la Francophonie

M. MABIALA Ma-Umba
Directeur de l'Éducation et de la Jeunesse

Mme DYCKMANS-ROZINSKI Annie
Conseillère personnelle de la Secrétaire générale de la Francophonie

Mme DELACROIX Audrey
Conseillère personnelle de la Secrétaire générale de la Francophonie

Mme TILMAN Julie
Chargée de mission Presse et Communication auprès de la Secrétaire générale de la Francophonie

M. DIENG Papa-Youga
Spécialiste de programme, Coordonnateur d'IFADEM, Direction de l'Éducation et de la Jeunesse

M. CONSTANTIN Paul
Attaché de programme IFADEM, Direction de l'Éducation et de la Jeunesse

REGIONAL INTERGOVERNMENTAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RÉGIONALES

AFRICA / AFRIQUE

Association for the Development of Education in Africa (ADEA) / Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique

Ms DIBBA-WADDA Oley
Executive Secretary

Mr BODO Shem
Education Management Specialist

Conference of Ministers of Education of French-speaking countries (CONFEMEN) / La Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie

M. BOUREIMA KI Jacques
Secrétaire général

African Union (AU) / Union africaine (UA)

H.E. Dr IKOUNGA Martial De-Paul
Commissioner for Human Resources, Science and Technology

Mme NJENGA Beatrice
Head of Education Division

Mme BILAMPASSI MOUTSATS
Claudette Chancelle Marie-Paule
Special Assistant to the Commissioner

African Development Bank (AfDB) / Banque africaine de développement (BAD)

Mr PORGO Etienne Judicael
Acting Manager, Education and Science Technology division, Human Development

Mr TAKEI Keiko
Senior Education Economist

Mr ENDO Mamoru
Principal External Relations and Communication Officer

Ms CHOI Yuna
Senior External Relations and Communications Officer

ARAB REGION / RÉGION ARABE

Arab League Educational, Cultural and Scientific Organization / Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO)

H.E. Dr HAMED MOHAREB Abdullah
Director General

Dr JEMNI Mohmed
Director of the Department of Information and Communications Technology

Arab Bureau of Education for the Gulf States (ABEGS) / Bureau arabe de l'éducation pour les états du golfe

H.E. Dr AL KARNI Ali Ali bin Abdul Khaliq
Director General

Mr AL-JOUFI Abdulsalam
Counselor

League of Arab States / Ligue des États Arabes

Ms EL TOULOUNY Magda
Director of Education and Security Research Department

Mr AIAD Noah
Officer in Charge of International Relations

ASIA – PACIFIC / ASIE – PACIFIQUE

Southeast Asian Ministers of Education Organization (SEAMEO) / Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est

Mr PRIOWIRJANTO Gatot Hari
Director of SEAMEO Secretariat

Ms PUNYAIN Kanchulee
Programme Officer

Asian Development Bank (ADB) / Banque asiatique de développement

Mr SARVI Jouko
Practice Leader for Education

Mr JAGANNATHAN Shanti
Senior Education Specialist, Sustainable Development and Climate Change Department

United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (UNESCAP) / Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Mr ANDERSSON Patrik
Chief, Social Integration Section, Social Development Division

Secretariat of the Pacific Community (SPC) / Secrétariat général de la Communauté du Pacifique

Dr BELISLE Michelle
Director Educational Quality and Assessment Program

Mr PONTIFEX Scott
Education specialist

Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS) / Secrétariat des îles du Pacifique

Mr JITOKO Filipe
Social policy Adviser

LATIN AMERICA / AMÉRIQUE LATINE

Organization of American States (OAS) / Organisation des États américains (OEA)

Ms VILELA Adriana
Education Specialist

Centro de Cooperación Regional para la Educación de Adultos en América Latina y el Caribe (CREFAL) / Centre de coopération régionale pour l'enseignement des adultes en Amérique latine et aux Caraïbes

Mtra GARCIA Mercedes Calderón
Directora General

Mr CORAL GARCIA Emilio
Director de Cooperación y Relaciones Interinstitucionales

EUROPE

European Union / Union européenne

H.E. Mr KOZŁOWSKI Tomasz
Ambassador, Head of the Delegation of the European Union to the Republic of Korea

Ms KARJALAINEN Marja
Head of the Education Sector, European Commission

Ms LORENZO Veronique
Head of Unit, Health and Education, European Commission

Mr POUPEAU Vincent Guillaume
Counsellor at the Delegation of the European Union to the Republic of Korea

Council of Europe (CoE) / Conseil de l'Europe

Mr QIRIAZI Villano
Head of the Education Policy Division

NETWORKS / RÉSEAUX

Global Education First Initiative (GEFI) / Initiative mondiale pour l'éducation avant tout

Mr BAH Chernor
Youth Advocacy Group Member

Mr VILLAMERO Rolando
Youth Advocacy Group Member

Ms SALUJA Sumaya
Youth Advocacy Group Member

Mr JUNJIAN Gaoshan
Youth Advocacy Group Member

Ms SUSARENCO Anna
Youth Advocacy Group Member

Ms DELMAS Cara
Youth Advocacy Group Communication Coordinator

Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA) / Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques

Ms NIJHOWNE Diya
Director

Inter-Agency Network for Education in Emergencies (INEE) / Réseau Inter-Agences pour l'éducation en situations d'urgence

Mr BROOKS Dean L.
Director

Ms FRASER Lindsey
Administration Officer

Ms PACIFICO Arianna
Coordinator for Minimum Standards and Network Tools

International Task Force for Teachers / L'Équipe spéciale internationale sur les Enseignants pour l'EPT

Mr NILSON Bente
Steering Committee Co-Chair

Ms AWASES Adelheid
Steering Committee Co-Chair

National Federation of UNESCO Associations in Japan (NFUAJ) / Fédération nationale des associations UNESCO du Japon (FNAUJ)

Mr NOGUCHI Noboru
Director General

Mr SHISHIDO Ryoko
Deputy Secretary General / Director of Education and Culture Department

United Nations Girls' Education Initiative (UNGEI) / Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles

Ms FYLES Nora
Head of UNGEI Secretariat

NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

All-Africa Students' Union (AASU) / Union panafricaine des étudiants

Mr AMOU Edem
Secretary for Finance and Administration

Agencia Ciudadana por la Educación
Costa Rica

Ms GONZALEZ CHACON Nora
Presidenta

Action Aid

Mr ARCHER David
Head of Programme Development

Mr MUNTASIM Tanvir
International Policy Manager, Education

Ms DJITRINOU Victorine
International Programme Manager, Education

'All For Education' National Civil Society Coalition of Mongolia

Mr BATHUYAG Batjargal
Board Member

Ms DONDOGDULAM Tungalag
National Coordinator

Aide et Action International

M. DU CREST Xavier
Directeur international de la Communication & de l'Influence

M. AFFO ADJIMON Koffi
Directeur Régional Afrique

International Montessori Association / Association internationale Montessori

Ms BARRES Victoria
AMI Representative to UNESCO

Ms PEIFER Maureen
Archivist

Africa Network Campaign on Education For All / Réseau africain de la campagne pour l'EPT

Mr NSAPATO Limbani Eliya
Regional Coordinator

Ms AKPO Solange Koumbon
Capacity Building Manager

Mr WARUKU Boaz
Programme Manager

Arab Network for Civic Education / Réseau arabe pour l'éducation civique

Ms YOUNES Fotouh
Executive Director

Arab Network for Literacy and Adult Education / Réseau arabe d'alphabétisation et d'éducation des adultes

Ms ELSAMALOUTY Ekbal
Secretary General

Ms BARKI Aicha
President

Arab Resource Collective

Ms AOUDE Lara
Regional ECD Coordinator

Asia-Pacific Regional Network for Early Childhood / Réseau régional Asie-Pacifique pour la petite enfance (ARNEC)

Mr SHAEFFER Sheldon
Director

Ms FRIESENDORF Silke
Communications Manager

Coalition nigérienne des associations, syndicats et ONG de la campagne EPT au Niger

M. ILLIASS Alhousseini
Président

Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education / Bureau de l'Asie et du Pacifique Sud de l'éducation des adultes (ASPBAE)

Ms ALMAZAN KHAN Maria Lourdes
Secretary General

Mr GUEVARA Jose Roberto
President

Ms KAMIJO Naomi
Executive Council Member for East Asia

Ms DABU Helen
Deputy Regional Coordinator, CSEF Regional Secretariat

International Movement ATD Fourth World / ATD Quart Monde International

Mr TRAN Quyen
Head of International Policy and Advocacy

Basic Education Network – Ethiopia

Mr MEKONNEN ZENEBE Alebachew
Executive Director

Betterworld

Mr YOM Jinsu
President

BRAC

Mr ISLAM Safiqul
Director, BRAC Education Programme

Bunyad Foundation

Ms ATTIQ-UR-RAHMAN Shaheen
Vice Chairperson

Campaña Argentina por el Derecho a la Educación

Mr ESTIGARRIBIA Maximiliano
Responsable de Relaciones Internacionales

Campaign for Popular Education

Ms CHOUDHURY Rasheda K.
Executive Director

Mr HOQUE K M Enamul
Deputy Director

Mr AHMED Manzoor
Professor Emeritus, BRAC University

Care USA

Mr KUONQUI Christopher
Advocacy Advisor

Campaña Boliviana por el Derecho a la Educación

Mr ARUQUIPA PEREZ David Victor
Director Ejecutivo

Coalición Colombiana por el Derecho a la Educación

Mr MUNOZ CARDENAS Hernando
Miembro del Comité Directivo

Consejo de Educación Popular de America Latina

Mr CABRERA ROMERO Francisco Ricardo
Coordinador del Grupo de Incidencia en Políticas Educativas

Mr COLINDRES Ma-Luschka Jean-Louis
Miembro

Coalition for Educational Development

Mr DASANAYAKA MUDIYANSELAGE Dissanayake
National Coordinator

Cameroon Education For All Network

Ms ETOBE Marie-Noëlle Pauline Edith
Vice-présidente

Colectivo de Educación Para Todos y Todas de Guatemala

Mr CRISTALES RAMIREZ Víctor Armando
Coordinador General

Latin American Campaign for the Right to Education

Ms ROCHA Yadira
Member Representative

Ms MARIA DEL CARMEN Ayes
Miembro del Comité Directivo

Ms GIANNECCHINI Laura
Program Advisor

Ms MODE Giovanna
Coordinadora de Comunicación y Movilización

Campanha Nacional pelo Direito à Educação

Mr CARA Daniel Tojeira
General Coordinator

Ms GIUDICISSI REHDER Maria Celia
Project Coordinator

Coalition Nationale pour L'Éducation Pour Tous du Burkina Faso

Mr DEMBELE Samuel
Président du conseil d'administration

Mr TRAORE Tahirou
Coordonnateur National

Coalition Nationale Togolaise pour l'Éducation Pour Tous

Ms AMAÏ-LOOKY Adjoua Nakolé
Membre du Conseil d'Administration

Coalition for Education Solomon Islands

Mr KAKAI Paul
National Coordinator

Coalition Nationale pour l'EPT en République Démocratique du Congo

Mr TSHIMBALANGA KASANJI Jacques
Coordonnateur National

Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Éducation Publique

Mr MBOW Cheikh
Coordonnateur National

Mr NDOYE Mamadou
Expert orientation stratégique

Campaña Peruana por el Derecho a la Educación

Ms ZUNIGA CASTILLO Madeleine
Coordinadora Nacional

Civil Society Action Coalition on Education For All

Ms OSUJI Chioma
Policy Advisor, National Coordinator

Contrato Social por la Educación en el Ecuador

Ms VITERI Cecilia
Coordinadora de gestión institucional

Dhaka Ahsania Mission

Mr KAZI Rafiqul Alam
President

DVV International

Mr GARTENSCHLAEGER Uwe
Regional Director for South and Southeast Asia

Mr HINZEN Heribert
Senior Policy Advisor

Education International

Ms HOPGOOD Susan
President

Mr EDWARDS David
Deputy General Secretary

Mr SINYOLO Dennis
Senior Coordinator

Mr BERRIEL PESSI Jefferson
Coordinator

Civil Society Network for Education INC.

Mr DELA TORRE Edicio
President

Ecumenical Popular Education Program

Ms WAKIL Elsý
Attache to the Secretary-General

European Students' Union

Mr GROENNE Viktor
Human Rights and Solidarity Coordinator

European Youth Forum

Mr BOJANIC Dejan
Board Member

Forum pour l'Action et le Développement de l'Éducation Djibouti

Mr AHMED MOHAMED Said
Président

Forum for African Women Educationalists

Ms DIALLO Aïcha Bah
Executive Committee member

Ms DOROBA Hendrina Chalwe
Executive Director

Ms MUHWEZI Martha
Senior Programme Coordinating Officer

Mr KAFULANDI James
FAWE Youth Representative

Federación Internacional Fé y Alegria

Ms RODRIGUEZ DONATE Lucia
Coordinadora Ejecutiva Program Accion Publica

Mr GUTIERREZ B. Silvio
Director Ejecutivo, Fé y Alegria Nicaragua

Mr WHALPOLE Pedro
Executive Director of APC

Foro De Educación y Desarrollo Humano de la Iniciativa por Nicaragua

Mr MENDOZA VASQUEZ Jorge Alberto
Director Ejecutivo

Foundation For Environmental Education

Mr NADESON Thiagarajan
Director on Board of Directors

Forum for Education NGOS in Uganda

Mr MWESIGYE Frederick
National Coordinator

Secondary Students' Federation of Ecuador

Mr CHILUISA Mauricio
President

International Federation of Training Centres for the Promotion of Progressive Education

Ms CHEBBI Sonia
Déleguée permanente

World Federation of Teachers' Unions

Ms KHANAM Mahfuza
President

Mr BALLA Vijay Kumar
Vice President

Mr TEWARI Virainder Kumar
General Secretary

Mr JAHANGIR Mohammed
Secretary

Foro por el Derecho a la Educación

Mr GONZALEZ Juan
Integrante del Comité Ejecutivo

Foro Socioeducativo

Ms PEPEN Magda
Coordinadora Técnica

Foro por el Derecho a la Educación en el Paraguay

Mr KRUG Fernando
Coordinador Técnico

Global Campaign for Education

Ms CROSO Camilla
President

Ms FOUILHOX Monique
Chairperson

Ms PEARCE Caroline
Global Coordinator

Ms MOWE Kjersti
Networks and Learning Manager

Mr GRAGERT Ed
Executive Director, GCE-US

Global March Against Child Labour

Mr SATYARTHI Kailash
President

Nobel Peace Prize Laureate 2014

Ms GUPTA Purva
Policy Advocacy Officer

Good Neighbors

Ms YOON Boae
Team Manager, International Development Division

Groupe Pivot Éducation de Base

Mr KONE Nouhoum
Membre du bureau national

Graduate Women International

Ms CASTLE Danièle
Executive Director

Hawaa Al-Mostakbel Society for Family and Environmental Development

Ms HUSSEIN Soad
Executive Manager

Humana People to People

Ms GUERRERO HORAS Olga
European Partnerships Coordinator

International Association of Universities

Mr DZULKIFLI Abdul Razak
President

Ms TURMAINE Isabelle
Director, Information, Projects and Services

IBIS

Ms GUDMANDSEN Helle
Head of Education Campaign

International Council for Adult Education

Mr TUCKETT Alan
President

Ms POPOVIC Katarina
Secretary General

Ms CUERVO Maria Graciela
Policy Officer

International Council for Open and Distance Education

Mr TAIT Alan
Member of Executive Committee

Mr TITLESTAD Gard
Secretary General

Incidencia Civil En la Educación

Ms ALONSO FELIX Silvia
Coordinadora General

International Council on Education for Teaching

Mr O'MEARA James
President

International Council For Health, Physical Education, Recreation, Sport and Dance

Mr YANG Dong Ja
Honorary President (Immediate Past President)

Ms LUNQUIST Karen
Executive Assistant

International Association for the Evaluation of Educational Achievement

Mr HASTEDT Dirk
Executive Director

Ms KORSNAKOVA Paulína
Director of the IEA Secretariat

International Federation of Medical Students' Associations

Ms LEE Soyong
Active Member (KMSA-Korea)

Japan NGO Network for Education

Mr MIYAKE Takafumi
Secretary General

Mr YUMOTO Hiroyuki
Member

Kabataan Kontra Kahirapan Youth Against Poverty – Philippines

Ms SORIANO Cecilia
National Adviser

Korea Civil Society Forum on International Development Cooperation

Ms HAN Boyeon
Program Coordinator

Alliance of AETA Indigenous People of Zambales

Ms DOYANAN Carol
Youth Leader

Movimento de Educação para Todos, Mozambique

Mr SIVE Reinaldo Jorge
Board Chairperson

Matuleoo Environment Trust INC.

Mr LOVEGROVE Bernie
Long time associate

Mr FORBES Orlando
Advisor

Migrant Forum in Asia

Mr RAYA Rene Abdon Mariano
Member

Peace Education Project MOMO

Ms MOON A-Young
Representative

Mothers' School Society

Ms DWEIKAT Nadia
Director

National Coalition for Education India

Mr SINGH Rampal
General Secretary

National Campaign for Education-Nepal

Mr GAIRE Ram
Program Manager

NGO Education Partnership Cambodia

Mr CHIN Chanveasna
Executive Director

Mr PICH Nipun
Campaign and Advocacy Coordinator

Network of Education Policy Centers

Ms JURKO Svetlana
Executive Director

Network for Education Watch Indonesia

Mr WAIDL Abdul
National Coordinator

National Federation of UNESCO Associations in Japan

Mr NOGUCHI Noboru
Director General

Ms SHISHIDO Ryoko
Senior Staff in charge of CLC project

Network Waitangi Otautahi

Mr VAIOLETI Timote
Delegate

Catholic International Education Office

Mr RICHARD Philippe
Représentant Permanent au sein de l'UNESCO et des Nations unies à Genève

World Organization for Early Childhood Education

Ms PRAMLING-SAMUELSSON Ingrid
Representative of OMEP at the ECOSOC

Ms KOONG Maggie
World President

Ms PARK Eunhye
Regional Vice President for Asia Pacific

Ms SHIN Eunsoo
Research Secretary, Korean National Committee of OMEP

OXFAM International

Mr XAVIER Deepak
Essential Services Lead Specialist

Ms FUERST Barbara
Policy Advisor

Pakistan Coalition for Education

Ms ZEHRA Kaneez
National Coordinator

Papua New Guinea Education Advocacy Network

Ms KARE Priscilla Opa
National Coordinator

PLAN International

Mr MUNOZ Vernor
Global Education Advisor

Ms NESTEL Yona
Senior Education Advisor

Ms JOHNSON Ashley
Advocacy Manager, Because I am a Girl

Mr VINK Adam
Youth Advocacy Officer

Ms ZAHRA Hijab
Youth Delegate, Pakistan

Ms ARSHAD Zara
Youth Delegate, Pakistan

Ms ALFONSO Rosielen
Youth Delegate, Philippines

Ms DULNUAN Ghene
Youth Delegate, Philippines

Réseau Suisse Éducation et Coopération Internationale

Mr SCHLAEFLI André
Membre du Comité

Re-Shaping Development Institute

Ms HONG Moon Suk
Director, Development Policy & Research Office

Red de Educación Popular entre Mujeres

Ms ARANA SAENZ Imelda
Consejo Directivo

Ms CECILIA Lazarte
Aliada

Reagrupación por la Educación para Todos y Todas de Haití

Mr THELUSMOND William
Coordinador General

Results Educational Fund

Mr BAKER Tony
Education for All Campaign Manager

Ms GROSSMAN Allison
Senior Legislative Associate

Religions for Peace

Ms NAKAMURA Eno
Member

Ms SHIROYA Naoko
Member

Réseau Mauritanien pour l'Éducation Pour Tous

Ms SIDIBE Hawa
Présidente

Save the Children International

Ms WANG Tove
CEO, Save the Children Norway

Mr SKINNER David
Director, Education Global Initiative

Mr DOBLE Robert
Education Policy Advisor (Post-2015)

Sudanese Coalition for Education for All

Mr ABASS Mubarak
President

Mr ELSHAFF Nagi
Secretary-General

SIL International

Mr PERSON Kirk
Director, External Affairs, Mainland Southeast Asia

Mr KOSONEN Kimmo
Senior Consultant in Multilingual Education

Tamer Institute for Community Education

Ms QUBBAJ Renad
General Director

Teacher Creativity Center

Mr SABBAAH Refaat
Director General

Ms ABU HUSSEIN Intesar
Human Rights Program Director

Thinking Classroom Foundation

Mr LWIN Thein
Chairperson

Ms TSAI Hawng
Director

Teach For All INC.

Ms MOLERO ROMEN Anna
Senior Director, Government & Multilateral Partnerships

Mr RATO Miguel
Senior Director, Communications and Strategic Initiatives

Tanzania Education Network

Ms BONIVENTURA MABUBU Godfrey
Program Manager-Research and Policy Analysis

Timor Leste Coalition for Education

Mr DE JESUS Jose
National Secretary

Universal Esperanto Association

Mr LEE Jungkee
Board Member

Mr LEE Young-koo
President of the Korean Esperanto Association

Mr PARK Yongsung
President of Korean Esperanto Teachers Association

Vietnam Coalition for Education For All

Ms VU THI Thanh Hoa
Board Member

Vanuatu Education Policy Advocacy Coalition

Mr NATUKA Yama
Chairman

Ms PAKOA Anne
National Coordinator

Voluntary Service Overseas

Mr SHRESTHA Purna Kumar
Global Education Adviser

Women Thrive Worldwide

Ms SCHROEDER Noel
Manager, Education Policy

Women And Society association

Ms NEGM Seham
Chairperson

World Council of Comparative Education Societies

Mr TORRES Carlos
President

World Vision Korea

Ms JUNG Sinae
*Senior Officer, International Ministry
Division Advocacy Team*

Yayasan Aulia

Ms HUMAEROH Sifa
Volunteer Educator

Zambia National Education Coalition

Ms MANYONGA Grace
Executive Director

Ms SIAKASASSA MWALE Elly
Chairperson

**PRIVATE SECTOR /
SECTEUR PRIVÉ**

**COMPANIES /
ENTREPRISES**

CJ Corporation

Ms MIN Heekyung Jo
Executive Vice President

Elsevier

Mr CHI Youngsuk
Chairman

Intel

Ms ROTH Martina
*Director, Global Strategy, Research and
Policy*

Mr SONAK Anshul
Education Innovation initiatives in Asia

Mr AL-SCHAMMA Sam
Education Business Director Asia

Ms LEE Alicia
*Korea CAG Program Specialist, Intel
Korea*

Ms LENTO Eileen
Professor

Ms PARIKH Jyoti
Intel Education Advocacy Manager

Mr KIM John
President, GET21

Ms DOSHI Raju
Intel Education Advocacy Manager

Mr LEE Jay
Korea Corporate Affairs Manager

GEMS Education

Mr POTA Vikas
Group Director of Corporate Affairs

Mr BOXSER Marc
Global Director

Google

Ms JAYAKUMAR Vaishnavi
*Regional Analyst, Public Policy &
Government Relations at Google*

LEGO Education

Mr KRAGH Jacob
President

Mr TURNIPSEED Stephan
*Executive Director of Strategic
Partnerships*

Mr BAPTISTA Brian
Executive Director, Global Public Affairs

Ms D'AMICO Giulia
*Head of Partnerships, Global Public
Affairs*

Mr NYMARK Kevin McCarthy
*Project Manager Assistant, Global Public
Affairs*

Mr OH Sung Taek
*Marketing Manager, LEGO Education
Korea*

Mr PARK Kyoung-Sook
*Sr. Territory Manager, LEGO Education
Korea*

Ms MIN Sun Hee
*Curriculum Development Manager,
LEGO Education Korea*

Mr JANG Jae Young
*Ass. Sales Manager, LEGO Education
Korea*

Mr WIDGER Rob
Global master trainer

Ms CHOI Jang Mi
*Sr. Consumer Service Advisor, LEGO
Education Korea*

Michel Lafon Education

Mr LAFON Clement
Service International

Microsoft

Mr THOMSON Bruce
Director of Education for the Asia region

Pearson

Ms MINICK-SCOKALO Tamara
President of Growth Markets

Ms BRUJIS Rachel
Chief of Staff, Education Division

**Project-Everyone / World's Largest
Lesson / Vivace**

Ms BELLWOOD Alison
Programme Director

Ms O'HAGAN Mary
Executive producer

Ms MCKEOWN Carina
PR manager

Ms GOMEZ-DURAN Jessica
Head of Asia hub

Ms LAURIE Emily
Senior Associate

Ms HAYLOR Eloise
Programme Assistant

Mr TREWHELLA Thomas
Junior producer

Western Union Foundation

Mr Gaston Patrick
President

**FOUNDATIONS /
FONDATIONS**

Bernard van Leer Foundation (BvLF)

Mr DIGAL Sudhir
Programme Coordinator

Ms MOHANTY Priyadarsini
Programme Coordinator

Chabad Lubavitch

Rabbi BERKOWITZ Abraham
Director

**Children's Investment Funds Foundation
(CIFF)**

Mr COLENZO Peter
Executive Director, Education

Dubai Cares

Mr AL GURG Tariq
Chief Executive Officer

Ms NIETO Ana
Senior Technical Manager

Education Above All (EAA) Foundation

Mr BARBOSA Marcio
CEO

Mr AL-SULAITI Fahad
Deputy CEO

Ms PIGOZZI Mary Joy
Director (Educate a Child)

Ms BRYNER Karen
Acting Senior Technical Manager

Mr CACICH Micheal
Senior Education Specialist

Ms AL-MISNAD Mariam
Director, EAA Outreach

Mr DE PINHEIRO Leonardo
*Director, EAA Strategy, Policy and
Research*

Mr REKA Armend
Partnership Manager

Ms AL-ATTIYAH AlAnood
International Affairs Officer

Mr AL-EMADI Ali
Youth Advocacy Program Member

Ms AL-THANI Amna
Youth Advocacy Program Member

**Global Education & Leadership
Foundation**

Mr KHEMKA Shiv
Executive Chairman

Hamdan Award Foundation

Dr AL-SUWAIDI Khalifa
*General Coordinator of the Jury of the
UNESCO-Hamdan bin Rashid Al-
Maktoum Prize*

Ms BAHLOOQ Khawla
Director of Educational Excellence

Ms ALSHEHHI Maryam
Head of Competitions and Adjudication Section

Ms SAHRAWI Amna
International Competitions Administrator

Ms ALHASHEMI Fatma
Head of Assessment and Design Section

IDP Foundation

Ms PRITZKER Irene D.
President

Ms ROHNER Allison
Executive Director, IDP Rising Schools Program

LEGO Foundation

Ms RASMUSSEN Hanne Elisabeth
Chief Executive Officer

Mr MACKLE Edward
External Engagement Manager

Mr BOLLINGTON Andrew
Global Head of Research and Learning

Malala Fund

Ms LEI Philippa
Director of Policy and Advocacy

Open Society Foundation (OSF)

Mr MCLEAN Hugh
Director, Partnerships

Mr SHORE Luke
Project Officer

Qatar Foundation

H.H. BINT NASSER Moza
H.H. Sheikha of Qatar, UNESCO's Special Envoy for Basic and Higher Education

Mr AL KHULAIFI Alnowar
Executive Director of chairperson's office

Ms AL TAMIMI Maha
Administration director

Ms AL HAIL Laila
Events manager

Ms FAKHROO Aisha
Policy analyst

Ms O'ROURKE Jacqueline
Advisor

Ms AL ROMAIHI Fay
Research Analyst

Queen Rania Foundation

Mr PALMER Robert
Director

The William and Flora Hewlett Foundation

Ms SCHEID Pat
Program Officer, Global Development and Population

Foundation for Environmental Education, Denmark

Mr THIAGARAJAN Nadeson
FEE Board of Directors Member & head of education at WWF Malaysia

Mr SCHAFFER Daniel
CEO

INSTITUTES, ACADEMIA, EXPERTS / INSTITUTS, UNIVERSITAIRES, EXPERTS

Asia-Pacific Center of Education for International Understanding (APCEIU)

Mr CHUNG Utak
Director

Mr KIM Jong-Hun
Head, Office of Planning and Administration

Mr EOM Jeongmin
Chief, Research and Development Team

Mr LEE Yangsook
Chief, Education and Training Team

Ms CHUNG Kyung Hwa (Anna)
Chief, External Relations Team

Asia-Pacific Cultural Centre for UNESCO (ACCU)

Ms SHINDO Yumi
Director, Education Cooperation Department

Ms SAITO Miki
Programme Specialist, Education Cooperation Department

Ms MATSUO Naoko
Programme Specialist, Education Cooperation Department

Ms SHIBAO Tomoko
Director, Education Cooperation Department

Brookings Institution

Dr WINTHROP Rebecca
Director, Center for Universal Education

Ms GROB-ZAKHARY Randa
Fellow

Ms STEER Liesbet
Fellow, Global Economy and Development, Center for Universal Education

International Research and Training Centre for Rural Education (INRULED)

Prof. ZHOU Zuoyu
Vice-president Beijing Institute

Prof. WANG Li
Deputy Director INRULED

KAICIID Dialogue Centre

Ms TUNA Agnes
Head of Partnerships Department of Programmes KAICIID

Network for International Policies and Cooperation in Education and Training (NORRAG)

Mr CARTON Michel
Executive Director

Mr MONKS Joost
Managing Director of Norrag

Mr KING Kenneth
Professor Emeritus, University of Edinburgh & President

Overseas Development Institute (ODI)

Ms NICOLAI Susan
Research Fellow

Population Council

Ms BUNTING Julia
President

Ms PSAKI Stephanie
Associate, International Girls' Education

Regional Center for Educational Planning RCEP-UNESCO

Ms HILAL AL MUTAIWEI Mahra
Director

Regional Centre for Quality and Excellence

Dr ZAMAN Husam
Director

Results for Development Institute

Mr BURNETT Nicholas
Managing Director

Ms JAMIESON EBERHARDT Molly
Senior Program Officer

Sustainable Development Solutions Network

Mr SCHMIDT-TRAUB Guido
Executive Director

Ms BAHADUR Chandrika
Director for Education Initiatives

Ms BULGER Claire
Director, Special Projects and Special Assistant

UNESCO Centre of Catalonia

Mr VALLEROY I SOBIRA Eduard
Chairman

Mr MENDES Valtencir
Head of International Projects

World Federation of United Nations Associations (WFUNA)

Mr GOLMOHAMMADI Bonian
Secretary-General

Ms CHOI Andrea Yoo Sun
Partnerships and Education Officer

Individual experts

Ms AHMAD Maimuna Nasreen
Founder and CEO Teach For Bangladesh

Dr AL AWAR Mansoor
Chancellor, Governing Board of UNESCO IITE

Hamdan Bin Mohammed Smart
University

Mr BAKKE Joakim
Expert Seconded to UNESCO

Prof BRAY Mark
UNESCO Chair in Comparative Education
University of Hong Kong

Mr BYLL-CATARIA Ahlin
International Consultant in Education and Development
Institute for Global Environmental Strategies

Mr DIDHAM Robert
Senior Coordinator for Capacity Development, Education & Knowledge Management
Institute for Global Environmental Strategies

Ms GORDON Dorothy K.
Director General
Ghana-India Kofi Annan Centre of Excellence in ICT

Ms GUIDOTE-ALVAREZ Cecile
Founding Artistic Director, UNESCO Artists for Peace
The Earthsavers DREAMS Ensemble

Mr HECKMAN James
Professor of Economics at the University of Chicago, a Nobel Memorial Prize winner
University of Chicago

Prof HOPKINS Charles
UNESCO Chair in Reorienting Teacher Education towards Sustainability
York University

Mr JAKOBSSON Thorvald
Director
The Goals

Ms JAMIL Baela
Director Programs
Idara-e-Taleem-o-Aagahi (ITA)

Ms JOHN Laura
Australian Youth Representative to the UN

Ms KADER Sally
Representative of the U.S Federation for Middle East Peace,
and President of the United Federation for Peace and Development (UFPD)

Prof LEWIN Keith
Professor of Education

Ms LOCKHEED Marlaine
Researcher
Princeton University

Ms LOTZ-SISTIKA Heila
Professor
Rhodes University

Dr MAGRAB Phyllis R.
UNESCO Chair on "Achieving the Promise of EFA: Gender, Disability, and Literacy"
Georgetown University School of Medicine

Mr MALOMBE Joyce
Program Officer
Wellsprings Advisors

Ms MASOOD Noorulain
Chief Executive Officer
Teach For Pakistan

Mr MCKENZIE David
Journalist
CNN

Mr MENTEN Alexis
Executive Director, Education Asia Society

Ms MESERVE Jeanne
Director of training
The Communications Center

Ms MORRISON Sandy
Associate Professor
Waikato University

Mr MORRISSEY Jerome
Chief Executive Officer
Global e-School and Communities Initiative (GeSCI)

Mr MUGO John
Director of Data and Voice
Twaweza East Africa

Mr OBEGADOO Steven
Former Minister of Education Mauritius
Institute for Global Environmental Strategies

Ms OGBUIGWE Akpezi
Executive Chair
Anpez Centre for Environment and Development

Ms PARK SunYu
International Educator & English Language Learner Specialist
University of Columbia

Dr PETERSON Samiha
Professor
American University of Cairo

Mr RAH Seung Yun
Chief Executive Officer
Oratio

Ms RATHNER Martina
International Event Oversight Services
External Evaluation Team

Ms ROSE Pauline
Director, International Initiatives
University of Cambridge

Mr SALAZAR SALAME Héctor
Executive Director
Poverty Action Lab

Mr SAYED Yusuf
Reader in International Education
University of Sussex

Ms SENIOR Paulette
CEO
YWCA Canada

Mr SHARMA Pramod
Senior Specialist
Centre for Environment Education, India

Mr SHECHTMAN Dan
Professor of Materials Science at the Technion, a Nobel prize laureate in Chemistry
Technion – Israel Institute of Technology

Mr SHEPPARD Bede
Deputy Director, Children's Rights Division
Human Rights Watch

Mr SINGH Kishore
United Nations Special Rapporteur on the Right to Education

Ms SOLSTAD Helga Margrethe
Researcher, Sem school teacher

Mr TARSILLA Michele
International Event Oversight Services
External Evaluation Team

Mr TOMON Amadou
Expert
Drafting committee member

Dr TORRES Carlos
Professor Social Sciences and Comparative Education Director
UCLA

Mr VAVRUS Frances
Professor, Associate Chair, and Director of Graduate Studies
University of Minnesota

Mr VERGER Antoni
Researcher and lecturer at the Department of Sociology
Universidad Autonoma de Barcelona

Mr WAGNER Dan
UNESCO Chair in Learning and Literacy
Professor of Education, and Director
University of Pennsylvania

Dr WILLIAMS James
UNESCO Chair on International Education for Development
The George Washington University

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

ACCOMPANYING DISTINGUISHED GUESTS / ACCOMPAGNANTS DES INVITÉS DE MARQUE

With Mr SATYARTHI, Nobel Peace Prize

Ms GUPTA Purva
Policy Advocacy Officer

With Ms MOHAMMED, UN Secretary General's Special Advisor on Post-2015 Development Planning

Ms VERNAT Fleur
Policy Advisor

With H.H. Sheikh BINT NASSER Moza, UNESCO's Special Envoy for Basic and Higher Education

Mr AL HILAL Mohammed
Protocol Officer

Mr AL MAADHADI Ali
Protocol

Ms AL HEJAZI Buthaina
Senior Media Relations Officer

Ms AL MANNAI Mai
Social Media Officer

Ms DUNN Melanie
Communications Editor

Mr AL MOSALMANI Yousef
Video Editor

Mr AL SAAD Masoud
Cameraman

Mr AL BAKER Abdulrahman
Official Photographer

With Mr SACHS, Director, Earth Institute, Columbia University and Special Advisor to the UN Secretary-General

Ms ERHLICH SACHS Sonia
Earth Institute, Columbia University

With Mr BAN Ki-moon, UN Secretary General

Mr KIM Won-soo
Senior Adviser to the Secretary-General

Mr JENCA Miroslav
Senior Adviser to the Secretary-General

Mr DUJARRIC Stephane
Spokesperson

Mr CHUNG Rae Kwon
Principal Officer, Climate Change Support Team

Mr KILAPARTI Ramakrishna
Head of ESCAP-East and North East Asia

Mr CHANG Wook-jin
Special Assistant to the Secretary-General

Ms BARAHONA POSADA Alexandra
Political Affairs Officer, EOSG and Trip Coordinator

Ms JIJL Jessica
Speechwriter, EOSG

Mr KIM Hyun
Political Affairs Officer, DPA (Note-taker)

Ms BAN Soon-taek
Spouse

With H.E. Mr AMR, UNESCO's Chairperson of the Executive Board

Mr RUSSEL-RIVOALLAN Frederic
Personal Assistant to the UNESCO's Chairperson of the Executive Board

With PLAN youth participants

Ms YOUSAF Humera
Chaperone

Ms SANTOS Paulene
Chaperone

**TEACHING PROFESSION /
CORPS ENSEIGNANT**

Ms TEPE Marlis
Expert

Ms NAPOE Assibi
Education International Region Africa

Ms BALA SINGH Shashi
Education International Asia-Pacific

Mr SINGH Govind
Education International Asia-Pacific

Mr NATH Sagar
Education International Asia-Pacific

Mr GAVRIELATOS Angelo
Australian Education Union

Ms CASTRO Francisca
Alliance of Concerned Teachers

Mr SOSSION Wilson
Kenya National Union of Teachers

Ms DA SILVA Fatima
Confederaçao Nacional dos Trabalhadores em Educaçao

Mr OK Anh Yang
The Korean Federation of teacher's associations

Mr YASKY Hugo
Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina

Ms HALLETT DA SILVA Cassandra
*Canadian Teachers' Federation-
Fédération Canadienne des Enseignants
et des enseignantes*

Mr GAVRIELATOS Angelo
Australian Education Union

Ms SAKHO-DANSOKHO Marieme
Syndicat des Professeurs du Sénégal

Mr YASKY Hugo
Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina

Mr BYUN Sung-ho
Korean Teachers Union

Mr ROBINSON David
Canadian Association of University Teachers

Mr DAWSON Graham
NASUWT - The Teachers' Union

Ms ROSYIDI Unifah
Teachers' Association of the Republic of Indonesia

Dr SULISTIYO M
Teachers' Association of the Republic of Indonesia

Mr HABAHBEH Khaled
General Union of Workers in Teaching

Mr JOERGENSEN Lasse Bjerg
Danish National Federation of Early Childhood and Youth Education

Ms KOFFMAN Maury
National Education Association

Mr DIAZ DE LA TORRE Juan
Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación

Ms MARLET Dominique
EdCrisis blog

Ms SCHULZ Helena
Worlds of Education

**YOUTH REPORTERS /
RAPPORTEURS JEUNESSE**

Ms LEE Ji Yoon
Ms YANG Yelin

**REPUBLIC OF KOREA
WEF 2015 HOST SECRETARIAT,
MINISTRY OF EDUCATION /
SÉCRÉTARIAT DU WEF 2015
DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE,
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

Mr KIM Young-gon
Secretary-General

Mr PARK Youngkyu
Protocol Special Advisor

H.E. Mr LEE Taero
Ambassador

Mr OH Dongil
Minister-Counsellor

Ms LEE Yunehong
Director

Ms YUH Heeseung
Director

Mr LIM Yongbin
Director

Ms YOON Junghyun
Deputy Director

Ms KIM Nahyun
Deputy Director

Mr SHIN Dongjin
Deputy Director

Ms GIL Inyoung
Deputy Director

Mr KIM Jinhong
Deputy Director

Ms CHO Suyeon
Deputy Director

Ms IM Hyojin
Deputy Director

Ms HWANG Sojeong
Deputy Director

Ms YUN Ji hyo
Deputy Director

Mr HAN Seongtae
Deputy Director

Ms KIM Kayi
Deputy Director

Mr BAEK Bong hyun
Deputy Director

Mr KWON Hyuggho
Educational Supervisor

Mr KANG Jeongku
Assistant Director

Mr JO Seungsu
Assistant Director

Ms HONG Geumjung
Assistant Director

Ms LEE Hyewon
Assistant Director

Mr JEONG Wansun
Assistant Director

Mr SOH Kijoon
Researcher

Ms LIM Kyungho
Researcher

Ms SHIN Deborah
Editor

Ms KIM Shineui
Intern

UNESCO WEF 2015 SECRETARIAT / SECRÉTARIAT UNESCO DU FORUM MONDIAL SUR L'ÉDUCATION 2015

Mr NAIDOO Jordan
Director, EFA and Global Agenda
Coordination Team

Ms DETZEL Sabine
Programme specialist, EFA and Global
Agenda Coordination Team

Ms SACHS-ISRAEL Margarete
Programme specialist, EFA and Global
Agenda Coordination Team

Ms GILLET Astrid
Chief, Programme, Monitoring and
Coordination Unit, Executive Office,
Education Sector

Ms RUPRECHT Lydia
Programme Specialist and Team
Leader, Section for Health and Global
Citizenship Education

Mr TAWIL Sobhi
Senior Programme specialist, EFA and
Global Agenda Coordination Team

Ms MCOMISH Elspeth
Executive Coordinator, Office of the
Assistant Director-General for Education

Ms LE THU Huong
Programme specialist, EFA and Global
Agenda Coordination Team

Ms KIVEKAS Heidi
Project Officer, EFA and Global Agenda
Coordination Team

Mr ECK Matthias
Project Officer, EFA and Global Agenda
Coordination Team

Ms LONCAREVIC Melika
Programme specialist, EFA and Global
Agenda Coordination Team

Ms JUNG Sang Eun
Associate Expert, EFA and Global
Agenda Coordination Team

Ms KIM Min Jeong
Head, GEFI Secretariat, UNESCO
Liaison Office in New York

Ms ZULFIQAR Salma
Chief a.i., Knowledge Management
Services

Ms TOIGO Patricia
Programme specialist, Knowledge
Management Services

Ms ALHABSHI Aida
Documentalist, EFA and Global Agenda
Coordination Team

Ms DRAME Kadidia
Assistant, EFA and Global Agenda
Coordination Team

Ms LIM-DAJCZMAN Jennifer
Assistant, Office of the Assistant Director-
General for Education

Ms BILBAO Loreto
Assistant, UNESCO Santiago Office

MS ABDUL LATIF Rana
Assistant, UNESCO Beirut Office

Ms THIOUNN Catherine
Main Assistant, Secretariat of the
President of the General Conference

Mr PERRY Alain
Team leader, Conference Services

Ms MARTINEZ GARCIA Almudena
Conference Services

Ms MITRY Susan
Conference Services

Ms KIM Jeehyeon
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

Ms KIM Hyojeong
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

Mr BANTA JR Rigoberto.
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

Ms LEE Yeon-Woo
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

Mr KIM Hyun
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

Ms LEE Guk-Hee
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

Ms LEE Saerom
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

Ms KIM Min-Ji
Assistant Programme Specialist,
Asia-Pacific Centre of Education for
International Understanding

INTERPRETERS / INTERPRÊTES

Ms BRET Chantal
Team leader, Interpreters

Ms ABDEL ALIM Amira
Mr AHN Chihyun
Mr AMARI Jaáfar
Mr AMELLER Carlos

Ms AZAB Lama
Ms BAE Soojin
Mr BEN CHAIRA Aissam
Mr BENBRAHAM Salim
Ms BENSON Shan
Mr BLACK James
Ms BONNET Juliette
Ms BOU RAAD Rana
Ms BOURY Marjorie
Mr BURDIEL PEREZ Juan Maria
Ms CAILLERIE Florence
Mr CARBONE Tyrone
Ms CHATELLE Dominique
Ms CHO Sarah Eunha
Ms CHO Sunhee
Ms CHOI Seungmin
Ms CORAJOU Chantal
Ms DAVIS Meegan
Ms DOMINGUEZ Paloma
Ms FERNANDEZ Maria Pilar
Ms FREEMAN Ann Isabel
Ms GALY Cecile
Mr GONZALEZ SALA Ernesto
Ms GWAK Sora
Mr HOLTEMANN-YOUNG Derek
Mr JAGGERS Stéphane
Mr JEAN-CHARLES Daniel
Mr KABA Marc Hussein
Ms KIM Hyuno
Mr KRISHNAN Raghu
Ms LAFUENTE VAN DERS LUIS Judith
Ms LEE Ej
Ms LEE Inna
Ms LEE Yuhee
Ms LIM Soonjung
Ms MARTIN BRETONES Eva
Ms MORAN Amaya
Ms NICHOLSON Heidi
Mr OBAME NDONG Godrics Yann Serges
Ms OUBARI Jihad Julie
Ms OUDRAOGO Léa
Ms PAK Sarah
Ms PARK Sujung Crystal
Ms PURI Punam
Ms PYOUN Rena Heywon
Ms QUIGLEY Patricia
Mr REES Philip
Ms REZK Alshaimaa
Ms RIVARD Lara
Ms SADABA-HERRERO Naia
Ms SEGUELA Isabelle
Ms SUNU Kyungmi
Ms SUTHERLAND Pascale
Ms THALER Amalia
Mr UNGAR Daniel
Ms VICTORIN Christine
Mr VISCOVI Marc
Mr ZIMMERMANN Kamal

WEF 2015

Programme détaillé

Jour 1 – Mardi 19 Mai 2015

14h30-16h00 Cérémonie d'ouverture

Intervenants :

Mme Irina Bokova, Directrice générale, UNESCO

Mme Park Geun-hye, Présidente de la République de Corée

M. Ban Ki-moon, Secrétaire général, Nations Unies

M. Jim Yong Kim, Président, Groupe de la Banque mondiale

M. Anthony Lake, Directeur général, UNICEF

Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive, ONU-Femmes

M. Kailash Satyarthi, Lauréat du prix Nobel de la paix 2014

S.A. Sheikha Moza Bint Nasser, Envoyée spéciale de l'UNESCO pour l'éducation de base et l'enseignement supérieur

16h30-18h00 Débat de haut niveau : « Définir le cadre »

Présentation de M. Aaron Benavot, Directeur, Rapport mondial de suivi sur l'EPT, UNESCO

Cette séance a suscité un débat sur l'éducation souhaitée pour l'avenir, sur la base des conclusions du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 indépendant, des analyses régionales de quelque 120 revues nationales de l'EPT 2015 et du rapport « *Repenser l'Éducation : Vers un bien commun mondial ?* ».

Jour 2 – Mercredi 20 Mai 2015

09h00-10h30 Séance plénière 1

Éducation 2030 – Agenda et Cadre d'action proposés

Modérateur : M. Ahlin Byll-Catarina, ancien Secrétaire exécutif, Association pour le développement de l'éducation en Afrique

Présentation de M. Qian Tang, Sous-Directeur général pour l'éducation, UNESCO

Cette séance a permis une discussion générale de l'agenda Éducation 2030 et du Cadre d'action, ainsi que sur le projet de la Déclaration du Forum mondial sur l'éducation 2015.

11h00-12h30 débats thématiques

Ces six débats thématiques parallèles ont abordé des questions transversales afin d'approfondir la compréhension de la réflexion qui sous-tend l'objectif de développement durable 4 relatif à l'éducation.

Séance parallèle 1. Équité et inclusion – Que personne ne soit laissé pour compte (organisée par l'UNICEF)

Président : M. Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF

L'éducation est l'un des investissements pour le développement dont la portée est la plus vaste et qui offre le plus de bénéfices. Néanmoins, l'optimisme qui a présidé aux premiers succès – construire davantage d'écoles et les enfants les fréquenteront – n'a pas atteint les enfants les plus pauvres, ceux qui vivent dans des situations de conflit, les réfugiés, les personnes déplacées dans leur propre pays ou les enfants confrontés à une discrimination fondée sur leur éloignement géographique, le genre, le handicap ou l'appartenance à une minorité ethnique. Ce débat thématique s'est intéressé aux principaux défis et opportunités susceptibles d'orienter un agenda social inclusif solide. L'objectif était de susciter un débat reposant sur des données probantes sur l'équité dans l'éducation ; de doter les responsables politiques et les décideurs d'outils leur permettant de plaider en faveur de l'équité et de l'inclusion ; et d'encourager les gouvernements à identifier et à cibler les ressources pour atteindre les groupes les plus marginalisés. La séance fut organisée autour de deux débats avec modérateur, réunissant des intervenants issus de différents domaines, notamment des ministres de l'Éducation, des représentants des Nations Unies, des économistes, des universitaires et des représentants de la société civile.

Séance parallèle 2. L'éducation dans les conflits et les crises (organisée par l'UNHCR)

Président : M. Daniel Endres, Directeur, Division des relations extérieures, UNHCR

Cette séance a débattu des moyens garantissant l'accès à l'éducation pour les enfants et les jeunes dans les situations de crise, dans le cadre de l'agenda Éducation 2030. Les intervenants invités ont montré comment les conflits et les crises ont entravé les progrès vers la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous, et comment atténuer l'impact des crises sur la réalisation des cibles de l'agenda Éducation 2030. Tout en mettant en lumière les principaux défis, les bonnes pratiques et les enseignements tirés, le débat s'est concentré sur la nécessité d'une planification, de partenariats et de financements prenant en compte les risques de crises à l'ère de l'agenda 2030, afin de garantir que chaque enfant vivant dans une situation de crise ait accès à une éducation sûre et de qualité.

Séance parallèle 3. Un financement axé sur les résultats peut-il nous aider à réaliser l'apprentissage pour tous ? (organisée par le Groupe de la Banque mondiale)

Président : M. Keith Hansen, Vice-président, Groupe de la Banque mondiale

Ce débat thématique a insisté sur le rôle crucial du financement pour la réalisation de l'objectif qui vise à assurer une éducation inclusive, équitable et de qualité, et un apprentissage tout au long de la vie pour tous. Le débat thématique (i) a proposé un aperçu du financement actuel de l'éducation et des défis associés au financement de l'agenda Éducation 2030 ; (ii) a souligné la nécessité d'un financement plus équitable, plus efficace et plus innovant dans l'éducation ; (iii) a mis en lumière l'expérience accumulée, avec des études de cas de pays, et partagé les stratégies recommandées pour améliorer les résultats des investissements nationaux et internationaux dans l'éducation. Les intervenants ont débattu de questions concernant le financement de l'éducation et les stratégies efficaces qui ont permis d'accroître le nombre et d'améliorer la qualité des services et des résultats, en particulier pour les plus marginalisés.

Séance parallèle 4. Réaliser l'égalité des genres dans l'éducation et autonomiser les femmes et les filles prévoir et planifier ensemble (organisée par ONU Femmes)

Présidente : Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive, ONU Femmes

Malgré des décennies consacrées à la promotion de l'éducation pour tous, l'égalité des genres dans l'éducation demeure un objectif insaisissable et incomplet. Les femmes et les filles n'ont pas bénéficié de manière égale de l'éducation et de la formation. Même lorsque les filles accèdent à l'éducation, elles doivent affronter de nombreuses difficultés interdépendantes qui les empêchent de réaliser pleinement leur potentiel. Les défis actuels persistent, en dépit des engagements fermes pris à l'échelle mondiale pour prioriser l'éducation des filles et des femmes. Ce débat thématique a cherché une approche intersectorielle à la résolution de ces défis dans le but de réaliser l'ODD 4 proposé (Éducation), par une autonomisation accrue des femmes et des filles selon l'ODD 5 proposé (Réaliser l'égalité des genres et autonomiser les femmes et les filles). Des enseignements ont été tirés, selon les cas, de la mise en œuvre des précédents engagements et des cadres intergouvernementaux, notamment de l'Éducation pour tous, du Programme d'action de Beijing et des OMD.

Séance parallèle 5. Placer l'éducation de qualité au centre de l'apprentissage tout au long de la vie (organisée par l'UNESCO)

Président : M. David Edwards, Secrétaire général adjoint, Internationale de l'Éducation

Il y a plus d'enfants scolarisés que jamais, mais qu'apprennent-ils ? Selon une estimation du GMR 2014, 250 millions d'enfants ne possèdent pas les connaissances de base, qu'ils aient ou non été scolarisés, et 200 millions de jeunes

quittent l'école sans les compétences dont ils ont besoin pour s'épanouir. Il se dégage un consensus croissant sur le fait que, dans l'agenda Éducation 2030, l'accent doit être mis sur la qualité de l'éducation. Mais les opinions divergent quant à la nature et aux caractéristiques d'une « éducation de qualité », ainsi que sur les leviers politiques les plus efficaces pour renforcer l'acquisition du savoir et des compétences. Cette séance a examiné les principales stratégies pour faire progresser la qualité de l'éducation et améliorer les résultats de l'apprentissage, notamment en s'attaquant au problème du déficit d'enseignants et de leurs qualifications, à la pertinence des programmes d'enseignement, à la disponibilité des matériels d'apprentissage ainsi qu'aux processus et aux environnements d'apprentissage. Elle a débattu aussi des meilleurs moyens de mesurer et de suivre la qualité de l'éducation.

Séance parallèle 6. Innover grâce à la technologie : façonner l'avenir de l'éducation (organisée par l'UNESCO)

Présidente : Mme Dorothy Gordon, Présidente du conseil d'administration de l'Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique

L'éducation s'est adaptée lentement aux innovations et aux technologies qui ont permis d'améliorer d'autres secteurs, comme la santé et le divertissement, et la scolarité d'aujourd'hui ressemble étonnamment à ce qu'elle était il y a 50 ans. Cependant, au moment où on compte autant d'appareils connectés à Internet que d'habitants sur la planète, il ne fait guère de doute que la technologie va perturber les modèles traditionnels d'apprentissage. Pour de nombreux observateurs, la question n'est plus de savoir si les innovations technologiques vont transformer l'éducation, mais quand et comment. Que devrait entreprendre un gouvernement pour assurer que la technologie enrichisse la pédagogie, réponde aux besoins des étudiants et des enseignants, et améliore les acquis éducatifs ? Ce débat a examiné les stratégies permettant d'accroître l'efficacité des systèmes éducatifs grâce aux technologies, en s'intéressant tout particulièrement aux principes qui doivent guider ce processus. Il a visé à aplanir les tensions entre des déclarations contradictoires sur l'utilité et la valeur de la technologie, et à déterminer comment les systèmes éducatifs peuvent mieux identifier, développer et généraliser les idées innovantes.

12h30-14h30 Événements parallèles à l'heure du déjeuner

14h30-16h00 Séances de groupe parallèles I

Examen des cibles mondiales

Ces 10 séances de groupe parallèles ont débattu des cibles mondiales de l'agenda Éducation 2030 et des cibles des autres ODD relatives à l'éducation. L'accent fut mis spécifiquement sur les principales mesures politiques, les stratégies et les actions prioritaires proposées dans le Cadre d'action pour appuyer leur mise en œuvre et formuler des recommandations..

Séance parallèle 1. Enseignement primaire et secondaire de qualité – mettre davantage l'accent sur l'apprentissage

Présidente : Mme Claudia Costin, Directrice principale, Groupe de la Banque mondiale

Cette séance s'est intéressée à la cible qui vise à assurer que toutes les filles et tous les garçons suivent jusqu'à son terme un cycle d'enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, menant à des résultats d'apprentissage pertinents et effectifs. L'accent mis sur l'apprentissage et l'équité fut au premier plan du débat. Il s'agissait de mettre en lumière les défis et les opportunités qui entourent la manière dont les systèmes éducatifs sont en mesure d'offrir une éducation de base de qualité à tous les enfants, leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires à leur épanouissement dans la vie et au travail. Les intervenants ont partagé leurs connaissances et leur expérience en la matière, insistant sur des stratégies spécifiques et les domaines prioritaires qui concourent à rendre cette cible réalisable.

Séance parallèle 2. Éducation et protection de la petite enfance – un investissement essentiel pour l'apprentissage tout au long de la vie et pour le développement

Présidente : Mme Pia Rebello Britto, Conseillère principale, Développement de la petite enfance, UNICEF

Première étape de l'apprentissage tout au long de la vie, le développement de la petite enfance est un grand facteur d'égalisation. Les jeunes enfants et les familles qui ont accès à des soins de qualité, à la nutrition, à la protection et à l'éducation n'ont pas seulement plus de chances d'échapper à une situation défavorisée, ils contribuent au

développement sociétal et économique. Un investissement équitable et précoce dans des programmes d'éducation et de protection de la petite enfance (EPPE) de qualité est donc nécessaire pour obtenir des résultats en termes de développement et d'apprentissage des enfants. Le but de cette séance a été d'accroître l'engagement mondial à investir dans cette cible, en exposant les raisons d'être de l'investissement dans l'EPPE, en partageant et en examinant les stratégies efficaces pour traiter l'équité, la qualité, l'approche holistique et les résultats des services et des programmes de l'EPPE et en assurer le suivi. La séance a été organisée autour d'un débat avec modérateur entre des experts issus de différents domaines, notamment des ministres de l'Éducation, des représentants des Nations Unies, des économistes, des universitaires et des représentants de la société civile.

Séance parallèle 3. Enseignement supérieur – préparer les jeunes et les adultes au travail et à l'apprentissage tout au long de la vie

Président : M. David Atchoarena, Directeur, UNESCO

Jamais dans l'histoire il n'a été aussi important d'investir dans l'enseignement supérieur. La demande d'accès aux programmes d'enseignement supérieur s'est accrue, alimentée par le nombre sans précédent de diplômés de l'enseignement secondaire et par le besoin fortement accru d'enseignants formés, faisant suite aux efforts entrepris au niveau mondial pour réaliser les objectifs de l'Éducation pour tous. Dans le même temps, l'évolution rapide du marché du travail impose de nouvelles exigences à l'enseignement supérieur, composante importante des parcours d'apprentissage tout au long de la vie, alors même que les sociétés dépendent de plus en plus de la recherche et de l'innovation issues des établissements d'enseignement supérieur. Cette séance a examiné comment les sociétés peuvent s'adapter à une demande croissante de programmes d'enseignement supérieur après 2015, promouvoir l'internationalisation, concevoir des systèmes de financement favorisant la qualité et l'équité, et renforcer l'apport des établissements d'enseignement supérieur à l'emploi des diplômés et à la création d'emplois.

Séance parallèle 4. Compétences pour le travail et l'entrepreneuriat

Président : M. Hamed Al Hammami, Directeur, UNESCO

Le développement des compétences sera un élément majeur de l'agenda Éducation 2030, tout en étant par ailleurs profondément ancré dans l'agenda plus large du développement mondial. Cependant, des défis comme l'absence de coordination et de cohérence des politiques en matière d'EFPT, la faiblesse des structures de gouvernance, les déficits de compétences et la faible pertinence des certifications professionnelles entravent la contribution de l'EFPT au développement durable. Pour y remédier, il convient de faire évoluer l'EFPT d'un modèle axé sur l'offre, vers un modèle axé sur les besoins du monde du travail et des individus. Outre les compétences professionnelles spécifiques, il faut aussi prendre en compte l'entrepreneuriat, la résolution de problèmes, « apprendre pour apprendre » et d'autres compétences cognitives et interpersonnelles de haut niveau essentielles pour un travail décent et l'apprentissage tout au long de la vie. Cette séance a exploré la façon dont les gouvernements peuvent encourager les réformes systémiques, notamment par le biais d'un renforcement des liens avec le secteur privé et d'autres parties prenantes extérieures au secteur de l'EFPT ; améliorer la pertinence des certifications ; accroître et diversifier le financement en faveur du développement des compétences.

Séance parallèle 5. Assurer l'équité et l'égalité des genres dans l'éducation et la formation : les perspectives des populations vulnérables

Président : M. Yannick Glemarec, Directeur exécutif adjoint, ONU Femmes

En dépit des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous, les groupes défavorisés et marginalisés, notamment les personnes handicapées, les peuples autochtones, les personnes issues de milieux socio-économiques pauvres et les habitants des zones rurales, s'en tirent souvent mal. En matière d'éducation, les femmes et les filles de ces groupes doivent affronter des formes de discrimination supplémentaires, multiples et intersectionnelles. Pour les populations marginalisées, l'accès à l'éducation, même si celle-ci est gratuite, n'est souvent pas assuré ; le droit à une éducation de qualité n'est souvent pas reconnu ; et la qualité de l'éducation dispensée est médiocre, ce qui influe sur les acquis de l'apprentissage et sur l'autonomisation générale de ces populations. Cette séance a abordé les stratégies nécessaires pour permettre à tous les enfants et à tous les adultes, quel que soit leur statut, de jouir de leur droit à l'éducation. Elle s'est appuyée sur les perspectives des groupes vulnérables et marginalisés, l'objectif étant de dessiner les contours d'un ensemble de recommandations devant guider la poursuite holistique de la cible d'équité proposée pour l'ODD 4.

Séance parallèle 6. Une vision élargie : l’alphabétisation des jeunes et des adultes dans une perspective d’apprentissage tout au long de la vie

Présidente : Mme Ann-Thérèse NdongJatta, Directrice, UNESCO

Selon les statistiques, environ 781 millions d’adultes, dont les deux tiers sont des femmes, ne savent ni lire ni écrire dans le monde. Ce faible niveau de compétences en alphabétisme est une préoccupation qui touche tous les pays, y compris les pays à revenu moyen et élevé ; en effet, depuis 2000, un quart des pays seulement a réduit le taux d’analphabétisme des adultes de 50 %. Dans de nombreux cas, en outre, on ne reconnaît pas la nécessité pour les apprenants d’acquérir des niveaux de compétences en écriture, en lecture et en calcul équivalents à l’éducation de base, qui forment le socle de l’apprentissage tout au long de la vie. Cette séance a présenté des stratégies clés pour améliorer l’accès à des opportunités d’alphabétisation de qualité et innovantes, pour renforcer les investissements durables et sûrs dans l’alphabétisation, et pour approfondir les partenariats multipartenaires ainsi qu’une action participative décentralisée par le biais d’un réseau de villes, de communautés et de familles apprenantes.

Séance parallèle 7. Éduquer et apprendre pour des sociétés pacifiques et durables

Présidente : Mme Soo-Hyang Choi, Directrice, UNESCO

Face aux évolutions rapides de notre monde interconnecté, les apprenants doivent bien appréhender les défis qui se posent aux niveaux local, national et mondial, par l’acquisition des compétences et des attitudes leur permettant de jouer un rôle actif, aussi bien au niveau local que mondial, pour affronter et résoudre ces défis. Pour répondre à cette demande, les systèmes éducatifs dans leur ensemble doivent être soutenus, voire réorientés. L’Initiative mondiale pour l’éducation avant tout a été un important pas en avant dans ce sens, intégrant la citoyenneté mondiale dans ses trois priorités, et l’Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le Programme d’action global pour l’éducation au développement durable. Dans ce contexte, cette séance a visé à engager les participants dans un débat animé sur les moyens d’intégrer efficacement l’éducation à la citoyenneté mondiale et l’éducation au développement durable dans les systèmes éducatifs afin d’aider à accroître la pertinence de l’éducation dans notre monde contemporain et sa capacité à contribuer à la réalisation du développement durable.

Séance parallèle 8. Les enseignants pour le monde que nous voulons – l’agenda pour les politiques, les pratiques et la recherche

Président : M. Jorge Sequeira, Directeur, UNESCO

Réaliser le droit à une éducation de qualité signifie que l’on assure à chaque élève un enseignant qualifié, motivé et professionnellement soutenu. Cependant, la qualité de l’éducation est actuellement minée par les déficits d’enseignants et la répartition inéquitable des enseignants qualifiés dans les pays et entre les pays. Il est donc indispensable d’attirer et d’appuyer les meilleurs étudiants afin qu’ils choisissent de devenir enseignants, en les retenant dans la profession par un développement professionnel continu et des conditions de travail appropriées. Pour cela, un dialogue efficace et continu entre les décideurs politiques, les enseignants et les chercheurs est essentiel. Cette séance a engagé les participants dans un débat interactif qui a abordé les données les plus en pointe et les tendances en matière de formation des enseignants, notamment les attentes accrues dont ils font l’objet et les défis multiples qu’ils continuent d’affronter en classe et à l’extérieur ; ainsi que les principales stratégies pour mettre en place des réformes efficaces des politiques relatives aux personnels enseignants, notamment le dialogue social.

Séance parallèle 9. Corps sains, esprits brillants : santé, VIH et éducation sexuelle

Présidente : Mme Julia Bunting, Présidente, Population Council

Les élèves en bonne santé apprennent mieux, et plus les élèves sont instruits, plus ils possèdent les connaissances et les compétences pour être en bonne santé. Le renforcement des liens entre ces deux domaines fondamentaux du bien-être humain constitue une approche essentielle à la réalisation du développement durable. L’éducation fait office de « vaccin social » contre les maladies infectieuses telles que le VIH. Une éducation sexuelle fondée sur des compétences utiles à la vie courante, notamment sur des compétences cognitives comme la pensée critique et l’évaluation des risques ; sur des compétences sociales comme la communication ; et sur des compétences émotionnelles comme l’empathie, peut contribuer à la prévention du VIH et des grossesses non désirées, et à l’égalité des genres, à des opportunités économiques et au développement durable, tout en renforçant les compétences de base et en permettant aux apprenants de répondre aux grandes questions du moment. Cette séance a aidé les délégués à mieux comprendre le rôle de l’éducation sexuelle dans l’amélioration de la santé, dans la lutte contre le VIH et dans l’égalité des genres et a insisté sur les interactions qui existent entre la santé et l’éducation, ainsi que sur l’impact sur l’EPT et, plus largement, sur l’agenda des ODD, notamment sur l’Objectif 3 relatif à la santé.

Séance parallèle 10. Élaborer et développer des indicateurs pour mesurer les progrès des cibles Éducation 2030

Présidente : Mme Silvia Montoya, Directrice, Institut de Statistique de l'UNESCO

Cette séance a présenté les recommandations du Groupe consultatif technique sur les indicateurs de l'éducation post-2015, qui soulignent l'urgence pour la communauté éducative, dans le cadre du nouvel agenda du développement, de s'attaquer aux nouveaux problèmes et défis de la mesure, en particulier en matière de qualité de l'éducation et d'équité. Elle a examiné des stratégies pour évaluer l'apprentissage au sein de différents contextes nationaux et entre eux, notamment la nécessité de développer les capacités nationales pour élaborer, conduire, analyser et utiliser des évaluations ; identifier des indicateurs pour mesurer les progrès de la réduction des inégalités pour toutes les cibles de l'éducation ; ainsi que de nouvelles approches à la collecte de données plus complètes sur les différentes sources et utilisations du financement destiné à l'éducation et à la formation.

16h30-18h00 Séance plénière 2

L'éducation, moteur du développement – l'exemple de la République de Corée

Allocution de bienvenue par M. Woo-Yea Hwang, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'éducation, République de Corée

Présentation par M. Sun-Geun Baek, Président, Institut coréen pour le développement de l'éducation

Président : M. Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le développement

Cette séance a abordé le rôle central de l'éducation dans le développement national, à partir de l'expérience de la République de Corée en matière de développement éducatif. Elle a examiné des stratégies éducatives et des options de politique pour traiter les défis actuels et futurs.

Jour 3 – Jeudi 21 Mai 2015

09h00-10h30 Séances de groupe parallèles II

Comment mettre en œuvre l'agenda Éducation 2030 ?

Ces 10 séances ont débattu des processus et des mécanismes de mise en œuvre nécessaires pour réaliser le prochain agenda et élaborer des recommandations en vue de l'adoption du Cadre d'action.

Séance parallèle 1. Mécanismes de coordination et de suivi mondiaux et régionaux

Président : M. David Atchoarena, Directeur, UNESCO

Le succès d'Éducation 2030 dépend de l'efficacité de l'action aux niveaux national, régional et mondial. Il faudra pour cela de solides mécanismes de coordination et de suivi à tous les niveaux, qui devront être fondés sur les principes de l'inclusion, de la participation et de la transparence et exploiter les mécanismes existants. Cette séance s'est intéressée aux niveaux régional et mondial, pour appuyer les actions conduites par les pays et souligner les progrès et les défis persistants en matière de mécanismes de suivi et de redevabilité depuis 2000. À la lumière du nouveau programme, elle a débattu des types de mécanismes mondiaux et régionaux de coordination et de suivi, et des pratiques qui peuvent s'avérer nécessaires. Elle a exploré par ailleurs les façons dont les mécanismes mondiaux et régionaux de coordination et de suivi en matière d'éducation devraient, tout en les complétant, opérer en parallèle avec les mécanismes émergents de coordination et de suivi pour l'ensemble des ODD.

Séance parallèle 2. Gouvernance efficace et redevabilité

Président : M. GwangJo Kim, Directeur, UNESCO

Les systèmes actuels de gouvernance éducative nationale sont des mille-feuilles complexes. La multiplication d'acteurs privés impliqués dans la prestation, la gestion et le suivi de l'éducation rendent plus difficile encore une gouvernance efficace et transparente, alors même que la décentralisation confère aux autorités de gouvernance sous-nationales et aux acteurs locaux une responsabilité et une autorité accrues. Dans ce contexte, la coordination et le partenariat sont essentiels pour protéger l'égalité d'accès à une éducation de qualité et l'utilisation efficace de ressources limitées.

Cette séance a examiné le rôle joué par les autorités éducatives, a identifié les politiques et les stratégies clés afin de créer un cadre réglementaire pour une gouvernance collaborative, dans un contexte où se développe la commercialisation, et elle a identifié des systèmes de redevabilité susceptibles d'aider à la construction de systèmes éducatifs équitables et de qualité.

Séance parallèle 3. Au-delà de l'aide : transformer les systèmes éducatifs par le biais de partenariats

Président : M. Nick Dyer, Directeur général, Politiques et Programmes internationaux, Département du Développement International, Royaume-Uni

Ce sont les pays qui doivent conduire la réalisation de la vision ambitieuse du Cadre d'action, mais la transformation des systèmes éducatifs pour offrir un apprentissage pour tous exige aussi qu'ils collaborent au sein de partenariats porteurs de sens, en apprenant les uns des autres, qu'il s'agisse de trouver comment renforcer et améliorer les systèmes éducatifs ou de prioriser les politiques fondées sur les meilleures données disponibles. La communauté internationale joue également un rôle essentiel dans l'appui aux partenariats, afin que personne ne soit laissé pour compte. Cette séance a présenté les perspectives nationales et internationales du rôle de la coopération et des partenariats dans le développement post-2015. Les contributions étaient ancrées dans le besoin des pays d'identifier de nouvelles formes de travail en partenariat et multilatéral pour répondre au mieux aux lacunes au niveau mondial. La discussion s'est appuyée sur les thèmes centraux de l'apprentissage et de l'équité pour faire passer le débat d'une vision centrée sur le financement du développement à la mise en avant de partenariats porteurs de sens et catalyseurs du changement.

Séance parallèle 4. Peut-il y avoir un développement sans capacités ? Les principes de l'analyse et de la planification sectorielle nationale

Présidente : Mme Suzanne Grant Lewis, Directrice, Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO

Le renforcement des capacités est reconnu pour son rôle fondamental dans la réalisation du développement durable et pour être l'un des principaux piliers de la coopération internationale en faveur du développement. S'il y a consensus sur l'importance du renforcement des capacités, le choix des stratégies reste en débat, en particulier pour ce qui est du passage du développement de capacités individuelles à des capacités institutionnelles durables. Cette séance a envisagé plusieurs propositions de programmes efficaces de renforcement des capacités pour l'analyse et la planification du secteur de l'éducation. Elle a examiné la complexité politique d'un engagement de longue haleine envers le renforcement des capacités nationales, identifié des stratégies de renforcement des capacités, envisagé des moyens pour renforcer les centres nationaux, et identifié d'autres principes issus de l'expérience pour le renforcement des capacités.

Séance parallèle 5. Offrir des opportunités d'apprentissage pertinentes aux enfants non scolarisés

Présidente : Mme Jo Bourne, Directrice associée pour l'éducation, UNICEF

Malgré les promesses de la Déclaration du Millénaire et de l'Éducation pour tous, un enfant sur onze ne va toujours pas à l'école dans le monde. À partir d'analyses récentes effectuées dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés (OOSCI), cette séance a offert une compréhension plus approfondie et plus nuancée du profil des enfants non scolarisés dans différentes régions du monde, ainsi que des obstacles auxquels ils sont confrontés. Un panel d'experts est intervenu sur les changements nécessaires dans les pays ayant une large population d'enfants non scolarisés, présentant des exemples d'approches efficaces mises en œuvre dans les pays en passe de résoudre ce problème. La séance s'est terminée par la description de programmes d'apprentissage alternatifs qui répondent aux besoins des enfants et des adolescents ayant peu de chances d'aller à l'école ou qui ont déjà décroché.

Séance parallèle 6. Utiliser les données pour les politiques et les pratiques

Président : M. Amit Dar, Directeur, Pratique mondiale Éducation, Groupe de la Banque mondiale

Cette séance a porté sur l'importance des données dans l'élaboration des politiques et des pratiques éducatives, dans la mesure où elles sont un facteur clé dans la réussite de l'agenda Éducation

2030. Étant donné la portée accrue de l'agenda pour l'éducation, il est impératif d'investir de toute urgence dans des mesures efficaces en matière d'éducation. Des données solides sur les résultats de l'apprentissage, sur les programmes les plus à même d'influer sur ces résultats et sur les systèmes mis en place pour généraliser ces programmes sont d'une importance capitale pour orienter les décisions de politique et de programmation dans tous les pays, ainsi que les agences et les organisations travaillant avec les systèmes éducatifs du monde entier. Dans le cadre d'un débat animé par un modérateur, les membres du panel composé de décideurs, de représentants de la société civile, de chercheurs et de représentants d'agences de développement ont présenté leur expérience dans le domaine de l'élaboration et de l'utilisation des données dans les décisions de politique éducative, mettant l'accent sur les stratégies qui ont encouragé

et amélioré les réformes des systèmes éducatifs. Ils ont mentionné également les difficultés liées à l'élaboration et à l'utilisation de ces données dans le processus décisionnel.

Séance parallèle 7. Opérationnaliser l'apprentissage tout au long de la vie

Président : M. Arne Carlsen, Directeur, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie

Composant et principe essentiel de l'agenda Éducation 2030, « l'apprentissage tout au long de la vie » doit être situé au cœur des efforts de réforme éducative, tout en sous-tendant l'élaboration de systèmes d'apprentissage rayonnant au-delà du seul secteur éducatif. Cependant, si le concept de l'apprentissage tout au long de la vie est généralement bien compris et apprécié, des questions subsistent à propos de son opérationnalisation. Face aux défis mondiaux du 21^e siècle, il est maintenant encore plus impératif que chaque pays fasse de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité pour tous. Cette séance a analysé les progrès, les tendances et les défis dans les pays sur la voie de la réalisation de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous ; elle a partagé les bonnes pratiques des pays en termes de formulation et de mise en œuvre de politiques et de stratégies pour la conception de systèmes et de sociétés permettant l'apprentissage tout au long de la vie ; et elle a examiné une définition opérationnelle de l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi que des méthodes pour en contrôler et mesurer les progrès.

Séance parallèle 8. Mobiliser le secteur privé pour la réalisation de l'agenda Éducation 2030

Président : M. Justin van Fleet, Chef de cabinet, Bureau de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale

Maintenant plus que jamais, les entreprises nouent des partenariats avec la société civile, les gouvernements et entre elles, dans le but de créer de nouvelles solutions pour améliorer l'apprentissage et la collecte de données pour l'éducation ; d'aider à aligner les programmes d'enseignement sur les besoins du monde du travail ; de développer des technologies pour l'enseignement, y compris pour les groupes les plus marginalisés ; et de participer à des plateformes multipartenaires. Au niveau mondial cependant, l'appui des entreprises à la santé est seize fois supérieur à ce que qu'il est pour l'éducation. Cette séance avait pour objet d'encourager les entreprises à investir dans l'éducation, en particulier de montrer comment le secteur privé peut coordonner son action avec celle d'autres acteurs de l'éducation. Les intervenants ont partagé leur point de vue sur l'impact potentiel des entreprises sur l'apprentissage, sur la façon dont le recours aux entreprises peut renforcer la notoriété de l'agenda Éducation 2030, et ils ont décrit à quoi ressemble un engagement réussi de la communauté du secteur privé. Ils se sont intéressés aussi aux moyens de collaboration possibles entre les entreprises, les pouvoirs publics et la société civile afin de vaincre les obstacles à l'apprentissage.

Séance parallèle 9. Le rôle de la société civile en matière d'éducation

Présidente : Mme Patience Stephens, Directrice/Conseillère spéciale pour l'éducation, ONU Femmes

La communauté internationale a reconnu le rôle essentiel de la société civile dans la réalisation des objectifs de l'EPT. En effet, les organisations de la société civile ont démontré leur capacité à sensibiliser les populations, à provoquer et à entreprendre un dialogue de politique essentiel et des interventions de plaidoyer fondées sur les réalités, à promouvoir des processus décisionnels plus transparents et inclusifs, à se lancer dans des approches éducatives innovantes, surtout en faveur des groupes les plus marginalisés – contribuant ainsi à la promotion d'une éducation inclusive, de qualité et équitable et d'un apprentissage tout au long de la vie pour tous. Cette séance avait pour but de faire le point sur les contributions, les réussites, les goulets d'étranglement et les enseignements à tirer de l'engagement actif de la société civile envers l'EPT depuis 2000, et d'émettre des recommandations concrètes à propos des rôles et des contributions des organisations de la société civile ainsi que des stratégies d'appui de la société civile afin d'assurer la pleine réalisation de l'agenda Éducation 2030.

Séance parallèle 10. Les cibles de l'agenda Éducation 2030 : ce que nos sociétés gagnent à réaliser ce programme universel

Président : M. Mamadou Ndoye, ancienne Ministre de l'Éducation, Sénégal

La séance a débattu des conclusions d'un nouveau rapport de l'OCDE qui analyse les gains sociaux et économiques découlant de la réalisation des cibles de l'éducation post-2015. Les nouvelles données ont permis de dégager des arguments pour assurer à chaque enfant né en 2015 qu'il possédera d'ici à 2030 un niveau de compétences de base pour poursuivre son éducation, réussir sa vie professionnelle et personnelle. Selon ce rapport, si les pays les plus pauvres atteignaient cet objectif, leur PIB augmenterait chaque année de 28 % en moyenne jusqu'en 2095. Cette séance a examiné le chemin restant à parcourir pour que les pays réalisent ces gains, en insistant sur la pertinence universelle des cibles de l'après-2015 et en apportant des informations sur les politiques et les pratiques éducatives

susceptibles de favoriser ces réalisations. Elle a présenté l'expérience de systèmes éducatifs efficaces pour montrer comment l'investissement dans l'éducation peut servir à produire les meilleurs résultats.

11h00-12h30 Séance plénière III

Comment l'éducation contribue-t-elle au développement durable après 2015 ?

Co-présidents : M. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif, FNUAP, et Mme Amina

Mohammed, Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la planification du développement après 2015

Le développement durable ne sera pas seulement le fruit de solutions technologiques, d'une régulation politique ou d'instruments financiers. La réalisation du développement durable n'est véritablement possible que grâce à des efforts intersectoriels dans lesquels l'éducation joue un rôle clé – il ne s'agit pas d'un type particulier d'éducation, mais d'une éducation qui prenne en compte l'interdépendance de l'environnement, de l'économie et de la société, et qui contribue à susciter le changement des mentalités indispensable pour déclencher des actions en faveur du développement durable. Reconnaissant son rôle important, les ODD ne visent pas seulement l'éducation comme un but autonome, mais ils intègrent aussi des cibles liées à l'éducation dans d'autres ODD, notamment pour la santé, la croissance et l'emploi, la consommation et la production durable ainsi que les changements climatiques. Cette séance a mis en évidence et a examiné les liens croisés entre l'éducation et d'autres questions liées au développement durable. Elle a souligné le pouvoir transformateur de l'éducation, et a montré l'importance des approches intersectorielles. Les intervenants ont débattu de la question de savoir comment l'éducation peut répondre aux défis mondiaux, en insistant notamment sur la contribution de l'éducation à la prise en compte des changements climatiques, de la santé et de la réduction de la pauvreté.

12h30-14h30 Événements parallèles à l'heure du déjeuner

14h30-16h00 Séance plénière IV

Éducation 2030 : Accord sur le Cadre d'action et adoption de la Déclaration finale

Co-présidents : M. Dankert Vedeler, Directeur général adjoint, ministère de l'Éducation et de la Recherche de Norvège et Président du Comité directeur de l'EPT, et M. Qian Tang, Sous-Directeur général pour l'Éducation, UNESCO

Cette séance avait pour objet l'adoption par tous les participants de la Déclaration du Forum mondial sur l'éducation 2015, qui reflète la conception commune de la communauté éducative à propos d'Éducation 2030, et leur accord sur un Cadre d'action détaillé qui guidera et appuiera la mise en œuvre du futur programme pour l'éducation.

16h30-18h00 Déclarations de haut niveau et cérémonie de clôture

Les représentants de haut niveau des différentes parties prenantes, telles que gouvernements, agences, ONG et secteur privé, ont publiquement pris l'engagement de mettre en œuvre le programme proposé pour l'éducation avant la clôture officielle du forum..

Événements parallèles à l'heure du déjeuner- 20 Mai

Promotion de l'éducation pour la dignité, la prospérité et la justice Gouvernance mondiale de l'objectif et des cibles pour l'Éducation dans les ODD

Organisateurs : Réseau pour les politiques internationales et la coopération en matière d'éducation et de formation (NORRAG), Campagne pour l'éducation populaire (CAMPE- Bangladesh) & Campagne mondiale pour l'éducation (CME)

Cette manifestation parallèle a porté un regard critique sur la gouvernance mondiale et nationale de l'objectif proposé pour l'éducation et de ses cibles sous trois aspects : a) leur application universelle au "Nord et au Sud", reconnaissant leurs responsabilités communes mais différenciées b) leur lien avec une croissance inclusive, résiliente et durable et c) leur lien avec des institutions participatives, notamment dans les sociétés post-conflit. Le panel a représenté deux réseaux mondiaux, la société civile, une agence bilatérale et le monde universitaire.

Violence, vulnérabilité et voix : mettre fin à la violence sexuelle dans et autour de l'école, faire progresser l'égalité des sexes dans l'éducation

Organisateurs : Plan international & Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)

La violence sexuelle à l'école est un problème à l'échelle mondiale qui freine l'éducation de millions d'enfants partout dans le monde, limitant la perspective de réaliser l'égalité des genres à l'école. Dans le contexte du Forum mondial sur l'éducation et de l'agenda post-2015, les panélistes ont débattu du consensus qui se dessine dans le monde sur ce problème et ont proposé des mesures concrètes pouvant être adoptées par les principales parties prenantes pour faire progresser l'égalité des genres dans l'éducation et veiller à ce que tous les enfants apprennent sans peur.

Protéger l'éducation, les écoles et les universités des attaques et d'un usage militaire

Organisateurs : Gouvernement de Norvège, Campagne mondiale pour l'éducation (CME)

La fréquence et la brutalité des attaques contre l'éducation et la communauté éducative – contre des élèves, des enseignants, des écoles et d'autres acteurs éducatifs – et l'appropriation d'installations éducatives à des fins militaires sont une grave source d'inquiétude car elles sapent de façon majeure la réalisation du droit de l'éducation au niveau mondial. De telles attaques et le mauvais usage des installations éducatives ont des effets durables sur les personnes visées directement et sur la force et la résilience du système éducatif tout entier.

Cette manifestation a débattu de la nature et de l'impact des attaques récentes sur l'éducation et de l'utilisation des installations scolaires à des fins militaires, avec des représentants de la société civile nationale et des experts mondiaux. Elle s'est intéressée aussi aux stratégies proposées pour prévenir et riposter à la fois aux attaques et aux usages militaires, en mettant l'accent en particulier sur les lignes directrices pour la protection des écoles et des universités contre l'utilisation militaires élaborées dans le cadre d'un processus de consultation conduit par la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA) en 2012 et achevé sous l'égide de la Norvège et de l'Argentine.

Éducation et crise : vers une riposte renforcée

Organisateurs : Save the Children & Réseau interorganisations pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE)

Du 11 au 22 mai 2015, le Réseau interorganisations pour l'éducation dans les situations d'urgence (INEE) a organisé une consultation mondiale sur le thème « Éducation et crise : vers une riposte renforcée » dans le cadre du processus de préparation au Sommet d'Oslo sur l'Éducation au développement. Cette manifestation était pour les participants du Forum l'occasion de partager leurs vues sur ce sujet et, en particulier, sur les moyens d'améliorer l'architecture d'aide existante et la coordination afin de mieux assurer que l'éducation de qualité soit accessible à tous les enfants en période de crise.

Transformer les milieux d'apprentissage et de formation : faire progresser l'éducation au développement durable par le biais d'une approche « Institution entière »

Organisateurs : Centre pour l'éducation à l'environnement (CEE), Banque africaine de développement (BAD), Fondation pour l'éducation à l'environnement (FEE) & Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Le Programme d'action mondiale pour l'éducation au développement durable (EDD), lancé à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'EDD organisée au Japon en novembre 2014 et faisant suite à la Décennie des Nations Unies pour l'EDD identifie des approches « institution entière » comme l'un des cinq domaines d'action prioritaire afin de générer et de généraliser des actions EDD dans les années à venir. Les environnements d'apprentissage durables, tels que les éco-écoles ou les campus verts, permettent aux éducateurs et aux apprenants d'intégrer les principes de la durabilité dans leur pratique quotidienne. La transformation des environnements d'apprentissage et de formation concerne non seulement une gestion plus durable des équipements physiques, mais aussi un changement dans l'éthique et la structure de gouvernance de l'institution toute entière. L'intégration du développement durable à toute l'institution permet aux apprenants de pratiquer celui-ci dans leur vie quotidienne – afin de vivre ce qu'ils apprennent.

Une réponse mondiale à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation

Organisateurs : Internationale de l'Éducation (IE) & Campagne mondiale pour l'éducation (CME)

La croissance rapide au niveau mondial de la privatisation et de la commercialisation de l'éducation pose une menace particulière pour le droit universel à l'éducation. Les partenariats publics-privés et les écoles privées pratiquant des tarifs peu élevés ont été salués par différents acteurs comme la solution pour traiter les problèmes des systèmes éducatifs. Mais que voit-on en réalité ? Cette manifestation a problématisé l'expansion des activités et initiatives à but lucratif

et « commerciales » dans l'éducation, spécifiquement pour l'enseignement et l'apprentissage, et elle a dessiné les grandes lignes des conséquences sur les systèmes éducatifs et la justice sociale plus largement.

Le rôle des compétences douces dans l'avenir de l'éducation mondiale

Organisateurs : Fondation LEGO & Brookings Institute

À la différence de l'alphabétisation et de la numératie, les compétences douces sont fréquemment oubliées par les parents, les éducateurs et les décideurs, bien qu'elles soient essentielles au développement des enfants. Cette séance a plaidé à la fois pour une évaluation des compétences formelles et des compétences douces et elle a présenté les recherches de pointe sur le biais d'activités pratiques interactives avec les participants à la manifestation.

Des OMD aux ODD : réaliser la promesse d'une éducation inclusive de qualité pour les enfants handicapés

Organisateur : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

Ces 15 dernières années ont vu des progrès substantiels dans l'enseignement primaire et secondaire, mais dans la plupart des pays à revenu faible et moyen, un ensemble d'obstacles fait que les enfants handicapés ont encore moins de probabilité d'être scolarisés, plus de chances de décrocher précocement et moins de probabilité d'acquérir des compétences essentielles comme la lecture, l'écriture et les mathématiques, que les enfants non handicapés. Pendant cette séance, les intervenants, représentant les points de vue des politiques, de l'économie, des praticiens et des consommateurs se sont livrés à un débat interactif sur des problèmes posés par un modérateur et les participants. Les problématiques ont porté notamment sur le fait de savoir si les enfants handicapés ont été oubliés par les OMD, les cibles et les indicateurs qui devraient être inclus dans les ODD, comment traiter les lacunes en matière de données et de financement, et ce qui manque éventuellement dans le Cadre d'action.

Plaider en faveur d'écoles sûres

Organisateurs : Plan international, Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR), Save the Children, World Vision, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (GFDRR) & UNESCO

L'Initiative mondiale pour une école sûre (WISS), lancée à l'occasion de la 3ème Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophes (DRR), est une initiative multipartenaires conduite par les gouvernements, faisant office de partenariat mondial pour promouvoir la mise en place d'écoles sûres au niveau national. Elle repose sur le Cadre scolaire sûr complet, qui vise à sécuriser les écoles contre tous les dangers, assurant l'éducation en situation d'urgence et incluant l'éducation à la réduction des risques de catastrophes. La séance a débattu des progrès accomplis à ce jour.

Événements parallèles à l'heure du déjeuner- 21 Mai

Nouvelles approches pour de nouveaux contextes : innovations pour un enseignement et un apprentissage porteurs de transformation

Fonds mondial pour les livres : mettre les premiers livres de lecture de qualité à la disposition de tous

Organisateurs : Agence américaine pour le développement international (USAID), Gouvernement de Norvège, Gouvernement du Royaume-Uni, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Partenariat mondial pour l'éducation (PME) & Save the Children

Le Fonds mondial pour les livres pourrait contribuer de façon significative à la réalisation des objectifs post-2015 en transformant radicalement le paysage de la fourniture des matériels de lecture qui sont un élément essentiel pour la résolution de la crise de la lecture au niveau mondial. La discussion de plans pour le Fonds, la recherche de moyens pour les renforcer, et la prise en compte croissante des partenariats qui seront nécessaires pour la réussite du Fonds, qui ont été l'objet de cette manifestation, aideront la communauté internationale à poser les bases d'un Fonds mondial pour les livres qui fera avancer efficacement la cause de l'Éducation pour tous.

L'avant-garde du changement : le rôle des jeunes dans un nouvel agenda puissant pour l'éducation

Organisateur : Initiative mondiale des Nations Unies pour l'éducation avant tout (GEFI)

Cette manifestation parallèle fut une discussion ouverte entre des représentants de gouvernements et de jeunes participant au Forum mondial de l'éducation et elle fut l'occasion de lancer un « Appel à l'action » à partir des

nombreux documents créés dans le cadre de processus conduits par les jeunes en préparation de 2015. L'Appel à l'action insiste sur l'importance de travailler en partenariat avec des jeunes et vise à appuyer les gouvernements dans leur mise en œuvre du Cadre d'action.

Comment la compréhension des systèmes éducatifs peut-elle contribuer à rendre durable l'apprentissage pour tous ?

Organisateurs : Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, Centre pour le développement mondial & Banque mondiale

Cette séance a réuni le Centre pour le développement mondial, le Département britannique pour le développement international et le Groupe Banque mondiale, pour explorer les recherches sur les systèmes éducatifs. Les systèmes éducatifs ont déjà beaucoup évolué pour assurer que les enfants puissent être scolarisés, partout dans le monde. Nous savons cependant que beaucoup d'enfants, surtout les plus marginalisés, ne sont toujours pas en mesure d'accéder à l'éducation et d'accomplir un cycle complet. Il est aussi inquiétant de constater que les enfants qui sont scolarisés n'apprennent pas. « La crise de l'apprentissage » nous a conduits (la communauté éducative mondiale) à nous interroger sur l'adéquation et la pertinence de l'éducation dispensée dans le monde. Il y a des arguments forts en faveur d'une approche systémique à une réforme de l'éducation.

Transformer efficacement l'apprentissage et l'enseignement avec les technologies

Organisateur : Intel Education

Proposant une collaboration sans précédent entre les gouvernements, les éducateurs et des partenaires de l'industrie, le modèle d'Intel pour la transformation de l'éducation a permis à des élèves de réussir et a contribué à bâtir des communautés prospères dans le monde entier. La manifestation a montré des études de cas sur la façon dont différentes écoles et institutions ont surmonté des défis allant de l'accès à la qualité pour préparer les élèves à réussir dans l'économie mondiale. Cette manifestation a aussi permis de démontrer que la collaboration améliore l'apprentissage et l'enseignement pour tous.

Repositionner le curriculum dans la qualité & la pertinence vis-à-vis du développement de l'éducation

Organisateur : UNESCO Bureau international d'éducation (BIE)

Cette manifestation parallèle a proposé à la discussion un papier du BIE sur le nouveau paradigme de curriculum dont le monde a besoin MAINTENANT pour que l'éducation joue efficacement son rôle d'ODD à part entière, et comme facteur essentiel pour les autres ODD. La séance a traité aussi des pédagogies requises pour faciliter un apprentissage équitable et efficace et les méthodes d'évaluation pour appuyer l'apprentissage.

Orientations actuelles et nouvelles pour mesurer l'éducation à la citoyenneté mondiale

Organisateurs : Brookings Institution & Initiative mondiale des Nations Unies pour l'éducation avant tout (GEFI)

La manifestation a exploré les méthodes actuelles d'évaluation formative et sommative et les nouvelles orientations pour mesurer les résultats de l'apprentissage en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale, en termes de nouveaux savoirs, attitudes et comportements. La discussion était fondée sur les premières conclusions d'une étude commandée par l'UNESCO, cherchant à identifier les indicateurs potentiels pour mesurer les résultats d'apprentissage en matière d'éducation au développement durable (EDD) et d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) et à analyser les problèmes liés à la collecte de données, ainsi qu'un document de travail qui passe en revue les outils existants et les questions de mesure d'ECM au niveau local et au niveau de l'école. Durant cette manifestation, les participants ont discuté de la définition et des moyens de mesure liés à l'ECM.

Le nouveau pouvoir de l'éducation des jeunes et des adultes - contribution à un agenda post-2015 porteur de transformations

Organisateurs : Conseil international pour la formation des adultes (ICAE), Association Asie et Pacifique Sud pour la formation de base et des adultes (ASPBAE) & DVV International - Institut pour la coopération internationale de l'Association allemande pour la formation des adultes

La formation des jeunes et des adultes joue un rôle clé dans l'agenda du développement tout entier, comme préalable à la réalisation de tous les autres objectifs du développement durable. La séance a présenté des exemples et a partagé des expériences de différents pays et régions, montrant le rôle transformateur que peut jouer la formation des jeunes et des adultes pour les personnes, l'économie et la société, en reliant différents partenaires sociaux, l'éducation et l'apprentissage formels et non formels, une éducation et un apprentissage libéraux et professionnels.

L'expérience des pays à revenu moyen participant à PISA, 2000-2015

Organisateurs : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) & Banque mondiale

La séance a offert des réponses à six questions importantes relatives aux pays à revenu moyen et a montré leur expérience de participation à PISA: Dans quelle mesure les pays en développement participent-ils à PISA et à d'autres évaluations internationales? Pourquoi ces pays rejoignent-ils PISA? Quels sont les défis financiers, techniques et culturels posés à leur participation à PISA? Quel impact la participation a-t-elle eu sur leur capacité d'évaluation nationale? Comment les résultats des tests PISA ont-ils influencé leurs discussions de politique nationales? Et que nous disent les données PISA sur l'éducation dans ces pays et les politiques et pratiques qui influent sur les résultats des élèves?

Alimentation scolaire, moteur de l'agriculture et du développement local : les perspectives pour l'Afrique

Organisateurs : Ministère de l'Éducation du Niger & Programme alimentaire mondial (PAM)

La séance a présenté aux gouvernements le rôle et l'impact de l'alimentation scolaire dans la réussite scolaire – en termes de taux de scolarisation, de nutrition et elle a démontré l'impact qu'elle peut avoir sur la production agricole, en faisant un lien avec l'alimentation scolaire produite à la maison / production locale. Cette manifestation fut l'occasion de montrer que l'alimentation scolaire est un filet de sécurité permettant aux économies d'assurer une croissance inclusive et un moyen de parvenir à un développement équitable et durable.

Déclaration d'Incheon

Incheon, République de Corée

21 mai 2015

Éducation 2030 : Vers une éducation inclusive et équitable de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous

Préambule

1. Nous, ministres, chefs et membres de délégations, chefs d'institutions et hauts responsables d'organisations multilatérales et bilatérales, représentants de la société civile, de la profession enseignante, des jeunes et du secteur privé, nous sommes réunis en mai 2015 à l'invitation de la Directrice générale de l'UNESCO, à Incheon, en République de Corée, à l'occasion du Forum mondial sur l'éducation 2015. Nous remercions le Gouvernement et le peuple de la République de Corée d'avoir accueilli cette importante manifestation, ainsi que l'UNICEF, la Banque mondiale, l'UNFPA, le PNUD, ONU Femmes et l'UNHCR, co-organisateur de cette réunion, pour leurs contributions. Nous exprimons également nos sincères remerciements à l'UNESCO, qui a pris l'initiative et la direction de l'organisation de cet événement majeur pour l'Éducation 2030.
2. En cette occasion historique, nous réaffirmons la vision qui est celle du mouvement mondial en faveur de l'Éducation pour tous, lancé en 1990 à Jomtien et renouvelé à Dakar en 2000, qui représente l'engagement le plus important pris dans le domaine de l'éducation au cours des dernières décennies, et qui contribue à la réalisation de progrès considérables en matière d'éducation. Nous réaffirmons également la vision et la volonté politique reflétées dans de nombreux traités internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme, qui consacrent le droit à l'éducation et ses liens réciproques avec d'autres droits fondamentaux. Nous prenons acte des efforts déployés, mais nous constatons néanmoins avec une vive préoccupation que nous sommes loin d'avoir atteint l'éducation pour tous.
3. Nous rappelons l'Accord de Mascate, issu de vastes consultations et adopté lors de la Réunion mondiale sur l'Éducation pour tous (EPT) 2014, qui a permis de guider avec succès la formulation des cibles proposées en matière d'éducation par le Groupe de travail ouvert sur les Objectifs de développement durable (ODD). En outre, nous rappelons les résultats des conférences ministérielles régionales sur l'éducation post-2015, et prenons note des conclusions du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 ainsi que des rapports de synthèse régionaux sur l'EPT. Nous sommes conscients de l'importante contribution de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, ainsi que du rôle des gouvernements et des organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales, pour mobiliser l'engagement politique en faveur de l'éducation.
4. Ayant dressé le bilan des progrès accomplis depuis 2000 en vue de la réalisation des objectifs de l'EPT et des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à l'éducation, ainsi que des enseignements tirés, et ayant examiné les défis qui subsistent, et délibéré sur l'agenda pour l'éducation 2030 qui est proposé et sur le Cadre d'action, ainsi que sur les priorités et les stratégies futures pour sa réalisation, nous adoptons la présente Déclaration.

Vers 2030 : une nouvelle vision de l'éducation

5. Reconnaisant le rôle important de l'éducation en tant que vecteur principal du développement et de la réalisation des autres objectifs de développement durable (ODD) proposés, notre vision est de transformer la vie grâce à l'éducation. Conscients de l'urgence, nous nous engageons en faveur d'un agenda pour l'éducation unique et renouvelé qui soit holistique, ambitieux et mobilisateur, qui ne laisse personne de côté. Cette nouvelle vision trouve sa pleine expression dans l'ODD 4 proposé, « Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous », et dans les cibles correspondantes. Transformatrice et universelle, elle permet de s'atteler au « chantier inachevé » de l'agenda de l'EPT et des Objectifs du Millénaire pour le développement relatifs à l'éducation, en relevant les défis de l'éducation aux

niveaux mondial et national. Elle est inspirée par une vision humaniste de l'éducation et du développement fondée sur les droits de l'homme et la dignité, la justice sociale, l'inclusion, la protection, la diversité culturelle, linguistique et ethnique, ainsi que sur une responsabilité et une redevabilité partagées. Nous réaffirmons que l'éducation est un bien public, un droit humain fondamental et un préalable à l'exercice d'autres droits. Elle est essentielle à la paix, à la tolérance, à l'épanouissement de chacun et au développement durable. Nous reconnaissons que l'éducation est un facteur clé pour parvenir au plein emploi et éliminer la pauvreté. Nous concentrerons nos efforts sur l'accès, l'équité, l'inclusion, la qualité et les résultats de l'apprentissage, dans la perspective d'un apprentissage tout au long de la vie.

6. Encouragés par les progrès considérables que nous avons réalisés dans l'élargissement de l'accès à l'éducation au cours des 15 dernières années, nous assurerons 12 années d'enseignement primaire et secondaire de qualité, gratuit et équitable, financé sur fonds publics, dont au moins 9 années obligatoires, débouchant sur des acquis pertinents. Nous encourageons également la mise en place d'au moins une année d'enseignement préprimaire de qualité, gratuit et obligatoire, et recommandons que tous les enfants aient accès à des services de développement, d'éducation et de protection de la petite enfance de qualité. En outre, nous nous engageons à offrir des possibilités pertinentes d'éducation et de formation aux très nombreux enfants et adolescents non scolarisés qui requièrent une action immédiate, ciblée et suivie, afin que tous puissent aller à l'école et apprendre.
7. L'inclusion et l'équité, dans l'éducation et à travers elle, constituent la pierre angulaire d'un agenda pour l'éducation transformateur. C'est pourquoi nous nous engageons à lutter contre toutes les formes d'exclusion et de marginalisation, ainsi que contre les disparités et les inégalités en matière d'accès, de participation et de résultats de l'apprentissage. Aucune cible relative à l'éducation ne saurait être considérée comme atteinte tant qu'elle ne l'est pas par tous. Nous prenons donc l'engagement d'apporter les changements nécessaires aux politiques éducatives et d'axer nos efforts sur les plus défavorisés, en particulier les personnes en situation de handicap, afin que nul ne soit laissé pour compte.
8. Nous reconnaissons l'importance de l'égalité des genres dans la réalisation du droit à l'éducation pour tous. Par conséquent, nous prenons l'engagement de soutenir les politiques, la planification et les environnements d'apprentissage attentifs au genre, d'intégrer les questions de genre dans la formation des enseignants et dans les programmes d'enseignement, ainsi que d'éliminer les discriminations et la violence fondées sur le genre à l'école.
9. Nous nous engageons en faveur d'une éducation de qualité et d'une amélioration des acquis de l'apprentissage, ce qui nécessite de renforcer les ressources, les processus et l'évaluation des résultats, ainsi que de mettre en place des mécanismes pour mesurer les progrès. Nous ferons en sorte que les enseignants et les éducateurs aient les moyens d'agir, qu'ils soient recrutés de manière adéquate, qu'ils reçoivent une formation et des qualifications professionnelles satisfaisantes, et qu'ils soient motivés et soutenus au sein de systèmes gérés de manière efficace et efficiente, et dotés de ressources suffisantes. Une éducation de qualité favorise la créativité et les connaissances, et garantit l'acquisition des compétences fondamentales en lecture, en écriture et en calcul, ainsi que des compétences en matière d'analyse et de résolution de problèmes, et d'autres aptitudes cognitives, interpersonnelles et sociales de haut niveau. Elle développe également les compétences, les valeurs et les attitudes qui permettent aux citoyens de mener une vie saine et épanouissante, de prendre des décisions éclairées et de relever les défis locaux et mondiaux, grâce à l'éducation en vue du développement durable (EDD) et à l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM). À cet égard, nous appuyons vigoureusement la mise en œuvre du Programme d'action global pour l'EDD qui a été lancé lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'EDD tenue à Aichi-Nagoya en 2014. Nous soulignons également l'importance de l'éducation et de la formation aux droits de l'homme en vue de la réalisation du programme de développement durable pour l'après-2015.
10. Nous nous engageons à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie de qualité pour tous, dans tous les contextes et à tous les niveaux de l'éducation, ce qui implique un accès équitable et élargi à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels, ainsi qu'à l'enseignement supérieur et à la recherche, avec une attention particulière portée à l'assurance qualité. En outre, il importe de mettre en place des parcours d'apprentissage souples, ainsi que la reconnaissance, la validation et l'accréditation des connaissances, des aptitudes et des compétences acquises dans le cadre de l'éducation non formelle et informelle. Nous nous engageons, par ailleurs, à faire en sorte que tous les jeunes et tous les adultes, en particulier les filles et les femmes, atteignent un niveau pertinent et reconnu de maîtrise fonctionnelle de la lecture, de l'écriture et du calcul, et acquièrent des compétences nécessaires à la vie courante, et que des possibilités d'apprentissage, d'éducation et de formation des adultes leur soient offertes. Nous prenons enfin l'engagement de renforcer la science, la technologie et l'innovation. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) doivent

être mises à profit pour renforcer les systèmes éducatifs, la diffusion du savoir, l'accès à l'information, ainsi que l'efficacité et la qualité de l'apprentissage, et pour assurer une offre de services plus performante.

11. Par ailleurs, nous constatons avec une vive préoccupation qu'aujourd'hui, une part importante de la population non scolarisée à travers le monde vit dans des zones touchées par des conflits, et que les crises, la violence et les attaques contre les institutions éducatives, ainsi que les catastrophes naturelles et les pandémies, continuent de perturber l'éducation et le développement à l'échelle mondiale. Nous nous engageons à concevoir des systèmes éducatifs plus inclusifs, réactifs et résilients, afin de répondre aux besoins des enfants, des jeunes et des adultes qui sont confrontés à ces situations, notamment les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les réfugiés. Nous soulignons la nécessité pour l'éducation d'être dispensée dans des environnements sains, accueillants et sûrs, exempts de toute violence. Nous recommandons de mener une action appropriée face aux crises, de l'intervention d'urgence jusqu'au relèvement et à la reconstruction, de mieux coordonner les réponses nationales, régionales et mondiales, ainsi que de développer les capacités en matière de réduction et d'atténuation globales des risques, afin que l'éducation continue d'être assurée pendant les situations de conflit, d'urgence et de post-conflit, et dans les premiers temps du relèvement.

Mise en œuvre de notre agenda commun

12. Nous réaffirmons que la responsabilité première de la bonne mise en œuvre de cet agenda incombe aux gouvernements. Nous sommes résolus à mettre en place les cadres juridiques et politiques qui favorisent la responsabilité et la transparence, ainsi qu'une gouvernance participative et des partenariats coordonnés à tous les niveaux et dans tous les secteurs, et à défendre le droit à la participation de toutes les parties prenantes.
13. Nous appelons à instaurer une collaboration, une coopération, une coordination et un suivi solides, aux niveaux mondial et régional, en vue de la mise en œuvre de l'agenda pour l'éducation, fondés sur la collecte, l'analyse et la communication de données au niveau des pays, dans le cadre d'entités, de stratégies et de mécanismes régionaux.
14. Nous reconnaissons que le succès de l'agenda pour l'éducation 2030 exige des politiques et une planification rigoureuses, ainsi que des modalités de mise en œuvre efficaces. Il est également évident que l'ambition reflétée dans l'ODD 4 proposé ne pourra être réalisée sans une augmentation importante et bien ciblée du financement, notamment dans les pays les plus éloignés de la réalisation d'une éducation de qualité pour tous à tous les niveaux. Nous sommes donc déterminés à accroître les dépenses publiques en faveur de l'éducation, selon la situation des pays, et nous préconisons l'adhésion aux critères/indicateurs de référence internationaux et régionaux selon lesquels il convient de consacrer à l'éducation au moins 4 à 6 % du produit intérieur brut et/ou au moins 15 à 20 % du total des dépenses publiques.
15. Notant l'importance de la coopération pour le développement en complément des investissements des gouvernements, nous demandons aux pays développés, aux bailleurs traditionnels et émergents, aux pays à revenu intermédiaire et aux mécanismes de financement internationaux d'accroître le financement en faveur de l'éducation, et de soutenir la mise en œuvre de l'agenda selon les besoins et les priorités des pays. Nous considérons qu'il est primordial d'honorer tous les engagements concernant l'aide publique au développement (APD), notamment celui que de nombreux pays développés ont pris de consacrer 0,7 % de leur produit national brut (PNB) à l'aide publique au développement en faveur des pays en développement. Conformément à ces engagements, nous invitons les pays développés qui ne l'ont pas encore fait à s'attacher plus concrètement à atteindre l'objectif fixé, à savoir consacrer 0,7 % de leur PNB à l'APD en faveur des pays en développement. Nous prenons également l'engagement d'accroître notre soutien en faveur des pays les moins avancés. En outre, nous considérons qu'il importe de débloquer toutes les ressources possibles pour soutenir le droit à l'éducation. Nous recommandons d'améliorer l'efficacité de l'aide grâce à une meilleure coordination et à une plus grande harmonisation, ainsi que d'accorder en priorité le financement et l'aide aux sous-secteurs négligés et aux pays à faible revenu. Nous recommandons également d'accroître de manière significative le soutien en faveur de l'éducation en cas de crise humanitaire prolongée. Nous accueillons favorablement la tenue du Sommet d'Oslo sur l'éducation pour le développement (juillet 2015) et appelons la Conférence internationale sur le financement du développement (Addis-Abeba) à soutenir l'ODD 4 proposé.
16. Nous appelons les institutions co-organisatrices du Forum mondial sur l'éducation 2015, en particulier l'UNESCO, ainsi que tous les partenaires, à aider individuellement et collectivement les différents pays à mettre en œuvre l'agenda pour l'éducation 2030, en fournissant des avis techniques, en développant les capacités nationales et en apportant un soutien financier, en fonction de leur mandat et de leurs avantages comparatifs respectifs, tout en mettant à profit leur complémentarité. À cette fin, nous confions à l'UNESCO la tâche de mettre en place

un mécanisme de coordination mondial approprié, en consultation avec les États membres, les institutions co-organisatrices du Forum mondial sur l'éducation 2015, et d'autres partenaires. Considérant que le Partenariat mondial pour l'éducation constitue un pôle de financement multipartite de l'éducation à l'appui de la mise en œuvre de l'agenda, selon les besoins et les priorités des pays, nous recommandons qu'il fasse partie de ce futur mécanisme de coordination mondial.

17. Nous prions également l'UNESCO, en sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies pour l'éducation, de continuer à jouer le rôle qui lui incombe, en vertu de son mandat, à savoir conduire et coordonner l'agenda pour l'éducation 2030, notamment en plaidant pour la poursuite de l'engagement politique, en facilitant le dialogue sur les politiques, le partage des connaissances et l'action normative, en suivant les progrès vers la réalisation des cibles de l'éducation, en réunissant les parties prenantes mondiales, régionales et nationales afin d'orienter la mise en œuvre de l'agenda, et en faisant office de point focal pour l'éducation au sein de l'architecture globale de coordination des Objectifs de développement durable (ODD).
18. Nous décidons de mettre en place des systèmes nationaux de suivi et d'évaluation complets afin de produire des données factuelles solides pour guider la formulation des politiques et la gestion des systèmes éducatifs, et de garantir la redevabilité. En outre, nous prions les institutions co-organisatrices du Forum mondial sur l'éducation 2015 et leurs partenaires de soutenir le renforcement des capacités en matière de collecte, d'analyse et de communication de données au niveau national. Les pays devraient s'employer à améliorer la qualité et les niveaux de ventilation des données, ainsi qu'à les communiquer en temps utile à l'Institut de statistique de l'UNESCO. Nous demandons également que le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous soit maintenu sous la forme d'un Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEMR) indépendant, hébergé et publié par l'UNESCO, en tant que moyen d'assurer le suivi et de rendre compte de l'ODD 4 proposé, ainsi que des aspects relatifs à l'éducation dans les autres ODD proposés, dans le cadre du mécanisme qui sera mis en place pour suivre et examiner la réalisation des ODD proposés.
19. Nous avons débattu et sommes convenus des composantes essentielles du Cadre d'action Éducation 2030. Compte tenu des résultats du sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 (New York, septembre 2015), ainsi que de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Addis-Abeba, juillet 2015), une version finale du cadre d'action sera présentée pour adoption et lancée lors d'une réunion spéciale de haut niveau organisée en marge de la 38^e session de la Conférence générale de l'UNESCO, en novembre 2015. Nous sommes pleinement résolus à mettre en œuvre ce cadre d'action, une fois adopté, afin qu'il guide et inspire les différents pays et partenaires dans la réalisation de notre agenda.
20. Forte de l'héritage de Jomtien et de Dakar, la présente Déclaration d'Incheon constitue l'engagement historique que nous tous prenons de transformer la vie grâce à une nouvelle vision de l'éducation, ainsi qu'à des initiatives audacieuses et novatrices, pour atteindre notre objectif ambitieux d'ici à 2030.

DÉCLARATION du Forum des ONG 2015

Incheon, République de Corée

18-19 may 2015

Pour le droit à un enseignement public inclusif et de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie après 2015

1. Nous, représentants d'organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales et d'organisations de la société civile de différentes régions du monde, nous sommes réunis lors du Forum des ONG à Incheon (République de Corée) les 18 et 19 mai 2015. Ce forum a précédé le Forum mondial sur l'éducation 2015, qui se tient à Incheon du 19 au 21 mai 2015, afin de préparer notre participation active et notre engagement efficace.
2. Nous avons pris note de la situation de l'Éducation pour tous (EPT) à la lumière du Rapport mondial de suivi 2015, complété par des évaluations indépendantes de l'EPT, avons débattu des contributions de la société civile à l'EPT depuis Dakar (2000), avons examiné l'état d'avancement du processus concernant l'après-2015 et avons analysé les projets de Déclaration et de Cadre d'action du Forum mondial sur l'éducation 2015. À l'issue de nos délibérations de ces deux derniers jours, nous avons adopté la présente déclaration, qui reflète les aspirations des organisations de la société civile au moment d'examiner l'agenda Éducation 2030.
3. Nous réaffirmons que l'éducation est un droit fondamental de l'être humain et un bien public essentiel à la promotion de la justice sociale, économique et environnementale. Les États ont le devoir d'offrir à tous un enseignement public gratuit de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et de faire en sorte que le droit à l'éducation soit inscrit dans la loi et exigible. Nous sommes cependant alarmés de constater qu'aujourd'hui 121 millions d'enfants et adolescents ne sont toujours pas scolarisés, et que des inégalités considérables subsistent sur le plan de l'accès et de la qualité. Au moins 781 millions d'adultes, dont les deux tiers sont des femmes, se voient dénier le droit à l'alphabétisation. Pour surmonter ces déficiences, et d'autres encore, l'agenda pour l'éducation post-2015 doit se fonder sur les droits, être universel, holistique et conçu dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie, tirer les enseignements de l'expérience passée, viser la pleine réalisation des objectifs de l'EPT qui n'ont pas été atteints, et inciter à plus d'ambition en vue de préparer les jeunes et les adultes à la vie et de relever les défis du XXIe siècle.
4. Nous accueillons avec satisfaction les **projets de Déclaration et de Cadre d'action** du Forum mondial sur l'éducation, en partant du principe que leur teneur essentielle ne sera pas modifiée, qu'il n'y aura pas de régression par rapport à l'actuelle vision fondée sur les droits de l'homme et au niveau d'ambition des cibles, et que les recommandations figurant dans la présente Déclaration seront prises en compte.
5. Nous comptons en outre que l'objectif et les cibles relatifs à l'éducation continueront de faire partie intégrante des **Objectifs de développement durable** des Nations Unies qui doivent être adoptés en septembre 2015, consacrant ainsi le rôle décisif de l'éducation dans la justice sociale, économique et environnementale et l'indivisibilité des droits de l'homme. Nous soutenons la recommandation des coanimateurs des négociations intergouvernementales de New York sur le programme pour l'après 2015, selon laquelle les pourcentages (« x % ») envisagés dans les cibles relatives à l'alphabétisation des adultes, aux compétences et aux enseignants devraient être remplacés par le mot « tous ».
6. Nous convenons que l'objectif **"Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous"** devrait être notre vision commune pour le programme de l'après-2015. À cet effet, nous appelons à s'engager sur la mise en œuvre d'ici à 2030 d'un cursus scolaire gratuit de qualité, financé par des fonds publics, de douze ans, dont neuf ans de scolarité obligatoire. Nous appelons en outre à rendre progressivement gratuite l'éducation et la protection de la petite

enfance (EPPE), de la naissance jusqu'à l'âge de l'entrée à l'école. Nous réaffirmons le droit à un enseignement supérieur et à un enseignement et une formation professionnels publics de qualité et rendus progressivement gratuits. Chaque pays devrait définir des critères de référence et des échéances précisant clairement la manière d'y parvenir.

7. Il importe de prêter une attention accrue à ce qu'implique réellement l'engagement en faveur de l'**apprentissage tout au long de la vie**. Il s'agit d'une approche transformatrice, qui défend une conception de l'apprentissage selon laquelle celui-ci débute à la naissance, se poursuit tout au long de l'existence et englobe toutes les formations de qualité formelles, non formelles et informelles, et qui reconnaît que chacun, depuis les enfants, les jeunes et les adultes jusqu'aux personnes âgées, est détenteur de droits. Les premières bases sont posées avec l'éducation et la protection de la petite enfance, essentielle à la fois pour promouvoir le bien-être et pour renforcer la cohésion sociale et le développement national. L'EPPE doit être holistique et intégrée, respecter les besoins particuliers des jeunes enfants et faire en sorte que tous réalisent pleinement leur potentiel. De même, les politiques et programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes doivent être considérés comme prioritaires et être financés par l'État, adaptés à l'âge adulte et conçus de concert avec les apprenants, en mettant l'accent sur l'autonomisation. Assurer l'apprentissage tout au long de la vie exige en outre l'élimination de tous les obstacles à la progression dans les cycles successifs de l'enseignement, y compris la reconnaissance de l'apprentissage informel et formel antérieur.
8. Nous réitérons notre appel à assurer de front l'**accès, l'équité** et la **qualité** pour tous les âges, à l'intérieur et à l'extérieur des cadres éducatifs formels. Il convient d'accorder une importance particulière à l'inclusion des personnes marginalisées du fait, entre autres, du sexe, de la race, de la langue, de la religion, de l'appartenance à une ethnie ou un groupe autochtone, du handicap, de l'orientation sexuelle, de l'état de santé, de la situation géographique, d'un statut de réfugié ou de migrant, de la condition socioéconomique, de l'âge, d'une situation d'urgence, ou d'une catastrophe d'origine humaine ou d'un conflit. Nous reconnaissons que les femmes et les filles appartenant à des groupes marginalisés font face à des formes de discrimination supplémentaires, multiples et liées entre elles. Les États et les organisations ne devraient jamais dissocier l'accès et l'équité de la qualité, y compris dans les zones touchées par un conflit ou exposées à des catastrophes. De fait, le défi fondamental, pour la plupart des systèmes éducatifs, est d'assurer l'équité dans la qualité de l'éducation, en mettant fin à toute ségrégation et aux systèmes stratifiés qui aggravent encore les inégalités. Tout en garantissant la qualité pour tous, les systèmes éducatifs doivent célébrer la diversité linguistique et culturelle, en résistant à la tendance à l'uniformisation qui risque de compromettre cette diversité. Un effort particulier doit être fait pour offrir des possibilités d'éducation aux enfants et aux jeunes non scolarisés, y compris ceux qui vivent dans des pays affectés par un conflit, et pour créer des filières permettant leur réinsertion dans le système formel. Nous soutenons l'engagement de ne considérer aucune cible comme atteinte tant qu'elle ne l'est pas pour tous.
9. L'**éducation de qualité** va au-delà de la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul ; elle comprend l'acquisition d'un vaste ensemble de connaissances, de compétences et de valeurs, tout en encourageant la réflexion critique, la créativité, la solidarité, le dialogue et la résolution de problèmes. Elle est ancrée dans des expériences de l'apprentissage propices à l'épanouissement et à l'intégration, qui nécessitent des environnements d'apprentissage sûrs, sécurisés et inclusifs, des enseignants motivés et valorisés, des matériels de grande qualité, ainsi que des programmes d'études pertinents et couvrant un large champ qui englobe l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation pour le développement durable et l'éducation à la citoyenneté mondiale. L'éducation de qualité valorise la diversité individuelle, culturelle et linguistique, renforce la démocratie et promeut la paix. Le processus d'apprentissage exige une approche centrée sur l'apprenant.
10. Une condition essentielle de la réalisation de toutes les cibles de l'éducation, en matière d'équité, de qualité de l'éducation et d'apprentissage pour tous est l'existence d'un corps d'**enseignants** correctement formés, qualifiés sur le plan professionnel et appréciés à leur juste valeur, auxquels est versée une rémunération décente au moins égale à celle que perçoivent les professionnels de qualifications comparables du service public et/ou du secteur privé. Les gouvernements devraient investir davantage dans la formation des enseignants et leur perfectionnement et accompagnement professionnels continus, en veillant à l'égalité des genres en matière de recrutement et de formation. Ils doivent créer des conditions de travail décentes et attractives pour l'ensemble des enseignants, du personnel auxiliaire et des responsables de l'éducation. Les organisations d'enseignants doivent être respectées et reconnues comme des acteurs indépendants et légitimes. Il importe de leur faire une place centrale dans tout dialogue social concernant les politiques de l'éducation, les salaires et les conditions de travail, et de leur offrir des garanties dans ce sens dans la législation. Étant donné le caractère central de la cible relative aux enseignants, il conviendrait de choisir l'échéance plus proche de 2020 pour sa réalisation.

11. Tout en approuvant le projet de Cadre d'action dans son ensemble, nous sommes profondément préoccupés par le nombre restreint d'indicateurs énumérés en annexe. Pour que l'objectif soit atteint, nous recommandons fermement que les **indicateurs** nationaux et régionaux fassent apparaître une réduction progressive des écarts dans l'accès et la réussite scolaire, mesurés tous les cinq ans, entre les 20 % les plus riches et les 40 % les plus pauvres. Nous avons besoin d'un ensemble plus ambitieux et holistique d'indicateurs, à la fois universels et thématiques, qui soient en accord avec les obligations existantes dans le domaine des droits de l'homme et conformes au contenu et à l'esprit de l'objectif et de la série complète des cibles concernant l'éducation. Il faut prêter une attention particulière à la mise en place d'indicateurs diversifiés de l'éducation de qualité qui rendent compte des apports, des processus et d'un large spectre de produits, et en suivent l'évolution. En matière d'apprentissage, il conviendrait de s'attacher aussi à renforcer l'évaluation formative, susceptible d'orienter vers des améliorations concrètes, plutôt que de privilégier à l'excès les tests et comparaisons standardisés à l'échelle mondiale. Il importe de reconnaître clairement que la définition d'indicateurs est un exercice politique, et non pas purement technique, et que l'approbation finale d'indicateurs thématiques doit être soumise à un contrôle démocratique approprié.
12. Nous nous félicitons de ce que l'on reconnaisse que la **participation de la société civile** devrait être institutionnalisée et assurée dans tous les processus, car elle est essentielle pour que les gouvernements soient tenus comptables de leur action et pour assurer à tous une éducation inclusive de qualité. Il convient de mettre l'accent sur la redevabilité, la transparence et le rôle important de vigie que joue la société civile, y compris dans le contrôle continu des dépenses, pendant la mise en œuvre et le suivi du programme pour l'après-2015. Nous recommandons que toutes les parties prenantes y soient expressément associées, y compris les syndicats d'enseignants, les groupes de parents d'élèves et les mouvements étudiants représentatifs, ainsi que les ONG, les mouvements d'enfants et de jeunes, les communautés, les organisations d'apprenants, les associations de personnes handicapées, les organisations autochtones, les établissements d'enseignement et de recherche universitaires, les organisations de femmes et les autres mouvements sociaux représentant des groupes exclus. Ces divers acteurs devraient être associés de façon significative à tous les stades du débat sur les politiques, et de la planification, de la prise de décision, du suivi et de l'évaluation de l'agenda Éducation 2030. De plus, les droits de l'homme ne peuvent être pleinement exercés que dans un contexte démocratique où la participation est reconnue comme un droit en soi. À cette fin, nous condamnons, en appelant à y mettre fin, la discrimination, la persécution et les poursuites pénales dont des militants et des mouvements de la société civile sont aujourd'hui victimes sur tous les continents et qui mettent en péril l'exercice du droit à l'éducation.
13. Nous condamnons aussi avec fermeté et une profonde préoccupation les menaces que continuent de faire peser sur le droit à l'éducation les cas de plus en plus fréquents d'**agressions et d'actes de violence**, dans les établissements d'enseignement et à leurs abords, qui font des victimes parmi leurs élèves et leur personnel. Il importe en outre de reconnaître que la violence sexiste en milieu scolaire est un important obstacle à l'éducation, en particulier pour les filles. Il faut s'efforcer davantage de lever les causes profondes des conflits et de la violence. Il est scandaleux que de nombreux gouvernements se lancent dans des investissements militaires disproportionnés et/ou accroissent leurs dépenses militaires plus rapidement que leurs dépenses d'éducation. Les systèmes éducatifs, formels et non formels, devraient promouvoir une culture de la paix, de la compréhension entre les cultures, de l'harmonie et de la tolérance afin d'éliminer toutes les formes de conflit à tous les niveaux.
14. L'agenda pour l'éducation post-2015 ne peut être mis en œuvre sans des **moyens financiers adéquats**. Nous appelons en conséquence à prendre les mesures suivantes :
 - (a) Les gouvernements nationaux doivent se mettre en conformité parfaite avec les critères de référence internationaux en matière d'accroissement du financement intérieur de l'éducation, en affectant au moins 6 % de leur PIB et 20 % du budget national à l'éducation. Les fourchettes de 15 à 20 % et de 4 à 6 %, telles qu'elles figurent actuellement dans le projet de Cadre d'action, minimisent ce critère essentiel.
 - (b) Il convient de prêter une attention accrue à l'élargissement de la base de ressources nationale. Tout en nous félicitant de ce que le projet de Cadre d'action mentionne l'élargissement de l'assiette fiscale et la remise en cause des incitations fiscales néfastes, nous considérons qu'il faut combattre non seulement la fraude fiscale, mais aussi l'évasion fiscale agressive qui, bien que techniquement légale, peut être un moyen immoral de priver les pays des fonds dont ils ont besoin pour assurer l'exercice du droit à l'éducation. Nous nous joignons à l'appel en faveur de la création d'un organe intergouvernemental autonome sur la fiscalité, mandaté pour définir des règles fiscales et doté des moyens de les faire respecter – qui constituerait une mesure essentielle pour mettre fin au scandale des paradis fiscaux.

- (c) Les donateurs devraient s'engager sur des cibles claires – qu'il s'agisse de doubler leur aide à l'éducation de base ou de veiller à consacrer à celle-ci au moins 10 % de cette aide. L'engagement de Dakar sur le financement doit être résolument réaffirmé à Incheon et tenu dans les années à venir. Les donateurs doivent attribuer en priorité leur aide aux pays à faible revenu et à ceux qui sont fragiles ou touchés par un conflit. Il importe de doubler au moins l'aide à l'éducation dans les contextes humanitaires, pour la relever des seulement 2 % à 4 %. En outre, il conviendrait d'insister de nouveau sur les remises de dette en faveur de l'éducation.
 - (d) Les gouvernements et les donateurs devraient donner la priorité aux dépenses visant à la réalisation de l'objectif et des cibles au bénéfice des communautés les plus marginalisées. Les dépenses accrues en faveur de l'équité améliorent la qualité de vie de chacun.
 - (e) La Conférence sur le Financement pour le développement d'Addis-Abeba doit produire un cadre détaillé de financement des objectifs de développement durable après 2015. Nous demandons aux gouvernements et à tous les partenaires de s'assurer que le document final d'Addis-Abeba contienne un engagement en faveur du financement de l'objectif relatif à l'éducation et de toutes ses cibles, en respectant les niveaux minimaux de financement intérieur et d'aide extérieure énoncés aux alinéas (a) et (c) du paragraphe 14 ci-dessus.
 - (f) Le Partenariat mondial pour l'éducation devrait aligner pleinement son plan stratégique et ses mécanismes de financement sur l'objectif et les cibles relatifs à l'éducation convenus d'un commun accord. Il devrait aider les pays à élaborer des plans complets pour leur secteur de l'éducation en évitant de créer des buts, objectifs ou cibles parallèles.
 - (g) Des engagements plus clairs doivent être pris pour faire en sorte que tous les fonds publics (y compris l'aide) soient consacrés à l'enseignement public et ne servent d'aucune façon à financer ou subventionner des services à but lucratif. Les contributions du secteur privé au secteur de l'éducation devraient viser à conforter l'accroissement de l'investissement public dans l'enseignement et la recherche plutôt que de se substituer à l'action de l'État. Nous réaffirmons par conséquent que l'éducation est un bien public et nous rejetons les appels à privatiser ou commercialiser davantage l'enseignement, y compris tout soutien à des écoles privées appliquant de faibles droits de scolarité ou à des universités à but lucratif. Nous nous opposons de même à tout accord commercial qui traite l'éducation comme un bien marchand et facilite la libéralisation des services d'éducation et la perte des droits, comme c'est le cas de l'Accord sur le commerce des services (ACS/TISA). Nous appelons aussi tous les gouvernements à mettre en place une réglementation plus stricte des services d'éducation privés afin de prévenir les abus, le morcellement et l'accroissement des inégalités.
15. Nous confirmons la nécessité d'améliorer **le suivi et l'évaluation** des progrès réalisés à tous les niveaux et appuyons le mouvement pour une révolution des données, de façon en particulier à ce que des données désagrégées soient accessibles à tous en toute transparence et éclairent ainsi les politiques et les pratiques en matière d'éducation. Les plus grands défis sont de renforcer les systèmes nationaux et les capacités de collecte de données qualitatives et quantitatives et d'analyse pertinente et efficace de ces données. Cela doit prendre le pas sur les aspirations concernant la comparabilité des données au niveau mondial. Un effort majeur doit être entrepris pour suivre la réduction de toutes les disparités en matière d'équité dans l'éducation.
16. Nous reconnaissons le rôle crucial que joue l'**UNESCO** en tant qu'organisation des Nations Unies mandatée dans le domaine de l'éducation et demandons la poursuite du processus inclusif et démocratique et la mise en place d'une architecture de l'éducation qui mobilise les États membres, les organismes des Nations Unies compétents et la société civile. Ce partenariat est une condition décisive du succès. En tant qu'organisations de la société civile, nous nous félicitons de la Consultation collective des organisations non gouvernementales sur l'EPT (CCONG/EPT) et de la composition du Comité directeur de l'EPT, au sein duquel la société civile est représentée.
17. Nous, représentants d'organisations non gouvernementales nationales, régionales et internationales et d'organisations de la société civile de différentes régions du monde **nous engageons** à œuvrer en coopération avec les gouvernements et un large éventail de groupes, d'individus et d'institutions afin de réaliser notre objectif, « Assurer une éducation inclusive et équitable de qualité et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous ». En particulier, nous sommes résolus à :
- (a) Poursuivre la coopération et le dialogue avec l'UNESCO à tous les niveaux, ainsi qu'avec les autres principales parties prenantes, en vue de l'inscription de l'agenda pour l'éducation dans le programme de développement durable des Nations Unies, en particulier lors du Forum mondial sur l'éducation.

- (b) Presser tous les gouvernements locaux, régionaux et centraux de s'acquitter pleinement de leur engagement de mettre en œuvre l'Agenda et le Cadre d'action Éducation 2030.
 - (c) Intensifier notre plaidoyer en faveur de l'éducation à la fois au sein de la communauté éducative et à l'extérieur de celle-ci, et tenir les États et les donateurs comptables du respect de leurs obligations.
 - (d) Favoriser la participation active des familles, des enfants, des jeunes, des élèves, des enseignants et des communautés, en particulier des plus marginalisés, de façon à ce que leurs avis soient pris en compte dans la définition de l'agenda et la formulation et la mise en œuvre des politiques.
 - (e) Diffuser le présent document final auprès des membres de la CCONG/EPT et dans l'ensemble de la société civile, aux niveaux national, régional et international.
 - (f) Diffuser la Déclaration du Forum mondial sur l'éducation 2015 et le Cadre d'action « Éducation 2030 ».
18. Ensemble, nous devons continuer de présenter des arguments convaincants afin que l'éducation soit au cœur du programme pour l'après-2015, facilitant ainsi la réalisation de tous les autres objectifs de développement durable. Le nouveau pacte mondial pour le développement exige une nouvelle génération de citoyens actifs du monde, de tous âges, s'employant dans tous les pays à définir et partager les attitudes, les connaissances et les comportements indispensables à l'avenir durable de la planète. Instaurer la dignité et la justice sociale et environnementale nécessite une éducation inclusive, équitable et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Forum
mondial sur
l'éducation
2015